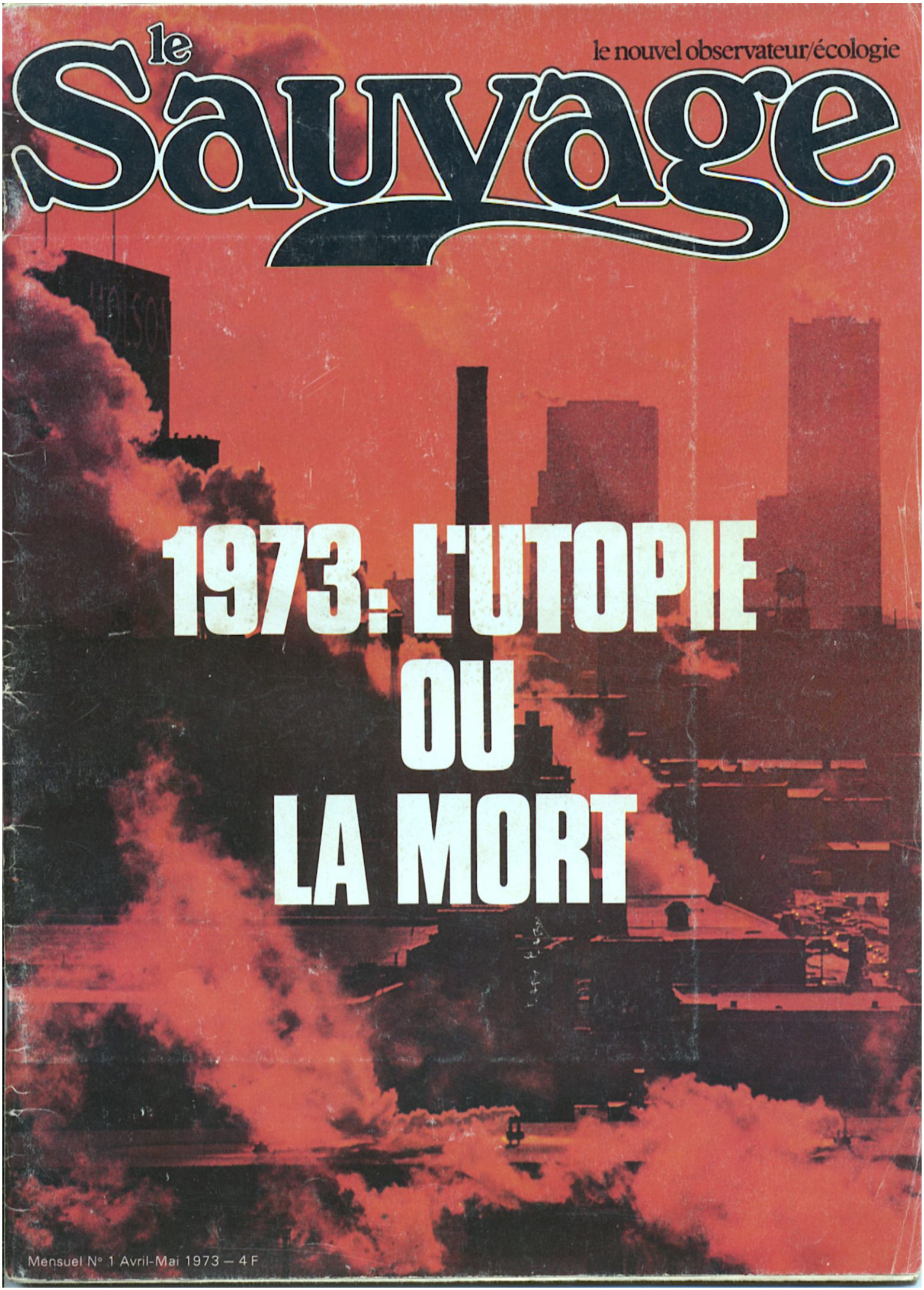
le Sauvage

le nouvel observateur/écologie



1973: L'UTOPIE OU LA MORT

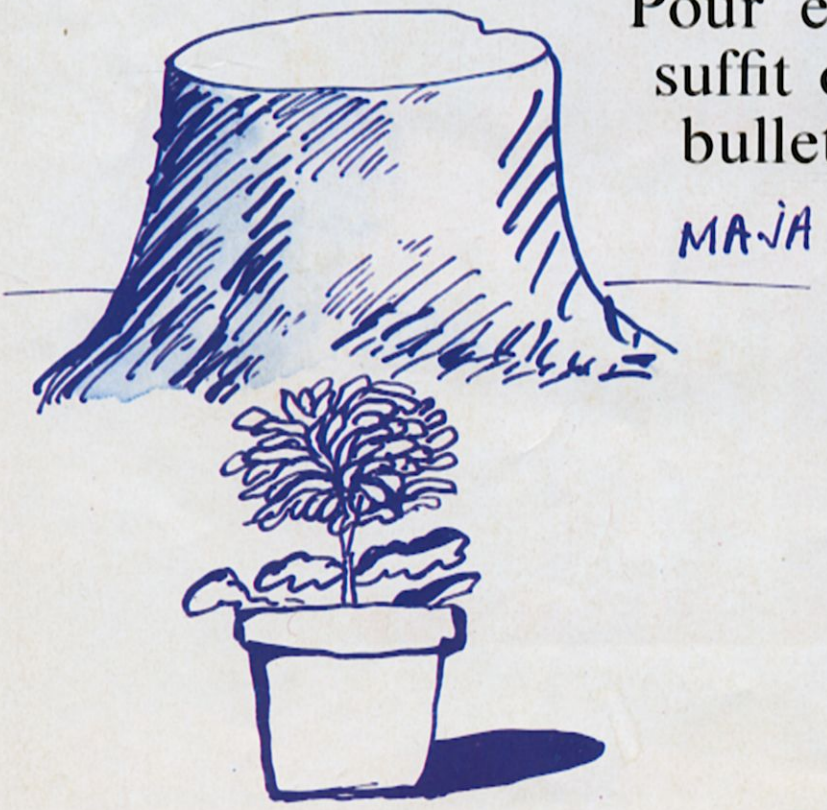
Mensuel N° 1 Avril-Mai 1973 – 4 F

le Sauvage

le nouvel observateur/écologi

Le Nouvel Observateur a tenu à vous adresser le premier numéro de son supplément Écologie « Le Sauvage » afin de vous permettre de le juger et de l'apprécier.
Pour continuer à le recevoir,
le Nouvel Observateur et le Sauvage vous proposent un abonnement à tarif spécial réservé aux lecteurs du Nouvel Observateur.

Pour en profiter, il vous suffit de remplir le bulletin ci-contre et de nous le retourner accompagné de votre règlement.



In Mémoriam *destruction des forêts*

le Sauvage

ÉDITORIAL, page 6

ON NE VOUS LE FAIT PAS DIRE...
Courrier des lecteurs, page 8

POINT CHAUD : LA CORSE VOIT ROUGE
Quand la pollution devient une affaire politique, *par Pierre Ajame,* page 9

TRIBUNE LIBRE : L'UTOPIE OU LA MORT
Quelques recettes pour retarder la fin du monde, *par Georg Picht,* page 13

ÉCOACTUALITÉS, page 18

LABORATOIRE SOCIAL : LE CHEMIN DE LA LIBERTÉ
Une famille suisse réinvente l'économie autarcique dans les Cévennes, *par Martine Gilson,* page 20

DÉFENSE DU CONSOMMATEUR : NADER SE FÂCHE
La démocratie passe par le choix des saucisses, *par Ralph Nader,* page 26

UNE EXPOSITION POUR COMPRENDRE :
LES PAYSANS, LE GHETTO ET LES RACISTES
Mépris des « péquenots » = massacre des « sauvages », *par Robert Jaulin, Yvonne Verdier, Solange Pinton,* page 28

ALTERNATIVE ÉCOLOGIQUE : LA CHIMIE NE PASSERA PAS
Le dossier de l'agriculture dite « biologique », *par Jean-François Fogel,* page 32. *Dessins : Puig Rosado.*

ÉDUCATION PARALLÈLE :
LA CONTESTATION DE L'ÉCOLE DE LA CONTESTATION
A Bruxelles, une expérience mise en question par les élèves, *par Frédérique Lebelley,* page 39

TRIBUNE LIBRE : LE TIERS MONDE PRIS AU PIÈGE
Aide et développement sont les alibis du nouveau colonialisme, *par Moïses Ikonicoff,* page 43

VIE SAUVAGE : LE DERNIER DES PÉLICANS
Plus un seul œuf sur l'île d'Anacapa (Californie). Pour cause de D.D.T., *par Joan McIntyre,* page 48

GUIDE ÉCOPRATIQUE
Méfiez-vous de l'E.D.F. - Fiche-poison : le pain - Où militer ? - Eco-livres.
page 51

LE DOCUMENT DU « SAUVAGE » :
POUR OU CONTRE L'INDUSTRIALISATION NUCLÉAIRE
Faut-il ou non construire 200 centrales nucléaires en France?, *par Alain Jaubert,* page 60

23 QUESTIONS A NOS LECTEURS
Pour participer à la création du « Sauvage », page 67

ENCARTS PUBLICITAIRES
pages 3-4, 69-70

Couverture : photo de Monticelli.

LES TRENTE DERNIERES ANNEES DE LA TERRE



Nous savons, vous savez : tout le monde parle d'environnement, d'écologie, de pollution. C'est la tarte à la crème ou, pour mieux dire, le tout-à-l'égout. On en parle dans les salons, dans les restaurants indiens et dans les instituts de beauté. La tolérance, disait Claudel, il y a des maisons pour cela ! Aujourd'hui on dit la pollution ? Il y a un ministre ! Et puis on fuit dans l'indifférence meurtrière pour oublier, ou le snobisme artificiel pour en parler trop, camoufler, récupérer. Mais voilà, les problèmes sont là, épais, immobiles, bouchant la vue de notre avenir et c'est pour cela que *Le Sauvage* existe, c'est pour cela que nous le faisons, que vous en aurez besoin, que vous le lirez.

Les problèmes, c'est quoi ? En gros on vous l'a dit et vous le savez. On le dit même à vos enfants puisque dans un livre d'histoire à l'intention des enfants de 6 ans (!) on peut lire : « aujourd'hui les maisons ne sont pas belles, les autos trop nombreuses, le bruit trop intense, la fumée trop malsaine et il ne fait pas bon vivre dans nos villes. » A six ans ! Compliment à cet audacieux auteur de manuel qui forme des lecteurs de *Sauvage* (ils n'ont pas d'âge !) mais honte aux parents qui ne se préparent pas au programme de lutte et d'information.

Si l'avenir n'est plus ce qu'il était, c'est parce que deux impasses, celle de la démographie et celle de l'écologie, le bouchent. Alors ? Qu'est-ce qu'on fait ? On se laisse mourir avec tous les moutons d'André François ? Ou on réagit en sauvages avec *Le Sauvage* ? Et si on réagit, c'est contre quoi ? La démographie ? C'est le problème des ressources de la terre insuffisantes pour un nombre d'habitants qui devient dément. Les peuples pauvres font beaucoup d'enfants qui sont encore plus pauvres et les privilégiés européens dans quelques décennies seront noyés dans leurs privilèges.

L'écologie ? Soyons simples, c'est le plaisir de vivre. Pourquoi ce plaisir diminue-t-il ? Est-ce fatal ? Exemple : est-il fatal que l'autoroute d'Aubagne à Toulon déboise toute une région et remplace verdures et promenades par du béton et des embouteillages ? Non. Vous l'acceptez ? *Le Sauvage* : non !

Est-il fatal que l'on soit recouvert d'automobiles, enfoui sous elles, bloqué par elles et que les transports en commun soient lents, inconfortables et payants ? Vous l'acceptez ? *Le Sauvage* : non !



Est-il fatal que la boutique soit remplacée par le supermarché, le bistrot par le self-service, et le jardin par des bureaux ? On vous a persuadés que oui : nous vous démontrons que cela n'est pas vrai.

L'usine de la Montedison déverse ses boues toxiques mettant en danger toute une région. La preuve que ce n'est pas fatal ? C'est qu'elle ferme.

On vous dit que vous vivez dans une société d'abondance ! Pour les uns, c'est vrai : ils meurent sous le superflu et l'artificiel. Pour les autres, c'est faux : ils vivent dans le besoin et le manque. La liberté commence avec la satisfaction des besoins essentiels, s'altère avec les achats à crédit, et disparaît avec l'apparition des faux besoins.

Alors ?

Nous le disions déjà dans le Nouvel Observateur il y a un an, si nous n'agissons pas, nous sommes déjà dans les trente dernières années de la Terre. Il ne faut pas attendre ! Ni le messie, ni le grand soir, ni le sauveur suprême. Il faut se refaire un avenir maintenant, tout de suite. Avec *le Sauvage* : pour que la joie demeure. Avec nous, pour que l'avenir redevienne ce qu'il était !

Le Sauvage

LE SAUVAGE
n° 1

COMITÉ DE DIRECTION :

Philippe Viannay, Jean Daniel, Claude Perdriel, Alain Hervé, Jacques Deshayes, Hector de Galard

DIRECTION :

Directeur Général : Jean Daniel
Directeur de la Rédaction : Claude Perdriel

RÉDACTION :

Rédacteur en chef : Alain Hervé
Rédacteur en chef adjoint : Pierre Ajame
Direction artistique : Catherine Pompanon assistée de Emmanuelle Le Ray
Secrétariat de rédaction : Victor Zigelman, Christine Kamieniak, Brice Lalonde
Assistante de la rédaction : France de Nicolay
Droits de reproduction : Ruth Valentini

ADMINISTRATION :

Fabrication : Bernard Le Roy
Promotion, Ventes, Abonnements : Bernard Villeneuve
Publicité : Dominique Roussel, Lorraine de Moustier, Eva Binder

Titre de la publication : LE SAUVAGE
Sous-titre : Le Nouvel Observateur - Ecologie
Adresse : 11, rue d'Aboukir - Paris-2e
Téléphone : 887 52-00
Périodicité : Mensuel
Directeur de la publication : Claude Perdriel
S.A. L'OBS
C.C.P. Paris 3 143-54
R.C. Seine 71 B 658
Vente au numéro :
France 4 F
Algérie 4 din.
Maroc 4 dir.
Tunisie 400 millimes
Belgique-Luxembourg 40 FB
Suisse 3,50 FS
Canada 1,25 $
Imprimerie : Montsouris, 176, rue de Paris 91300 - Massy-Palaiseau
Composition : Typo-Elysées, 91, avenue des Champs-Elysées, 75008 - Paris

Copyright 1973 « Le Nouvel Observateur-Le Sauvage »

Publicité générale : 11, rue d'Aboukir, 75002 - Paris - Tél. : 887 52-00
Abonnements : 11, rue d'Aboukir, 75002 - Paris :
1 an : 43 F
Etranger : 53 F
Etudiant : 35 F

Diffusion : N.M.P.P.

Ce numéro a été tiré à 268.000 exemplaires.

Supplément au No 439
du NOUVEL OBSERVATEUR.
Dépôt légal No 735.



LA NOURRITURE EN QUESTION

Félicitations pour votre numéro sur l'écologie. Actuellement, il y a beaucoup de petits groupes de gens qui s'activent dans cette direction, mais chaque groupe ne défend qu'un aspect : air, eau, tabac, atome, etc., et il n'y a pas d'entente entre tous ces mouvements, de sorte que leur poids comme « opinion publique » est insignifiant.
Il faut un autre numéro spécial sur la nourriture :
— attaquer toute cette nourriture préparée qui, à force d'engrais chimiques, pesticides, désherbants, transformations, purifications, conservations, parfums, colorants, est devenue morte, occasionnant les maladies de civilisation et la faillite de la Sécurité sociale ;
— demander une étude sur l'agriculture biologique, qui est systématiquement attaquée par les services officiels, étant donné que l'Etat a le monopole de l'azote et de la potasse. Il faut une politique forte où l'égoïsme et les intérêts particuliers feront place à une responsabilité personnelle qui combat pour la survie de soi-même et de tous les hommes.

TIM ROEHRICH
Montéléger - Drôme.

LE PROCES DES PARISIENS

Un très grand bravo pour le numéro spécial écologie ! Mais j'en veux encore plus, et c'est pourquoi je me permets une ou deux remarques :
— le numéro m'a donné l'impression d'être fait par des Parisiens, depuis des bureaux parisiens ;
— parlez-nous de l'agriculture biologique. J'ai eu l'impression que vous n'en aviez (presque) jamais entendu parler...

MICHEL DELARME,
Paris.

LE VŒU DES BIOLOGISTES

Nous sommes quelques biologistes français à penser qu'il serait très utile de publier une revue de bonne vulgarisation écologique en langue française, car rien n'existe dans ce genre dans notre pays. La « révolution écologique » a besoin pour se faire que se cristallisent des énergies autour d'un organe d'expression à large diffusion.

YVES GAUTIER,
professeur de biologie générale et d'écologie,
Chambéry.

UN CRI DE RAGE

L'essentiel, bien sûr, c'est de changer la vie. Vous en parlez, certes, mais trop peu et mal. Vous avez fait un numéro spécial sur l'écologie, c'était « dans le coup », mais jamais vous n'avez voulu suivre la cohérence de cette voie, aller jusqu'au bout des idées que vous développiez. La société, le monde dans lequel nous vivons sont de plus en plus invivables parce que leur credo, c'est l'expansion industrielle et démographique, la création de faux besoins, la négation des valeurs vitales. En une époque où des roquets minables et mégalomanes mettent la France, le monde, en coupe réglée, les livrant aux promoteurs, aux pollueurs, aux militaires, votre journal devrait n'être qu'un cri de rage et de dégoût. Ou alors un instrument de recherche dans lequel des véritables chercheurs, des créateurs, proposeraient des techniques humaines et des possibilités d'organisation nouvelles liées à ces nouveaux rapports de l'homme avec la nature. La révolution sera écologique ou ne sera pas !

MICHEL VINCENT,
Paris.

LES LYCEENS MODELES

Je vous suggère de décrire l'action des lycéens du collège de Sion (Valais). Le Valais est un admirable pays où la conscience écologique est encore en sommeil. Le mal est que de grandes décisions se prennent sur le plan de l'aménagement du territoire et de la conservation du milieu, décisions qui sont de véritables crimes.
Conscients du danger, les lycéens de Sion ont entrepris de réunir 20 000 signatures contre la politique aberrante du gouvernement. Cette campagne se poursuit ; les étudiants veulent empêcher notamment la prolifération des gadoues industrielles. Un tel mouvement mériterait d'être décrit car il révèle une prise de conscience spontanée, en dehors de toute incitation politique, dont le gouvernement local doit tenir compte, la rage au cœur, car cela dérange beaucoup d'intérêts immédiats..

JAMES RAMONI,
professeur, Genève.

VOUS AVEZ DES CANONS...

Il ne reste plus que vous, finalement, pour susciter plus rapidement une prise de conscience dans ce pays sur les risques de l'atome pacifique. Il faudrait qu'il y ait au moins un grand débat objectif. Un tel débat paraît utopique ? Même si les chances de succès immédiat sont minces, il faut quand même y aller et combattre. Seulement, entre nous autres et vous, il y a une différence d'outil : vous avez des canons, nous n'avons que des sagaies. Alors, si vous êtes logiques avec vous-mêmes, vous ne pouvez pas, après avoir publié ce numéro spécial, rester passifs en face de l'atome dit pacifique. Et le temps presse : mise en service de la centrale nucléaire de Fessenheim prévue pour 1975 ! Je m'excuse de mon insistance à votre égard, mais nous avons conscience de lutter à coups de poings contre un bulldozer qui avance, qui avance...

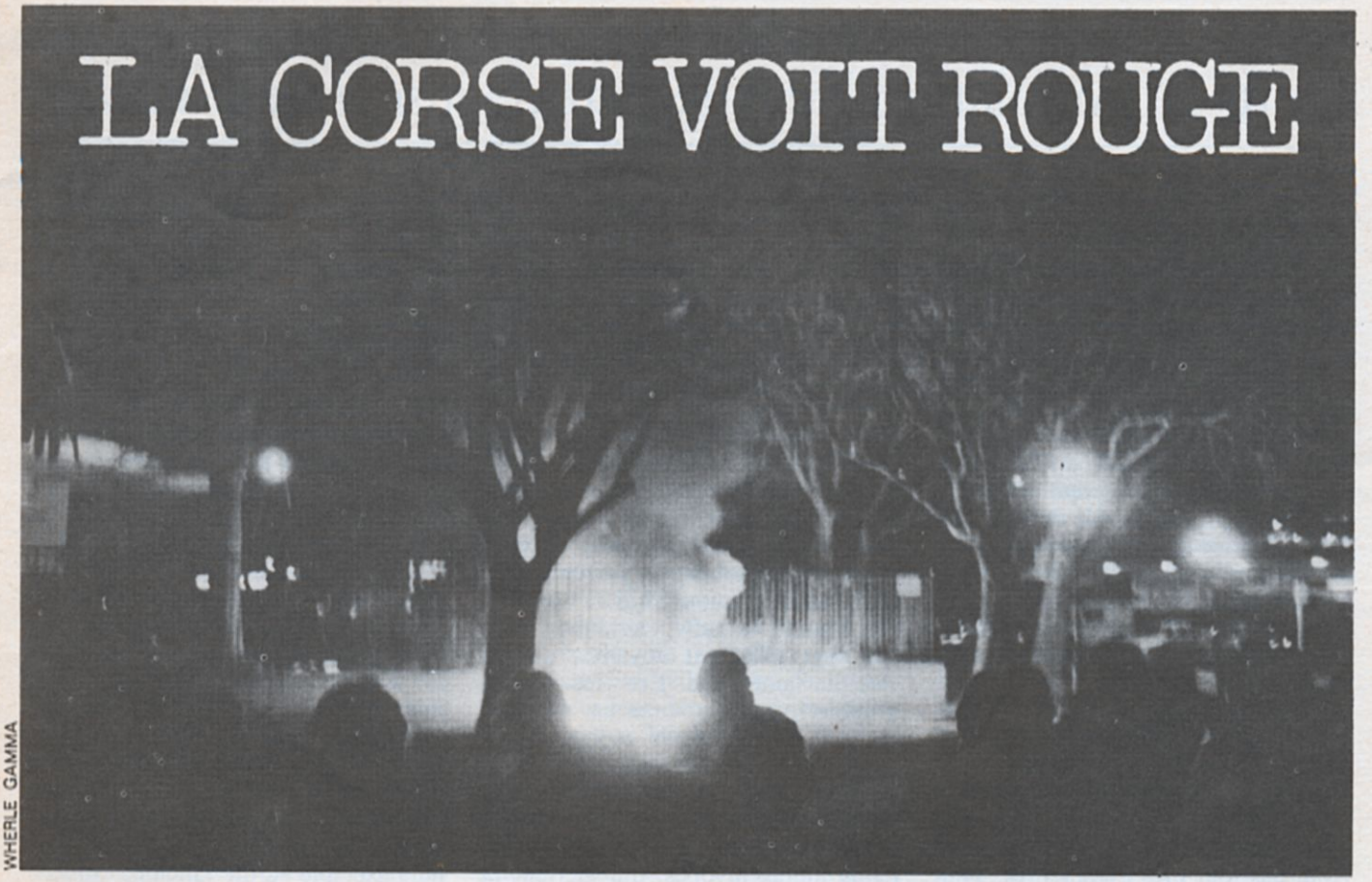
PHILIPPE RAUSCHER,
Haguenau.

DEMAIN, L'AGE D'OR

A la place d'un tigre, mettez donc de l'utopie dans votre moteur : la révolution écologique pourra enfin commencer.
Nous approchons du fond du cul-de-sac et, pour en sortir, il faudra résoudre une contradiction de taille. Comment concilier le freinage de la production avec la justice sociale ? Les nantis, eux, s'accommodent très bien d'une relative réduction de leurs revenus. Mais les autres, les moins de 1 000 F par mois, accepteront-ils d'en rester là sous prétexte de malthusianisme camouflé en écologie ? Certainement pas. Et c'est avec raison qu'ils dénonceront l'injustice contenue dans la solution appelée « croissance zéro ». Il y a dans cette solution une grave erreur : c'est la surnatalité et non la production qu'il faut stopper.
L'utopie, l' « âge d'or », est à la portée des peuples. « Nous irons tous au paradis », chante Polnareff. Il ne se trompe pas. Reste à mieux cultiver le jardin d'Eden. Offrons des mappemondes lumineuses à nos enfants, avec des photos de la Terre prises par les astronautes. Manière de leur faire mieux aimer et respecter la nature. La vraie, et pas celle, fallacieuse, qui veut que l'homme ne puisse pas changer. Il a changé son environnement. Sa mutation ne fait que commencer.

PHILIPPE SACHS,
journaliste,
Montfermeil.

LA CORSE VOIT ROUGE



WHERLE GAMMA

Des boues rouges, un sous-préfet cynique, des pensions abusives, des pêcheurs excédés, des militants inculpés : quand la pollution devient une affaire politique.

« On ne gueule pas pour le plaisir de gueuler ; on gueule pour ne pas crever ! » Il a à peine fini sa phrase qu'un autre prend le relais : « Et vous pouvez écrire que ce n'est pas fini, qu'on ira jusqu'au bout, qu'on fera sauter leurs bateaux et toute leur merde avec ! » Et un troisième d'ajouter : « Ils nous prennent pour quoi ? Pour des colonisés ? Eh bien ! nous allons leur apprendre ce qui peut se passer dans une colonie. La révolte, ça existe, la révolution aussi ! Et ce n'est pas leurs C.R.S. qui nous feront reculer ; parce que les C.R.S., ils sont comme les autres : quand on les fout à l'eau, ils coulent... »

Ils sont hors d'eux, les gentils Corses. Plus du tout « folklo », mandolines et compagnie. Cette fois, ils en veulent, et, comme dirait feu Napoléon, quand un Corse en veut, généralement il en a.

Les Corses sont les clowns du continent. Sa Majesté parisienne a besoin de fous : elle en a 280 000, bien au chaud sur leur petite île, à qui elle laisse faire de menues bêtises telles que la vendetta, les urnes à double fond, la sieste et la contrebande. Il faut bien que les enfants s'amusent, et ne sont-ils pas heureux comme cela, ces grands gamins d'Ajaccio et d'ailleurs, avec leurs montagnes, leurs vieilles coutumes et leur lait de chèvre ?

Réponse : « Non ! »

Voilà bien un réflexe de marmot gâté. Pourtant, vous savez bien que papa et maman sont toujours là. Que vous manque-t-il ? Un peu d'argent de poche ? Qu'à cela ne tienne : en Corse, le paquet de Gitanes ne coûte que 1,50 F (contre 2,20 F sur le continent) ; en Corse, une éruption d'urticaire devient, sur simple demande auprès d'un député bien placé, un cancer généralisé susceptible d'engendrer une jolie pension d'invalide. Alors, de quoi vous plaignez-vous ?

Les C.R.S. font un miracle : toute la population veut se battre jusqu'au bout.

Réponse : « De tout, et notamment des pensions d'invalidité. »
Stupéfaction générale. Le sous-préfet se gratte la tête en signe d'incompréhension et téléphone au préfet qui se gratte la tête en signe de désespoir et téléphone à Paris qui ne se gratte pas la tête, mais téléphone à la garnison de C.R.S. de Metz (information inédite : les cars transportant les « forces d'intervention » dont on a pu apprécier le zèle dans la nuit du 17 février lors de l'occupation de la sous-préfecture de Bastia étaient immatriculés 57, numéro de la Moselle). Mais, là, j'anticipe car, entretemps, il s'est passé un petit quelque chose.
Oh ! une broutille. La société Montedison, de Scarlino (Italie), rejetait (rejette toujours) 3 000 tonnes par jour de déchets chimiques dans la mer Méditerranée, assez près des côtes de la Corse. Pas tout près ? Non, pas tout près : assez près. Tout est là. Du moment que la société Montedison ne déverse pas dans le port d'Ajaccio ou dans celui de Bastia, les pêcheurs corses n'ont qu'à raccommoder leurs filets en sifflotant une canzonetta.
L'ennui, c'est que les pêcheurs corses ne pêchent pas dans les ports d'Ajaccio et de Bastia, mais ont le mauvais goût d'aller chercher le poisson un peu plus loin, justement là (voyez leur machiavélisme) où la Montedison déverse ses 3 000 tonnes quotidiennes.
Trois mille tonnes de quoi ? De sulfates ferreux verdâtres, effluents de la peinture blanche fabriquée par la Montedison, qui, jetés à l'eau, prennent une couleur orangée, et dont personne, absolument personne, ne sait mesurer aujourd'hui la toxicité. On connaît la suite : les boues rouges sont tellement voyantes que le satellite américain Erts les photographie, grosses comme un archipel, de 900 km d'altitude et que même le plus myope des pêcheurs corses parvient à les distinguer des eaux environnantes. Le plus myope des pêcheurs corses alerte alors des copains moins myopes, qui alertent la prud'homie qui alerte le comité antipollution qui manifeste une première fois le 10 juin 1972, une deuxième fois le 20 janvier 1973, une troisième fois le 17 février 1973, jour, ou plutôt nuit, où une centaine de militants ont été faits comme des rats dans la sous-préfecture de Bastia grouillante de flics en tenue de combat et où, au prix de quelques carreaux cassés, de deux inculpations et d'une peur bleue, les autorités ont réalisé ce miracle : que la population de tout un département, sans distinction d'appartenance politique, soit désormais prête à se battre jusqu'au bout pour une cause écologique.
La démonstration ne s'est d'ailleurs pas fait attendre : le 19 février, une grève générale paralysait la Corse pour que la « justice » rende ses deux prisonniers de la nuit du 17, le Dr Edmond Simeoni et l'adjoint au maire de Bastia, Vincent Duriani. Ce jour-là, Bastia, Calvi, Ajaccio, Corte étaient autant de villes mortes où, seuls, les C.R.S. faisaient les cent pas devant les devantures fermées. « Nous savons que nous avons donné l'exemple », dit l'inculpé Simeoni. « Si nous réussissons à faire capituler les gouvernements, tant italien que français, nous aurons rendu un service inestimable à tous les autres pollués. En attendant, le combat continue. »

Les chalutiers des pêcheurs dans la zone d'immersion : des traces visibles à 800 km d'altitude.



WHERLE GAMMA

Les Corses possèdent leur dossier à fond. Pas les experts.

Le combat continue... J'ai entendu cette phrase vingt fois, cinquante fois, tant dans le bureau de Simeoni que dans le bistrot de pêcheurs où le premier prud'homme, Jacques Fusella, tente de calmer ses collègues, qu'au lycée de Bastia dont le surveillant d'externat Jean-Charles Antolini enseigne bénévolement la langue corse, et que dans le salon de Denise Viale, professeur de sciences naturelles, secrétaire général du Comité anti-boues rouges de Bastia et spécialiste des cétacés.

Devinette : qu'est-ce qui peut réunir un médecin en vue, des marins-pêcheurs et des membres de l'enseignement ? Réponse : la prise de conscience écologique, plus la morgue d'un sous-préfet (l'ineffable M. Miguet, en poste à Bastia et auteur de la phrase historique : « Les manifestations, ça me connaît : avant de venir en Corse, j'étais en Guyane ! »), plus quelques grenades lacrymogènes, plus la valse-hésitation des experts. Toutes ces conditions étant remplies, les Corses n'ont pas fini de faire parler d'eux et, si j'ose m'exprimer ainsi, les boues rouges de Scarlino n'ont pas fini de faire tache d'huile.

« Et à qui la faute, demande Simeoni, si ce n'est à une administration méprisante qui, sur le plan local, accueille les délégations à coups de matraques et, sur le plan national, fait juger les inculpés de la nuit du 17 à Nice et non en Corse ? »

« A qui la faute, demande Denise Viale, si ce n'est à des experts qui affirment un jour que les boues sont dangereuses pour déclarer, le lendemain, qu'il ne faut rien exagérer ? »

« A qui la faute, demande le pêcheur Jean Franceschi, si ce n'est à un gouvernement qui se fout pas mal que nous nous empoisonnions avec du poisson pourri, du moment qu'il peut continuer à traiter avec les gros trusts ? »

Cris désordonnés ? Anarchie typiquement corse, comme dirait le sous-préfet Miguet-qui-a-connu-ça-en-Guyane ? Cette fois-ci, il sera difficile de réduire l'affaire des boues à une opérette de Vincent Scotto, car — et ce sera là une surprise pour tous les Miguet du monde — les Corses possèdent leur dossier à fond.

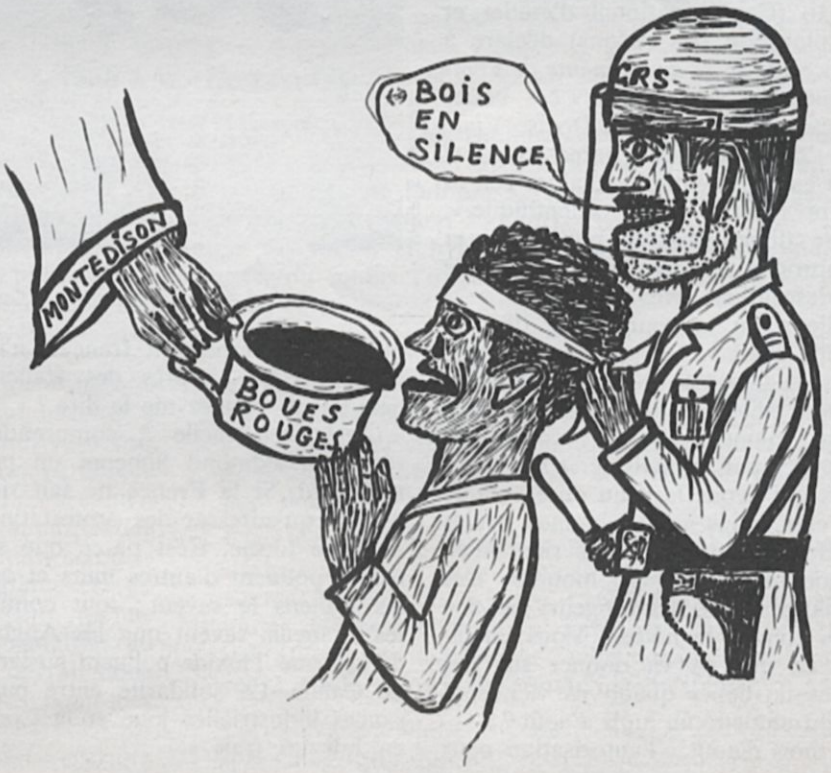
Les notables de la sous-préfecture, du gouvernement, du Cerbom (Centre d'études et de recherches de biologie et d'océanographie médicales) et d'ailleurs croient trouver en face d'eux des insulaires un peu excités, mais dont les pôles d'intérêt demeurent le gangstérisme, le pâté de merle et Tino Rossi. Ils vont tomber de haut en découvrant un marin au courant des dernières recherches concernant les métaux lourds, un petit fonctionnaire qui a réuni toutes les informations sur les effluents des matières plastiques de Minamata (cent pêcheurs japonais morts par intoxication), un chauffeur de taxi qui a un sens redoutable de la dialectique et leur démontrera en moins de deux que les boues de Scarlino sentent « le mégot de cigare capitaliste ». En un mot, ces « nouveaux Corses » sont des gens à qui on ne la fait plus.

Alors, quand le Dr Maurice Aubert, directeur du Cerbom, émet des vœux pieux en préconisant « une future réglementation internationale », quand un certain commandant Claude Riffault, du Cnexo, dit, avec aplomb : « Il faut démythifier cette affaire qui a pris, à mon sens, des proportions qui paraissent loin de correspondre aux dégâts », quand les experts italiens contestent les chiffres des experts français ou vice-versa, quand tout ce beau monde se dispense compliments et timides reproches sur un ton d'exquise mondanité, les « nouveaux Corses » ont le sentiment qu'on est, au sens littéral du terme, en train de se payer leur tête.

Prenons le cas de Denise Viale, dont les titres devraient séduire même le sous-préfet Miguet : agrégée de l'université, elle est conseiller-biologiste départemental. Or, quand on commence une phrase par « les experts disent... », Denise Viale, si titrée et bien élevée soit-elle, réprime mal un rire sarcastique : « Les experts ? Mais d'abord, quel experts ? Ils sont trente-six à faire des diagnostics différents et, quand on les prend isolément, ils ne redisent jamais la même chose qu'en public. »

Et cela, elle le sait par expérience : elle a emmené deux membres du Cerbom à bord d'un chalutier pour faire des prélèvements dans la zone de déversement. Ils ont dit (témoi-

Un dessin d'un berger-militant : des gens à qui on ne la fait plus.



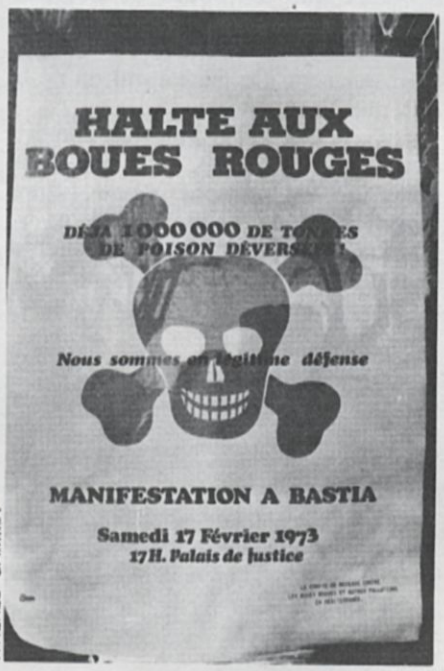
« Vous imaginez ce que ça va donner sur des fesses de bébés ? »

gnage confirmé par celui de Jean Franceschi et de Gilbert Blouin, les deux pêcheurs qui les accompagnaient) : « Encore deux ans comme ça, et c'est foutu ! » On attend toujour que le Dr Maurice Aubert fasse publiquement état de cette phrase. Mais peu importe. Denise Viale n'a pas besoin du Cerbom pour savoir que, « depuis le 6 juillet 1972, trois gros cétacés se sont échoués le long du cap Corse, un quatrième à Nice et un cinquième à Viareggio, ce qui fait cinq gros cétacés trouvés morts en quatre mois dans un rayon de 100 km autour de la zone d'immersion des boues rouges ». Or, en dix ans de recherches Denise Viale n'avait noté jusqu'alors que deux échouages de cétacés (un rorqual et un cachalot) pour l'ensemble des côtes corses.

Et elle n'a pas plus besoin du Cerbom pour examiner la peau du balénoptère échoué à Bastia : « Il s'agissait d'un animal jeune, dit-elle, encore vivant la veille, mais dont l'épiderme ne présentait pas sa « ténacité » habituelle : on pouvait le soulever du doigt comme s'il était cuit ! » Alors, quand le Dr Aubert annonce que le taux d'acidité n'est pas immédiatement dangereux, quand le directeur de la mission du Cnexo (Centre national d'études et d'exploration des océans) déclare à « Nice-Matin », *avant même de s'embarquer,* qu'à son avis « ces boues ne sont pas toxiques », Denise Viale sort du système « parce que, si c'est ça les scientifiques, alors j'en ai marre d'être une scientifique », alerte directement la population et compromet sa carrière universitaire en descendant dans la rue.

« Elle a eu le courage de dire ce qu'elle avait vu, disent les pêcheurs, nous en faisons autant. » Franceschi et son matelot Blouin me montrent leurs mains, comme recouvertes d'écailles par mimétisme. « Eh bien ! nous qui avons la peau dure comme du cuir, nous nous sommes brûlés pendant les prélèvements rien qu'en remontant les cordages mouillés. Des démangeaisons, des rougeurs sur une peau comme la nôtre... Vous imaginez ce que ça va donner sur des fesses de bébés quand ils viendront faire trempette au mois d'août ? »

Au mois d'août... l'autorisation pour la Montedison de déverser ses boues a justement été reconduite jusqu'au 3 août. Pour calmer les esprits, la direction de l'usine de Scarlino a fait savoir qu'elle déverserait désormais en profondeur. « En profondeur ! rugit Franceschi. Mais à quoi ça rime ? Ils vont tuer le plancton un peu plus vite et, de toute façon, nous pêchons en eau profonde ; alors, leurs saletés, on en ramassera plein nos filets. Non, il faut qu'ils s'arrêtent, et tout de suite. Le 17, nous avons bloqué l'entrée des ports avec nos chalutiers, mais nous irons plus loin, jusqu'à la bagarre si c'est ça qu'il veulent. Et d'abord, pourquoi le gouvernement français n'intervient-il pas auprès des Italiens, hein ! vous pouvez me le dire ? »



WHERLE GAMMA

« C'est bien facile à comprendre, répondra Edmond Simeoni un peu plus tard. Si la France ne fait rien d'autre qu'adresser des protestations de pure forme, c'est parce que ses usines polluent d'autres mers et que les Italiens le savent ; tout comme les Français savent que les Anglais de la firme Tioxide polluent au large de Calais. La solidarité entre puissances industrielles joue et la Corse en fait les frais. »

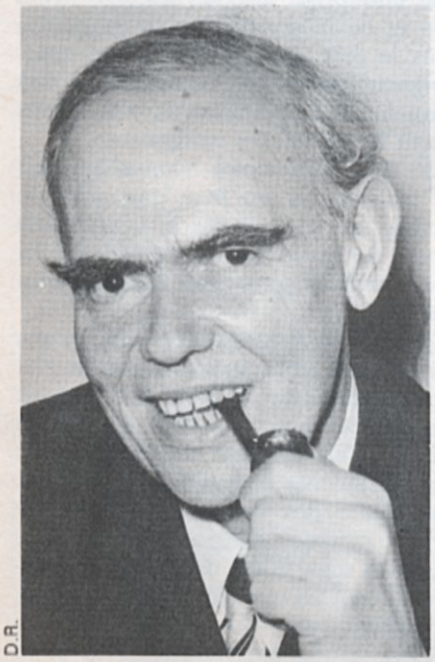
Membre du comité antipollution, Simeoni est également responsable de l'A.R.C. (Action régionaliste corse) à Bastia. « Je suis certain, ajoute-t-il, d'avoir été inculpé à ce dernier titre car l'administration nous hait. » Pour l'A.R.C., en effet, les boues rouges ne sont que la partie visible de l'iceberg et toute la dialectique déployée par Edmond Simeoni, son frère Max (également médecin) et le trésorier du mouvement, Jean Mannarini, consistera à me prouver que « de l'empoisonnement du plancton à l'empoisonnement de tout un peuple, il n'y a qu'un pas et qu'il est déjà franchi » : « La Corse est une colonie pour laquelle nous ne demandons pas l'indépendance, mais au moins l'autonomie. Paris nous maintient cyniquement dans un état d'aliénation en achetant littéralement notre silence à coups de pensions abusives et de promesses électorales. Résultat : le peuple corse est une ethnie en voie de disparition. La France veut vider notre île de ses occupants en refusant de créer des emplois, en empêchant l'installation de collèges techniques et de centres de formation, en niant nos aspirations à une vie dynamique. Premier temps : le gouvernement empêche les Corses de travailler ; deuxième temps : il les traite de feignants. Et s'ils se révoltent dans une affaire aussi scandaleuse que celle des boues de Scarlino, il leur tape dessus. Alors, pour nous, le combat écologique que nous menons aujourd'hui n'est qu'un chapitre de la lutte d'ensemble de la population corse contre toutes les érosions, économiques, politiques et sociales, pour sa survie biologique. »

Les dirigeants de l'A.R.C. sont-ils, comme le pense sans doute le sous-préfet Miguet, des intellectuels irréalistes ? Peut-être, mais c'est un pêcheur, Jean Franceschi, qui m'avait dit un peu plus tôt : « La Corse est le département le plus pensionné de France. Qu'ils gardent leurs pensions pour eux et qu'ils nous donnent les moyens de vivre dignement en nous laissant gérer notre économie au lieu d'être la poubelle de la leur. Qu'est-ce qu'on en a à faire de leur troisième puissance industrielle du monde si nous devons en crever ? »

Pierre AJAME

L'UTOPIE OU LA MORT

par Georg Picht



D.R.

Philosophe ouest-allemand, Herr Professor Doktor Georg Picht est ce qu'il est convenu d'appeler un notable : titulaire de la chaire de philosophie à l'université de Heidelberg et directeur de l'institut interdisciplinaire F.E.S.T., il a été membre d'une demi-douzaine de commissions officielles allant de la planification de l'éducation à l'organisation de la recherche scientifique, en passant pas les questions d'environnement et le « Comité pour la recherche de la paix » convoqué par le président de la République fédérale. En contact personnel avec des politiciens responsables, il a pris une part active à l'élection de Willy Brandt.

Or, à cinquante-neuf ans, cet universitaire couvert d'honneurs et de diplômes se déclare « contestataire » et renonce à toute charge officielle en dehors de ses activités d'enseignant et de directeur d'institut. Brutalement.

Alors que ses goûts personnels le portent vers les penseurs grecs et la philosophie de la religion, il prend soudain conscience que « nous roulons sans feux de route à une vitesse infernale » et remet en cause, de fond en comble, toute notre civilisation.

Il a traduit ses angoisses dans des interventions « écologiques » fréquentes et passionnées à la radio et à la télévision ; il en a tiré un livre, publié en allemand sous le titre « le Courage de l'utopie » et, en français, sous celui de « Réflexions au bord du gouffre » (Robert Laffont).

Qu'on adhère ou non à ses thèses et hypothèses, Georg Picht est, sinon le seul philosophe écologiste, du moins l'un des rares qui donnent à l'écologie sa dimension métaphysique et éthique.

On ne peut pas séparer l'homme du milieu naturel dans lequel il vit. Or, si nous assistons aujourd'hui à une destruction sans précédent de la nature, c'est que l'homme s'est imaginé qu'il pouvait se placer en dehors et au-dessus d'elle. Il n'a pas voulu comprendre qu'il fait autant partie de la nature que les animaux et les plantes qu'il exploite. A l'heure qu'il est, nous sommes bien forcés d'admettre qu'une société humaine est un système inscrit dans la nature au même titre qu'une fourmilière ou qu'une ruche. En tant qu'analyse du système biologique de l'homme, l'écologie devrait donc aboutir à une réinterprétation des structures politiques et sociales.

Depuis toujours, l'homme est contraint de se construire un milieu artificiel ; mais s'il ne comprend pas les lois de la nature dans laquelle s'inscrit ce système artificiel, il risque d'agir comme un parasite qui exploite sa niche écologique jusqu'à ce qu'elle soit détruite et qu'il se soit détruit lui-même.

C'est exactement ce qui se passe aujourd'hui : par le déchaînement de nos besoins, nous épuisons les ressources limitées de ce globe. L'effondrement du système entier de notre civilisation, parce que nous ne savons pas utiliser nos moyens de façon responsable et mesurée, est une menace désormais incontestable.

Or la grande découverte de l'écologie est précisément que ce système doit être mis en question.

Si nous n'agissons pas dès aujourd'hui, l'Europe passera par une crise épouvantable

Nous sommes les héritiers d'une tradition de pensée qui ne permet pas de comprendre la relation entre nature et société : le cartésianisme a séparé la pensée de la nature. Il ne peut donc ni comprendre ni expliquer comment les idées de l'homme agissent sur la nature en tant que cause efficiente. Cette interaction entre la pensée, le processus socio-économique et la nature ne peut pas être quantifiée, pour la bonne raison que nous ignorons encore les paramètres d'un tel système. C'est dommage, mais c'est ainsi : une grande partie des folies de notre civilisation technologique s'explique par notre incapacité à appréhender scientifiquement le système dans lequel nous vivons.

Dans le cadre de l'Etat-nation, toute solution responsable aux problèmes écologiques est impossible. La raison en est simple : la situation écologique et économique de chaque pays dépend en grande partie de facteurs qui sont placés en dehors de l'orbite de son gouvernement.

Si nous manquons du courage nécessaire pour transformer les structures politiques d'après les principes écologiques, le choc sera rude, car il n'existera alors aucune autorité pour atténuer un processus inévitable. Il semble que nous disposions de dix à vingt ans pour faire une brèche dans notre système actuel et y introduire la raison. C'est peu, mais qui veut agir sans violence doit agir vite. Si nous retardons les choses, si nous ne nous y prenons pas **dès maintenant,** toutes les régions hautement industrialisées (et notamment l'Europe) vont passer par une crise économique, sociale et politique épouvantable.

Prenons un exemple : la métamorphose de la technologie lourde (ou dure) en technologie légère (ou douce) moins transformatrice de matières premières.

Je suis persuadé que, d'un point de vue purement technique, ce passage est possible. A ce sujet, en effet, les difficultés ne se posent pas sur le plan technique, mais sur le plan économique. Apparemment du moins.

Que disent nos adversaires ? Que la technologie douce et le recyclage qu'elle entraîne seront toujours beaucoup plus coûteux que la poursuite de la technologie actuelle. Ils ne se rendent pas compte, ou feignent de ne pas se rendre compte, que le développement de l'évolution industrielle du type actuel n'est pas payé moins cher ; ils oublient, ou feignent d'oublier, que, dans le système de la libre entreprise, le coût des infrastructures, de la pollution et de la destruction de la nature n'est pas intégré dans le prix des denrées, ils ne comprennent pas, ou feignent de ne pas comprendre, que nous payons notre croissance économique par des dégâts sociaux qui augmentent à une vitesse vertigineuse.

La forme présente de notre croissance économique est en train de devenir un luxe, et un luxe que nous ne pouvons plus nous offrir, car le coût des infrastructures dépasse dès maintenant les gains de la production. Or une économie qui ne peut plus payer son propre entretien fait banqueroute.

Notre civilisation n'a développé jusqu'à présent qu'une alternative bien primaire : la libre entreprise ou la planification totale. Pour surmonter la crise économique actuelle, qui évolue aussi bien (c'est-à-dire aussi mal) en système capitaliste qu'en système socialiste, nous devons inventer des instruments beaucoup plus subtils. Il existe sans aucun doute des secteurs où une planification stricte, voire brutale, est indispensable. Je pense, entre autres, à la répartition des matières premières non reproductibles, au contrôle des sources d'énergie (de l'eau notamment), à la distribution des richesses entre les pays hautement industrialisés et le tiers monde, à l'organisation d'un système de sécurité sociale qui proposerait une solution au problème de la régulation des naissances.

Mais, d'autre part, il faut bien comprendre que seuls des systèmes très élastiques peuvent s'adapter aux changements rapides et continuels qui seront la conséquence inévitable d'une réorientation de notre économie. Or un système autoritaire est par définition hiérarchisé et bureaucratique ; il sera secoué, peut-être renversé, par les changements qui vont s'opérer à la base.

Du reste, les phénomènes de la crise écologique sont tellement complexes et tellement différenciés d'une région à l'autre qu'ils ne peuvent pas être maîtrisés par une autorité centrale et totalitaire qui pratiquerait une planification simpliste et schématique.

La monopolisation du pouvoir économique et politi-

UTOPIE 1 : LA CITE DE PLATON

Platon (429-347 av. J.-C.) est le créateur du genre utopique. Il fournit un modèle de cité idéale si spectaculaire que toutes les utopies à venir en seront marquées. Sans distinguer ici ce qui appartient à **la République** ou à la Cité des lois (décrite trente ans plus tard), on peut esquisser les formes de la ville platonicienne.

Cette cité est modeste, bornée dans ses désirs, ordonnée et immobile. Elle compte 5 040 citoyens (20 000 habitants). Depuis le cœur de la ville, occupé par des temples, rayonnent douze avenues qui découpent l'agglomération en douze tranches. La société est divisée en trois classes : les producteurs, les gardiens et les philosophes. Le système politique est sans faiblesse. Les nouveau-nés un peu ratés sont assassinés. Les poètes sont expédiés en exil. Les ébats amoureux sont contrôlés par des matrones. Tout le monde prend ses repas au réfectoire. La même éducation est distribuée aux garçons et aux filles. Les enfants sont retirés à leurs familles, pour n'être plus que des citoyens.

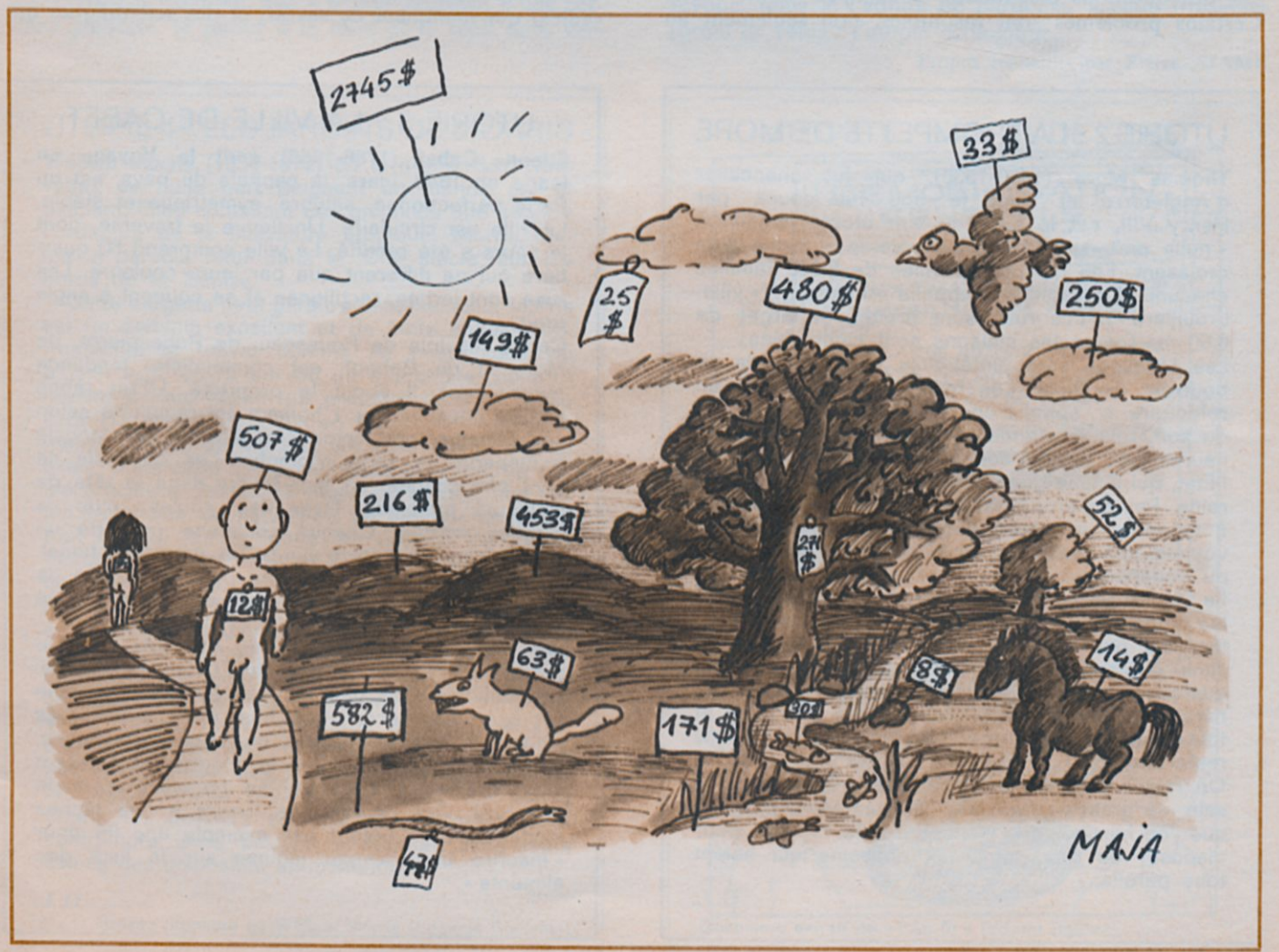
Ces dispositions sont austères, parfois féroces. Platon a horreur de tous les microbes. Il rêve d'un monde transparent, salubre et pur. Son but est d'arracher la cité aux salissures du temps, d'aveugler hasard, progrès et invention, de faire de l'homme le rouage d'un manège et, de la cité une horloge assurée de reproduire, au fil des temps, les mêmes monotones figures.

Gilles LAPOUGE

Le génocide des autres est toujours le suicide de soi-même

que nous a poussés dans l'impasse actuelle. Il est stupide de s'imaginer qu'on pourrait surmonter la crise en aggravant ses causes.
Quant à la solution préconisée par les partisans de l'autarcie, c'est un contresens.
Qu'on le veuille ou non, la civilisation technologique est une civilisation globale. Pour développer des systèmes autarciques, qui, soit dit entre parenthèses, n'ont jamais fonctionné dans l'histoire, mais ont toujours mené à des conflits, il faut préalablement démolir la civilisation actuelle de fond en comble. Or ceux qui préconisent cette idée de destruction ne se rendent pas compte que l'évolution humaine est un processus irréversible. Le développement de la science et de la technologie a accouché d'un phénomène connu : l'explosion démographique. Donc, la destruction des systèmes techniques qui, seuls, pourraient sauver l'existence de milliards d'hommes, impliquerait un génocide sans précédent. Et le génocide des autres est toujours, à plus ou moins longue échéance, le suicide de soi-même.
Reste la solution utopique que j'ai développée dans mon livre : celle d'un nouveau système d'autorités supranationales.

A vrai dire, il faut distinguer trois plans : le plan supranational, le plan international et le plan transnational. Des autorités supranationales se verraient confier un très petit nombre de décisions de base qui seraient obligatoires pour toutes les nations. Sur le plan international, les nations seraient des partenaires égaux en droit, avec une souveraineté limitée tant vis-à-vis de l'autorité supranationale que des centres de décision locaux. Enfin, le plan transnational ne serait pas un plan de décisions ni de pouvoir, mais de délibérations, de consultations et de formation de consciences.
C'est sur ce dernier plan que se placeraient les organisations scientifiques et l'ensemble de l'information publique ; je souhaiterais qu'on y trouve également le contrôle des pouvoirs exécutifs.
Puisque la crise écologique est la conséquence des abus d'un pouvoir économique incontrôlé, le problème du contrôle du pouvoir (aussi bien politique qu'économique) est actuellement le grand problème. Si le contrôle du pouvoir économique est délégué au seul pouvoir politique, vous aboutissez inévitablement à un système autoritaire. Au contraire, si vous déléguez au moins une partie du contrôle des pouvoirs politique et écono-



Dans un système écologique, la bureaucratie se développe comme un cancer

mique à des organisations placées sur le plan transnational, vous réalisez une forme inédite de partage du pouvoir qui pourrait donner une nouvelle chance à la liberté des sociétés humaines.

Passons au plan international. C'est une illusion romantique que de vouloir abolir l'Etat. Le monde explosif dans lequel nous vivons ne peut être gouverné sans une autorité bien établie. Mais l'Etat contemporain est incapable de fonctionner en circuit fermé ; à ce système clos, il faut donc substituer un système ouvert et élastique.

L'Etat clos a dégénéré, car il a fait naître une bureaucratie illimitée et parasitaire qui se développe dans un système écologique comme un cancer. Pour rendre à l'Etat réorganisé la liberté de décision et la force, donc la possibilité d'agir raisonnablement, il faut restreindre les bureaucraties nationales et, du même coup, restituer à la société une partie de la liberté dont l'Etat clos l'a privée. La gestion et l'administration du monde d'après les règles de l'écologie ne peuvent se situer que sur ce plan international, bien entendu réorganisé.

Nous en arrivons aux autorités supranationales. J'ai déjà dit qu'une telle autorité n'aurait à s'exercer que sur des questions essentielles, mais peu nombreuses. Certains problèmes sont insolubles, non seulement au niveau de l'Etat-nation, mais même à celui d'une organisation internationale du type O.N.U. Je pense, par exemple, à la distribution des matières premières non reproductibles, au désarmement global et à la répartition des richesses entre pays hautement industrialisés et pays en voie de développement — répartition qui est la seule réponse possible au génocide par la famine.

Aujourd'hui, il y a une tendance évidente des trois grandes puissances (Etats-Unis, Union soviétique et Chine) à établir, par la voie d'une diplomatie secrète et incontrôlée, un partage du pouvoir global. C'est une image qui présente une certaine analogie avec l'idée d'autorité supranationale, mais c'est une image caricaturale. En effet, cette dictature à trois contiendrait tous les éléments d'un conflit susceptible d'éclater en guerre nucléaire.

Mais il y a toujours la chance de découvrir une solution plus juste, comme celle où tous les grands ensembles de l'humanité seraient représentés ; dès à présent, à mon avis, une Europe unifiée serait capable d'incliner la balance du pouvoir dans une direction moins dangereuse.

Malheureusement, nous ne disposons aujourd'hui que de deux groupes : des hommes politiques (et des bureaucrates) qui manquent de savoir, et des scientifiques qui

UTOPIE 2 : LA TROMPETTE DE MORE

Thomas More (1480-1535), qui fut chancelier d'Angleterre et dont le cou fut coupé par Henry VIII, est le père du mot **utopie** (signifiant « nulle part »). La terre d'Utopie a la forme d'un croissant. Elle compte 54 villes de 6 000 familles chacune. La capitale s'appelle Amaurote (« ville-brouillard »). Les rues sont droites et larges de 6,50 m. Toutes les maisons sont semblables.

Les Utopiens sont diététiques en diable. Ils se bourrent de fruits. Les repas sont pris dans un réfectoire, à l'appel d'une trompette. A huit heures du soir, tout le monde au lit. Chacun travaille six heures par jour. L'économie est aux mains de l'Etat, qui n'aime guère l'industrie. L'agriculture est reine. Pas de propriété, pas de monnaie. L'or sert à façonner les vases de nuit. Les déviants, les voyous, les crasseux sont esclaves, manœuvres ou bouchers.

La famille est soumise à l'Etat. Avant de se marier, les jeunes gens doivent se contempler nus. L'adultère est puni de mort. Thomas More, qui craint sans doute que cette ville salubre n'engendre quelque monotonie, prévoit un déménagement général tous les dix ans. Mais, toutes les villes et toutes les maisons étant identiques, ce branle-bas reste anodin.

On relève pourtant dans cet Etat frugal, glacé et sain, un grain de fantaisie. Thomas More propose que l'on fabrique des incubateurs de volailles pour disposer de très nombreux poussins qui soient tous pareils.

G. L.

UTOPIE 3 : LA VILLE DE CABET

Etienne Cabet (1788-1856) écrit **le Voyage en Icarie** en 1840. Icara, la capitale du pays, est un Paris perfectionné, salubre, symétrique et stable. La ville est circulaire. Un fleuve la traverse, dont le cours a été rectifié. La ville comprend 60 quartiers qui ne diffèrent que par leurs couleurs. Les rues sont larges, rectilignes et se coupent à angle droit.

Cabet, disciple de Rousseau, de Robespierre, de More et de Babeuf, est communiste, tendance Jésus-Christ. Il abolit la propriété. L'Etat règne sur les consciences. L'homme est rémunéré selon ses besoins, non selon ses talents. La monnaie a disparu. La vertu triomphe. Les criminels ne sont pas châtiés, on leur fourre dans la tête de meilleurs principes. Dans les écoles, plus de langues mortes. Chaque commune possède un seul journal, auquel s'ajoute un journal national. Les enfants sont pris à leurs parents à l'âge de cinq ans et reçoivent ensuite une éducation civique et morale.

Les maisons sont pleines de placards dont le rangement fait les délices de l'Utopien de base. Les meubles n'ont pas d'angles. La mode féminine est fixée par décret, une fois pour toutes. Les vêtements sont taillés dans des étoffes élastiques, de telle manière que gros et maigres en puissent user également. L'Assemblée nationale s'ennuie à mourir. Les députés se livrent à des tâches modestes : ils votent par exemple une loi pour « inscrire un nouveau légume sur la liste des aliments ».

G. L.

Une seule solution : l'Occident doit devenir le réservoir du tiers monde

manquent de responsabilités. Pour résoudre nos problèmes, il nous faut élaborer deux types nouveaux : le savant responsable et le responsable éclairé.
Actuellement, la science est tellement particularisée, tellement divisée en spécialités, qu'elle n'a pas la vue d'ensemble nécessaire pour donner des conseils aux politiciens. Il est indispensable de développer une science du deuxième degré, c'est-à-dire une science interdisciplinaire et intégrée.
Les problèmes écologiques sont des problèmes planétaires. Il faut donc les aborder au niveau transnational. On comprendra alors, notamment, que si nous voulons garantir la survie de l'humanité sur cette planète (je dis bien : de l'humanité tout entière), l'Occident doit devenir le réservoir du tiers monde. Il doit lui fournir **sans idée de retour** la puissance industrielle et le savoir, et aussi ses réserves bien appauvries de courage et d'inspiration. Il doit aider l'humanité affamée du tiers monde à trouver des chemins de vie qui, sans aucun doute, seront bien différents des impasses où nous nous sommes enfoncés.
La tâche est immense et la prise de conscience est nouvelle. D'où certaines erreurs.
J'ai écrit, par exemple, que « le côté régressif d'une certaine jeunesse, le retour à la terre et le repli dans certaines communautés néo-primitives ne sont pas des solutions réalistes à nos plus graves problèmes. » Je maintiens cette position.
L'écologie est l'analyse de notre système biologique dans son ensemble ; elle est réaliste par définition. Une écologie qui n'a pas les pieds sur terre et s'abandonne aux fantasmes idéologiques n'est plus écologique. Le savoir est donc le seul antidote contre l'hystérie pseudo-écologique de type « hippy » qui est en train de se répandre.
Si mon raisonnement est juste, si même le plus petit de ses éléments n'est pas insensé, j'en déduis qu'il est fou et criminel de vouloir continuer à jouer le jeu actuel. La jeunesse a donc raison de refuser d'y participer. Mais il y a plusieurs formes de refus. On peut se mettre dans un coin et pleurer ; on peut crier et faire exploser son désespoir en actions violentes et irréfléchies. Malheureusement ces formes de refus ne mènent à rien. Pis : elles stabilisent le jeu qu'elles prétendent contester.
Il y a aussi le refus écologique et rationnel qui consiste à analyser le mal et à élaborer un programme inédit. Je me sens profondément solidaire de la jeunesse en révolte, mais je l'adjure de participer à cette troisième forme de refus : l'utopie écologique.

Propos recueillis par Pierre AJAME

UTOPIE 4 : LES JARDINS DE MORRIS

William Morris (1834-1872) ou la grâce. Ses **Nouvelles de nulle part** peignent un monde gai et pimpant. Elles consolent des grisailles que sécrète l'ordinaire de la littérature utopique. Morris établit le paradis futur dans le XXIIe siècle, sur les bords de la Tamise.

Cette bergerie peut paraitre fadasse, mais Morris est un écrivain excellent et de belle imagination. Beaucoup le voient comme un nostalgique du Moyen Age, un rêveur ou un anarchiste, contrairement à Paul Meier qui prétend, dans un beau livre (1), que Morris fut en réalité un socialiste résolu, adepte de Marx et d'Engels. Rien de plus exact, mais cette veine socialiste est illustrée par les articles et les conférences de Morris, non par les **Nouvelles de nulle part** où l'auteur supprime tout ce qui alarme dans les utopies de bonne facture : il a horreur de l'Etat, des contraintes, de l'immobilité des temps et de l'ennui. Il aime le changement, le bonheur et l'amour, et il est très en avance en matière d'écologie : les méfaits de l'industrie le mettent en rage. « La science convenablement appliquée, dit-il, permettrait de se débarrasser des déchets, de réduire au minimum, sinon d'abolir totalement, tous les inconvénients qui accompagnent aujourd'hui l'usage des machines compliquées, tels que la fumée, la puanteur, le bruit. » Morris prévoit que, dans les temps futurs, les ouvriers se mettront en grève pour contraindre leurs patrons à adapter dans leurs usines des dispositifs antipollution.

G. L.

(1) **la Pensée utopique de William Morris** (Editions Sociales).

UTOPIE 5 : L'AN 01 DE GEBE



Document extrait de « l'An 01 » (Ed. du Square).

ECOACTUALITES...

HUILES PERSONNALISEES

Les consommateurs viennent de marquer un point : un décret paru au *Journal officiel* du 15 février rend enfin obligatoire l'étiquetage détaillé des bouteilles d'huile. Les dénominations seront désormais :

— « Huile pure » : obtenue à partir d'un seul fruit ou graine, par un procédé mécanique.
— « Huile de... soja, arachide, etc. », obtenue à partir d'un seul fruit ou graine, mais par raffinage.
— « Huile végétale pour friture et assaisonnement. »
— « Huile végétale pour assaisonnement ». Supportant mal, le chaud, cette dernière doit être réservée aux sauces froides.

Un pas en avant : sur les étiquettes devront désormais figurer tous les composants naturels et chimiques, ainsi que les traitements subis.

Un pas en arrière : pour laisser le temps aux entreprises de modifier leurs étiquettes, le décret n'entrera en vigueur qu'à la fin de l'année.

LES HOMARDS DONNENT L'EXEMPLE

Les pêcheurs de l'île d'Houat, dans le Morbihan, prennent en main l'aménagement de leurs fonds marins pour sauver la pêche artisanale. Ils ont décidé de repeupler en espèces variées la zone baptisée « ceinture bleue bretonne » qui s'étend entre l'île d'Yeu et le Mont-Saint-Michel. Organisés en association, les 80 pêcheurs de l'île ont déjà un coup de maitre à leur actif : la création à Houat d'une écloserie de bébés homards. Les œufs fournis par les femelles ont déjà donné naissance à des dizaines de milliers de bébés, dont 30 000 ont été immergés l'été dernier. Chiffre prévu pour 1973 : 100 000 bébés. Et ce n'est qu'un début, puisque le repeuplement de la zone Houat-Belle-Isle-Quiberon nécessite quatre à cinq millions de bébés homards, leur taux de survie en milieu naturel étant d'environ de 2 pour 1 000.

LE TEST DES TRUITES

Les truites s'accommodent mal de l'eau polluée. Restait à inventer le « truitomètre » pour détecter le degré de pollution des rivières C'est chose faite et la ville de Nantes a chargé une délégation scientifique de se documenter sur le coût de l'installation suivante : équipées d'électrodes, les truites passent devant des cellules photo-électriques et font connaitre leurs réactions à l'homme. Informées du moindre changement dans la composition de l'eau, les brigades « antipollution » peuvent intervenir immédiatement. Les Nantais veulent inaugurer ce système dans la Loire, où ils puisent une eau de plus en plus douteuse.

FOURNIER



Pierre Fournier, inventeur de la « Gueule Ouverte », pourfendeur de toutes les pollutions et de toutes les idéologies, est mort à trente-cinq ans. Dans le premier numéro de son journal, il écrivit son « premier et dernier éditorial ». Nous ne saurions mieux rendre hommage à Pierre Fournier qu'en reproduisant le début de ce texte.

« Pendant qu'on nous amuse avec des guerres et des révolutions qui s'engendrent les unes les autres en répétant toujours la même chose, l'homme est en train, à force d'exploitation technologique incontrôlée, de rendre la terre inhabitable, non seulement pour lui mais pour toutes les formes de vie supérieures qui s'étaient jusqu'alors accommodées de sa présence. Le paradis concentrationnaire qui s'esquisse et que nous promettent ces cons de technocrates ne verra jamais le jour parce que leur ignorance et leur mépris des contingences biologiques le tueront dans l'œuf. La seule vraie question qui se pose n'est pas de savoir s'il sera supportable une fois né mais si, oui ou non, son avortement provoquera notre mort. »

POSTE RESTANTE

L'Association « les Amis de la Terre » a adressé cette lettre au ministre de l'Agriculture il y a plus de quatre mois. Elle s'étonne de ne pas avoir reçu de réponse.

« Monsieur le Ministre,
Nous sommes heureux d'apprendre que la conférence annuelle agricole a décidé d'octroyer une prime de 25 000 F à 2 000 jeunes agriculteurs, sous condition essentielle qu'ils habitent l'un des 27 départements (dont l'Aveyron) particulièrement touchés par l'exode rural. Nos convictions écologiques nous amènent tout naturellement à applaudir à une telle décision. Cependant, nous vous prions de bien vouloir rapprocher ces faits des mesures d'expropriation, pour des fins militaires, envisagées à l'encontre de 103 agriculteurs du Larzac (Aveyron). Vous ne manquerez certainement pas de percevoir, comme nous-mêmes, cette regrettable contradiction et nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments distingués. »

CRITIQUE SAUVAGE

« B.S.N., le peuple aura ta peau ; le mobilier urbain en société capitaliste ne peut que renforcer la répression et l'exploitation des usagers. Le fascisme, par le sourire, lance son offensive dans le design pour la ville. Ras le bol de votre sourire plastique hygiénique ! »

On pouvait lire ça dans le cahier mis à la disposition des visiteurs de l'exposition « le Paysage urbain » au musée des Arts décoratifs. Très fiers de leurs dix mille visiteurs, les organisateurs l'ont été un peu moins de leurs appréciations. A titre d'exemple :
« Des choses aussi simples que des bancs aux arrêts d'autobus, faut-il une exposition pour les obtenir ? » — « Architectes, prenez des vacances et laissez la verdure repousser ! » — « Civilisation des fesses sur du plastique. » — « On ne veut pas de gazon, on veut de l'herbe ! » — « Je ne comprends pas ce que vous avez voulu montrer : des accélérateurs de machine à manger les pissenlits par la racine ? » — « Je préfère m'asseoir par terre. » — « Pas de trait droit, c'est obsédant. » — « Sinistre ! Pas de civilisation basée sur le fric et le fonctionnel : de l'imagination, pas de standard prédigéré ! » — « Du vent, de l'air d'abord ! » — « Tous vos objets sont laids, bêtes, ignobles. » — « A quand le barbelé design ? » — « Ça manque d'herbe, ça manque d'herbe, ça manque d'herbe, ça manque d'herbe... »

ZEGISME A LA HOLLANDAISE

La croissance zéro n'est plus une utopie : elle existe aux Pays-Bas. Le gouvernement néerlandais, les syndicats et le patronat ont décidé d'un commun accord de l'appliquer aux revenus consacrés à la consommation privée pour 1973. Cette mesure entraine deux petites révolutions : le fisc hollandais tiendra compte de l'impôt dans la notion de « revenu net » ; l'accroissement non distribué du revenu bénéficiera à l'investissement public.
La revue *les informations*, qui a révélé la première ces mesures, conclut : « Vous voulez prévenir l'inflation ? Améliorez la qualité de la vie ! C'est une solution à laquelle tourne le dos la politique française actuelle.. »

LARZAC ET GROS SOUS

Le Larzac a son cinéaste et déjà ses censeurs. En avril 1972, Pierre Pommier, sociologue et professeur à l'université de Bordeaux III ; entreprend un film de 35 mm couleurs sur le Larzac. Le film est réalisé avec l'aide d'une équipe professionnelle bénévole et des paysans concernés ; les rushes sont développés et... point final : aucun producteur ne veut prendre le risque de le terminer, l'aide

ECOACTUALITES...

financière de l'Etat (subvention de ministères, primes du C.N.C., etc.) est hors de question. Bref, un bel exemple de censure économique. Pierre Pommier attend vos suggestions à l'I.U.T.B. de Bordeaux, Domaine universitaire, 33-Talence. (Tél. : 80-70-33.)

MILITAIRES CONTRE AGRICULTEURS

« Je te donne un morceau de mon terrain militaire pour en faire une zone industrielle. Je récupère 2 220 hectares sur les terres appartenant aux agriculteurs pour reconstituer mon terrain de manœuvres... » Voilà le marché en cours dans six petites communes des Pyrénées-Orientales, près de Rivesaltes. Tout le monde il est content, sauf la population. Le maire d'Espira, le docteur Teullière, invite ses administrés à refuser l'expropriation.

LE SEUL CANDIDAT ECOLOGIQUE

Un seul candidat sur les trois mille et quelque qui se sont présentés aux dernières élections s'est réclamé d'un programme écologique. Il s'agit d'Henri Jenn, dans la circonscription de Mulhouse-ville, soutenu par le mouvement **Ecologie et Survie.** A son programme : information démographique et contraceptive, développement des rues piétonnières et des transports en commun, industrialisation adaptée aux besoins des consommateurs et de la main-d'œuvre, arrêt immédiat des publicités E.D.F., G.D.F. pour la consommation d'énergie, prime au recyclage des matériaux, taxes sur les objets à courte durée de vie, halte à la commercialisation des loisirs et du tourisme, à la privatisation des campagnes, sauvegarde des sites de la région (la Harth, le Nonnenbruch, le Sundgau) et droit de vote aux jeunes de dix-huit ans.

CENTRALE NUCLEAIRE EN SOLDE

En janvier 1969, après deux ans d'exploitation, un accident dans le cœur de la centrale nucléaire de Lucens (en Suisse) la rendait totalement inutilisable. 140 millions de francs lourds investis dans l'opération restent enfouis dans la caverne où cette centrale était située. Par contre, *la Feuille d'avis de Lausanne* passe une publicité pour solder du matériel annexe : une tour de réfrigération, un groupe de ventilation-climatisation et du matériel de lutte contre le feu...

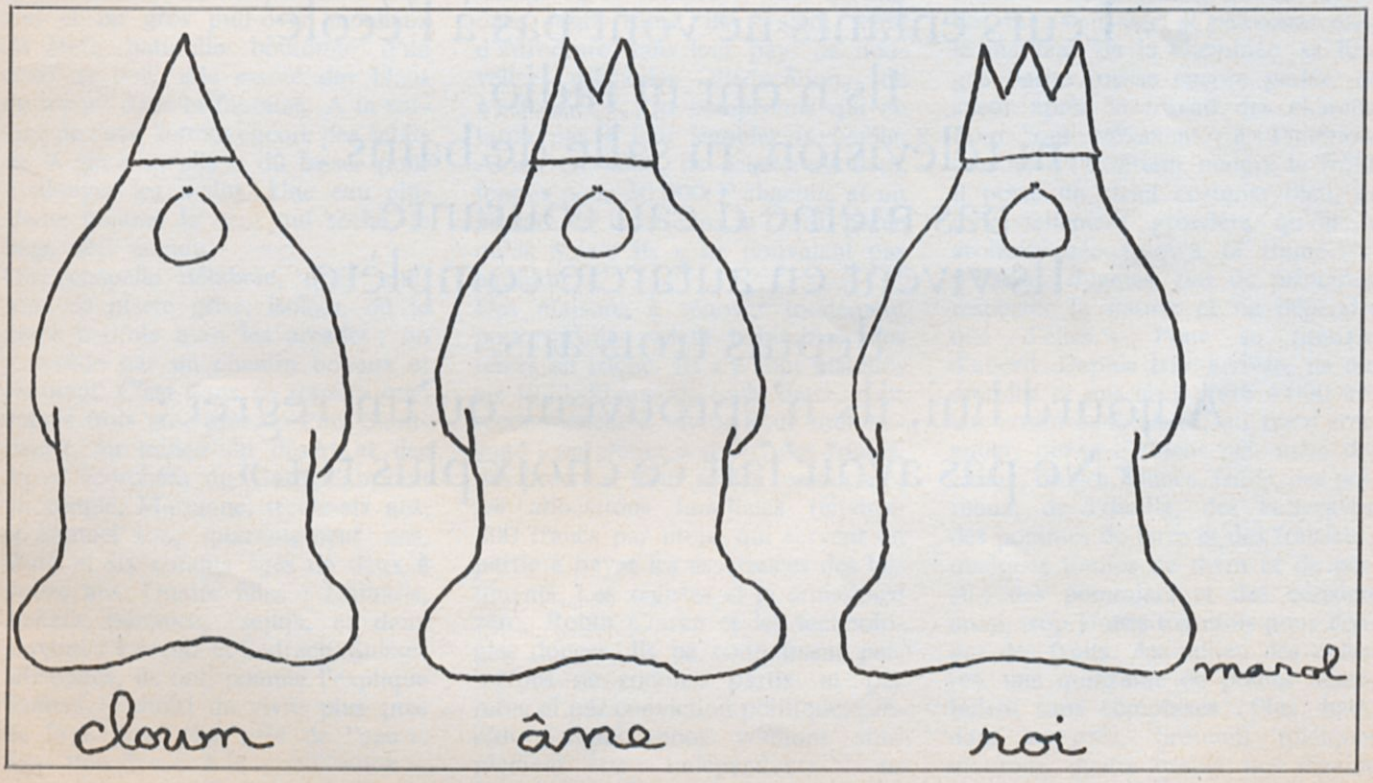
EN BREF

☐ *L'Agence des Nations Unies pour l'Environnement qui devait poursuivre l'œuvre de la Conférence de Stockholm aura son siège au Kenya.* Faut-il se féliciter de sa position centrale dans le Tiers monde ou déplorer son exil loin des centres de décision. Actuellement son secrétaire général, Maurice Strong, ne dispose que de vingt employés salariés et doit payer de sa poche ses propres billets d'avion.

☐ « *35 millions de bouteilles en plastique flottent sur l'océan Paficique Nord* », révèle une mission océanographique américaine. Le Pr Venrick, qui dirigeait cette expédition financée par la fondation SCRIPPO, a précisé qu'ils avaient trouvé de nombreux poissons étouffés par des bouchons-capsules de plastique.

☐ *A New York le tissu synthétique des bas et des vêtements se détériore rapidement.* Conclusion des chimistes : il faut incriminer la présence dans l'air d'acide sulfurique, d'aérosols, de peroxyde d'azote et de vapeurs de dissolvants divers. L'enquête ne concerne pas les effets sur les poumons humains.

☐ *Le gouvernement décide la création d'un Bureau de sécurité nucléaire indépendant du CEA et de l'E.D.F. pour* faire face, d'après M. Jean Charbonnel « à un certain mouvement dans l'opinion qui n'est peut-être pas totalement désintéressé dans ses objectifs et ses origines et qui tendrait à créer une sorte de grande peur nucléaire dans le pays devant le développement normal de l'industrie nucléaire en France » (voir notre document pour ou contre l'industrialisation nucléaire).



le chemin de la liberté

Ils font leur pain
et tissent leurs vêtements eux-mêmes.
Leurs enfants ne vont pas à l'école.
Ils n'ont ni radio,
ni télévision, ni salle de bains ;
pas même d'eau courante.
Ils vivent en autarcie complète
depuis trois ans.
Aujourd'hui, ils n'éprouvent qu'un regret :
« Ne pas avoir fait ce choix plus tôt. »



Lecomte

Ruth N... : pour seules ressources, les allocations familiales.

« C'est un peu froid, mais... »
Ruth N..., trente-sept ans, sourit. De longs cheveux blond et sel retenus en queue de cheval, un pantalon marron et un gros pull-over moelleux en laine naturelle boutonné d'un rond de bois, elle essore des bleus de travail dans la fontaine. A la surface de l'eau flottent encore des éclats de la glace qu'elle a dû briser pour y plonger les mains. Une eau cinglante comme le vent qui sèche le linge déjà étendu.
Une chapelle délabrée, deux maisons de pierre grise, isolées, où le lierre batifole avec les arcades ; on y accède par un chemin boueux et cahotant. C'est dans ce repaire que, depuis trois ans, près de Pont-Saint-Esprit, au milieu du désert et des terres écorchées du Gard s'abritent un couple, Marianne, trente-six ans, et Samuel L..., quarante-neuf ans, Ruth et six enfants âgés de deux à douze ans. Quatre filles : Damaris, Asnath, Bérénice, Tsejuja, et deux garçons : Lorentz et Sadrach. Suisses allemands, ils ont, comme l'explique Samuel, « choisi de vivre plus près de la nature, plus près de l'eau ». Sans rien devoir à la « civilisation », ni nourriture ni vêtements. Seuls.

En Suisse, Marianne et Ruth enseignaient la musique et la grammaire. Samuel était professeur de poterie, de tissage et de sculpture. Mal à l'aise dans leurs rôles, ils avaient tenté d'introduire dans leur pays de nouvelles méthodes d'éducation, de « réformer ». Un compromis qui ne tarda pas à leur sembler invivable. Alors, en 1968, ils achetèrent deux fermes pour 30 000 F chacune et un hectare de terre dans le Gard, parce qu'en Suisse ils « ne pouvaient pas agrandir ».
Des maisons à rénover totalement pour qu'elles soient habitables, des terres en friche. Ils s'y sont installés en 1970, libérés de toute dette, pour recommencer à vivre. Pour tout bagage : un métier à tisser, des rouets, des poteries. Pour seules ressources : les allocations familiales (environ 800 francs par mois, qui servent en partie à payer les assurances des bâtiments. Les zégistes et la croissance zéro, Robin Clarke et les technologies douces, ils ne connaissent pas. « Nous ne sommes partis ni par refus ni par conviction politique, précise Samuel, nous voulions simplement être indépendants. Nous n'avons pas de dogmes, pas de principes. J'en ai horreur. Nous voulons simplement laisser la nature comme elle est. »
Samuel, visage buriné, émaillé de rides, mais sans âge, se pelotonne dans le manteau de la cheminée, sa longue barbe rousse encore perlée de sueur après le travail des champs. Pour tout vêtement, à l'intérieur comme à l'extérieur malgré le froid, il porte un strict costume bleu, de toile tellement grossière qu'on la croirait usée jusqu'à la trame.
« Pas de dogmes, pas de principes, respecter la nature et ne dépendre que d'elles. » Pour se nourrir, d'abord. Depuis leur arrivée, ils ont défriché et mis en culture 4 000 m². Un jardin sans allées, au tracé irrégulier, où se côtoient pêle-mêle des choux, rouges, blancs, frisés, des poireaux, de l'oseille, des betteraves, des pommes de terre et des fraisiers ; quelques touffes de thym et de persil ; des pommiers et des cerisiers aussi, trop jeunes toutefois pour donner des fruits. Au milieu des cultures, une quinzaine de poules déambulent sans complexes. Plus haut, dans les prés, broutent quelques moutons, quatre brebis, une dizaine de chèvres, un bélier et un bouc.

Maintenant on préfère manger l'olive plutôt que son huile

« Nous n'achetons aucun légume. Juste, en attendant de les faire pousser nous-mêmes, des fruits, du riz, des amandes, des noix et du blé « biologique », pour faire du pain. » Un blé moulu par Samuel, un pain cuit dans le four qu'il a fabriqué. Céréales, crudités, féculents, fruits, fromages : été comme hiver, voilà la base de leurs repas. A midi, ce sont le plus souvent des pommes de terre « vapeur » (ils en consomment 400 kg par an) ou du riz à l'eau ; des amandes ou des pommes pour le dessert. Le soir, du blé cru ou « cassé », macéré dans l'eau depuis la veille, ou des feuilles de choux crues, hachées avec du fromage de chèvre et parfumées de marjolaine. Le tout en petites quantités. Bref, des menus peu variés, où le cru est préféré au cuit, parce que « c'est mieux, à condition de bien mastiquer ». Pas de beurre, peu de sel, de sucre et d'huile : « Au début, on en consommait beaucoup. Maintenant, on préfère manger l'olive plutôt que son huile. Il faut prendre l'aliment comme la nature nous l'offre. L'aliment est un tout. Si vous le divisez, ce n'est plus dans l'ordre. Bref, un régime où la nature fait sa loi. Les boissons ? L'eau de la fontaine, que l'on fait chauffer le matin, avec du miel ou du citron. L'été, du lait de chèvre frais (ils en boivent quatre litres par jour), l'hiver du « képhir » ou lait fermenté ; pas d'alcool, juste un verre de vin non traité, de temps en temps. Pas de viande, ou si peu : l'an dernier, nous avons mangé un cabri et, la semaine passée, un coq, mais à neuf... » Là encore, pas de dogme, ni de principes. N'étant pas végétariens, ils ne dédaignent pas la viande quand ils sont invités. Et Marianne reconnaît qu'avant son mariage « elle mangeait comme tout le monde ». Si elle ne le fait plus, c'est que la viande « ça revient plus cher que le blé ». De plus, après avoir respecté un jeûne d'une semaine, ils se sont aperçus que la viande n'était pas indispensable.

Samuel L... : confort ? Un mot qui fait sourire.



Lecomte

Etre indépendant suppose, aussi, qu'on soit capable de confectionner les vêtements. « Nous n'achetons que les souliers, affirme Marianne. Le reste, nous le faisons nous-mêmes. » Les pantalons, par exemple, avec les deux métiers à tisser, dont un, immense, en haute lisse, est l'œuvre de Samuel. Les femmes et les fillettes tricotent ou crochettent pull-overs et bonnets : des habits fonctionnels, peu soucieux de la mode, tous dans les mêmes tons, écru, marron ou gris. La laine provient en partie des moutons. Ils achètent le reste à l'état brut. Pas seulement pour faire des vêtements d'ailleurs : Samuel tisse des tapis qu'il vend bien, 250 F le m², et Ruth des petits « sets de table ». « Je les vends 200 F ; c'est très cher, mais pour faire 10 cm il me faut une heure. Et puis, nous avons besoin d'un peu d'argent pour payer la soupe. »

Le confort ? Le mot étonne, fait sourire même. C'est un concept de « citadin ». Seul luxe : l'électricité, mais « elle était là avant notre arrivée ». Parce qu'ils n'ont pas encore eu le temps de rénover tous les bâtiments, leur espace vital est réduit à sa plus simple expression : une chambre pas chauffée et une cuisine dans la maison du bas, où vivent Ruth et ses deux enfants.

Une cuisine spacieuse, certes, mais qui sert à la fois de pièce « fourre-tout » et d'atelier : un métier à tisser, devant la fenêtre ; dans un coin, le four à pain et la cuisinière ; au centre, une longue table bordée d'un banc de bois. Et puis, pêle-mêle, deux fauteuils de rotin, un rouet, quelques coussins aux tons fades, des poteries. Pas de couleurs vives, surtout pas de superflu : rien sur les murs crépis, grisâtres, pas de rideaux aux fenêtres. Une salle propre, mais triste, mal éclairée, une atmosphère. Une salle froide aussi, malgré la cheminée géante et la cuisinière.

Même à l'intérieur, les gros pull-overs sont de rigueur, et les enfants sont tapis dans la hotte, attentifs au moindre battement de la porte. Ruth en parle avec le sourire : « Ce n'est rien. Au début, lorsque nous

Un guide de bricolage, d'accord ! mais Pascal, pour quoi faire ?

n'avions pas de cuisinière, il faisait cinq degrés dans cette pièce quand le feu marchait. Impossible de tisser... » Il faut aller chercher l'eau à la fontaine. « L'hiver, pour se laver, nous la faisons chauffer. Mais, au printemps, nous nous nettoyons tous dehors à la fontaine. » Car, bien entendu, il n'y a pas de salle de bains. « Je préfère aller chercher l'eau que travailler à l'usine et avoir une salle de bains pour enlever la poussière de l'usine », commente simplement Samuel.

Les loisirs ? Là, Samuel hésite, il ne comprend pas. Puis, l'œil s'illumine. « Ah ! oui, ce qui vient après le travail ? Pour nous, nous sommes toujours en vacances. » Donc, ni télévision ni radio ni même électrophone. « La musique, on la fait nous-mêmes », plaisante Marianne en désignant une flûte. Sur l'étagère, où s'étalent une vingtaine de livres, Montaigne n'a pas sa place, ni Pascal, aucun « classique » d'ailleurs. Ne s'y trouvent que des guides de cuisine et de bricolage. « Ceux-là sont intéressants, explique Ruth, parce qu'ils peuvent nous aider. »

Quant aux journaux, « pourquoi les acheter ? Lorsque les gens qui lisent les journaux viennent nous voir, nous leur demandons s'il s'est passé quelque chose de nouveau depuis la dernière fois. Ils réfléchissent, puis, finalement, nous répondent que non. De toute façon, les informations importantes, nous finissons bien par les apprendre, un jour ou l'autre. » Mais la 4L ? Sert-elle à des excursions, à des voyages ? « Ce n'est qu'un instrument de travail, indispensable pour aller faire les achats à Pont-Saint-Esprit. »

Pas de loisirs donc. Sans doute parce que le travail a perdu, pour eux, son contenu de contraintes, d'humiliations. Mais aussi, et peut-être surtout, faute de temps : chez les L..., on se lève à 6 h 30, on se couche à 20 heures : « Notre vie est rythmée par le soleil, les saisons, les repas, les soins aux bêtes. Et puis, il y a l'éducation des enfants. »

Les enfants : quatre fillettes aux longs cheveux de paille, presque blancs, nattés, à la peau immaculée, sorties tout droit des contes de Perrault : deux garçons, Sadrach, le plus jeune, petite boule blonde bouclée aux yeux bleus mutins ; Lorentz, l'aîné, longs cheveux d'ébène nattés dans la nuque, yeux noirs étincelants qui lui mangent le visage, poignée de main énergique. La paume est déjà caleuse, comme celle des paysans.

Des enfants sains, au visage pur, mais grave. Ils ne sourient pas, parlent peu ; ils regardent. Ils font penser à des petits animaux effarouchés par l'intrusion d'étrangers dans le clan.

L'école, avec ses bancs de bois, ses murs verdâtres, ses encriers, ils ne connaissent pas. Ce sont leurs parents qui assurent leurs cours. Sa-

Damaris : « Au début, il faisait cinq degrés ! Impossible de tisser... »



Lecomte

L'AUTARCIE selon Lanza del Vasto

Dans le haut Languedoc, entre Millau et Béziers, une autre communauté, **l'Arche,** a choisi elle aussi l'indépendance. Fondée en 1948 (année de la mort de Gandhi) par Lanza del Vasto, **l'Arche** regroupe une cinquantaine de « Compagnons » de tous âges : célibataires, couples, enfants. Dirigés par un Patriarche, ils subviennent seuls à leurs besoins essentiels. Les champs, cultivés par les hommes, sans machine, leur fournissent des céréales, des légumes, des fruits. La ferme, des œufs, du lait, du fromage. Le pain, complet, est cuit dans des fours à bois. C'est là l'essentiel de leurs repas, pris en commun à midi, et le soir en famille. Dans les ateliers, les Compagnons fabriquent leurs meubles, tissent leurs vêtements. Le strict nécessaire, on n'accumule pas. L'éducation des enfants est, elle aussi, assurée par les adultes. A **l'Arche,** pas de voitures : on se déplace le plus souvent en « stop », quelquefois en train. Une communauté de « sous-développés volontaires », comme se plaît à dire Lanza del Vasto.

La comparaison avec le choix des L... et de Ruth s'arrête là. D'abord parce que le travail n'est pas l'essentiel de la vie des Compagnons : la fête, la danse, les chants, les discussions autour du feu y tiennent une place importante. Et puis, surtout, parce que, pour eux, l'indépendance n'est pas une fin en soi. C'est l'un des éléments d'une « action directe non violente permanente », une école de la non-violence. Non-violence vis-à-vis de la terre, cultivée « biologiquement » : « Nous cultivons, nous laissons vivre, nous laissons perdre, nous faisons vivre. » Non-violence vis-à-vis des autres surtout : c'est pour ne pas exploiter, et ne pas être exploités, qu'ils s'efforcent de vivre du travail de leurs mains, qu'ils assument, tour à tour, les corvées et les responsabilités de chef. Non-violence enfin vis-à-vis des enfants qui, passé l'âge du « primaire », s'envolent vers les lycées, et qu'on laisse libre ensuite de choisir un métier.

L'Arche n'est pas coupée du monde. Témoins : les centres de formation et d'enseignements disséminés en France, en Afrique, en Belgique, en Espagne, en Amérique latine, et les 500 à 600 personnes qu'elle accueille, l'été, pendant des stages d'une semaine. Témoin surtout **l'Action civique non violente,** qui regroupe Compagnons et non-compagnons sur des actions ponctuelles : en 1958, invasion de l'usine atomique de Marcoule ; en 1959, campagne contre les « camps de suspects » et amorce du combat pour la reconnaissance d'un statut des objecteurs de conscience ; plus récemment, jeûne de Lanza del Vasto pour la défense du Larzac. Et l'aide permanente au tiers monde.

Une communauté, pourtant, dont on ne franchit pas la porte aisément. « Vouloir entrer dans **l'Arche** parce qu'on se trouve mal ailleurs, affirme Lanza del Vasto, c'est une mauvaise raison. La première chose à apprendre, c'est à se trouver bien partout. » **L'Arche** n'est pas non plus le refuge de ceux qui fuient ou de ceux qui désirent mener une vie paisible à la campagne, ni enfin une auberge de copains.

L'entrée à **l'Arche** exige pour chaque Compagnon une « préparation spirituelle » et le sacrifice de ses opinions politiques, de ses affections personnelles. « **L'Arche** n'est pas un refuge, affirme Lanza del Vasto, c'est un bastion. »

---

* Lanza del Vasto ne tient pas à communiquer les coordonnées de **l'Arche.** Il estime que ceux que cette vie tente doivent faire eux-mêmes l'effort d'entrer en contact avec lui.

* Bibliographie de Lanza del Vasto : *Commentaire de l'Evangile* (Denoël), *les Œuvres de Gandhi* (Denoël), *Approche de la vie intérieure* (Denoël), *Enfance d'une pensée* (Denoël), *Pèlerinage aux sources* (Denoël), *Technique de la non-violence* (Gonthier), *Vinôbâ ou le Nouveau Pèlerinage aux sources* (Denoël), *Noé* (Denoël)...

muel se charge du calcul, Marianne, de la musique, Ruth, du français et de l'allemand. Quatre heures chaque matin. L'après-midi, pendant deux heures, travaux manuels : vannerie, poterie, tissage, dessin, en alternance. Dans le jardin, ils ont chacun leur lopin de terre, proportionnel à leur taille et à leur âge, et ils l'entretiennent seuls. Après les cours, les deux aînés gardent les chèvres, en faisant leurs devoirs. « Ils font tout ce que nous faisons, en plus petit. »

Seuls points communs avec l'école officielle : le repos dominical et celui des « vacances scolaires ». L'été, ils n'étudient plus mais vont aider aux champs : Illitch en pratique. Ce système d'éducation n'est pas sans chagriner l'administration. Pour obtenir légalement le versement des allocations familiales, les enfants doivent aller à l'école, la « vraie ».

Alors, le jour où Samuel réclama ces prestations, il reçut la visite d'un inspecteur qui certifia que le niveau scolaire des enfants était satisfaisant. Les allocations furent versées. Pourtant, l'année dernière, on intima à Samuel l'ordre d'envoyer sa fille aînée à l'internat. Refus du père. Depuis, l'inspecteur reste muet et Samuel ignore s'il continuera de percevoir les allocations.

Dans la cuisine, pas une poupée, pas un camion ou un train ne traîne. « C'est l'enfant qui doit inventer ses jouets, puis les créer lui-même. » Le ton n'admet pas de réplique. Puis l'œil de Samuel se fait tendre : « Le dimanche, ils fabriquent des chèvres en carton. C'est merveilleux de les voir. Leur pouvoir créatif dépasse notre imagination. »

Bien traire les chèvres, courir les bois, tel est le domaine des enfants, leur culture. Leurs dessins ? Ce sont des chèvres. Leurs conversations ? Des histoires de chèvres : Damaris, la plus bavarde des filles, raconte ses mésaventures avec Isidore, le bélier « qui lui a voulu du mal ».

Bref, des enfants élevés sans contrainte. Ruth s'amuse de voir Tseruja, deux ans, s'emparer maladroitement du hachoir pour couper les feuilles de chou. « Il ne faut pas trop avoir peur pour eux. » Sans religion non plus : « Nous ne pratiquons plus, explique Marianne. Moi, j'étais protestante, Samuel, mennonite. Il a passé deux ans avec eux, aux U.S.A. » Les mennonites sont une secte d'anabaptistes qui compte, aux U.S.A., près de 350 000 fidèles et observe strictement le Nouveau Testament, dont, pour eux, les deux



Lecomte

La famille et des amis : « Au bout de quelques semaines, ils réclament de la sauce tomate ! »

commandements essentiels sont « Vivre et faire seuls » et « Aide ton prochain » ; leur vie est austère, uniquement orientée vers le travail de la terre. Eux aussi ne veulent rien devoir à la civilisation et désirent laisser le monde « tel que Dieu l'a créé ». Cette secte a profondément marqué Samuel, même s'il n'en fait plus partie.

Des enfants, enfin, qui se sentent différents. « Les autres, reproche Damaris, vont à l'école, ils regardent la télévision, ils ne savent pas inventer. » Et pourtant, les « autres » les attirent. « Ils ont envie de contacts, ça se sent très bien : ils sont contents quand ils nous rendent visite », affirme Pierre R..., un ami des L..., dont les deux enfants sont les seuls camarades de Damaris, Lorentz et Asnath.

Ces enfants libres avec la nature sont sans doute trop protégés par le cercle familial, qu'ils rêvent peut-être de faire éclater... Ce qui, d'ailleurs, n'inquiète pas Marianne : « Quand ils seront grands, ils décideront eux-mêmes. »

« En faisant ce choix, nous pensons avoir compris quelque chose. » Samuel respire la sérénité. Leur choix, c'est une vie consacré aux tâches matérielles, parce qu'il faut s'en sortir, seuls. Une vie battue au rythme du travail, où les fous rires semblent ignorés, la « fête » aussi, à l'exception des anniversaires des enfants, où « nous nous réunissons tous ensemble autour d'un repas ». Une cellule sociale où l'homme, Samuel, fait figure de patriarche. Une tribu délibérément repliée sur elle-même. Certes, les contacts avec les autres ne sont pas systématiquement rejetés ; mais, le plus souvent, ils ont le travail pour objet, comme les vendanges chez les paysans alentour « pour rapporter un petit revenu ».

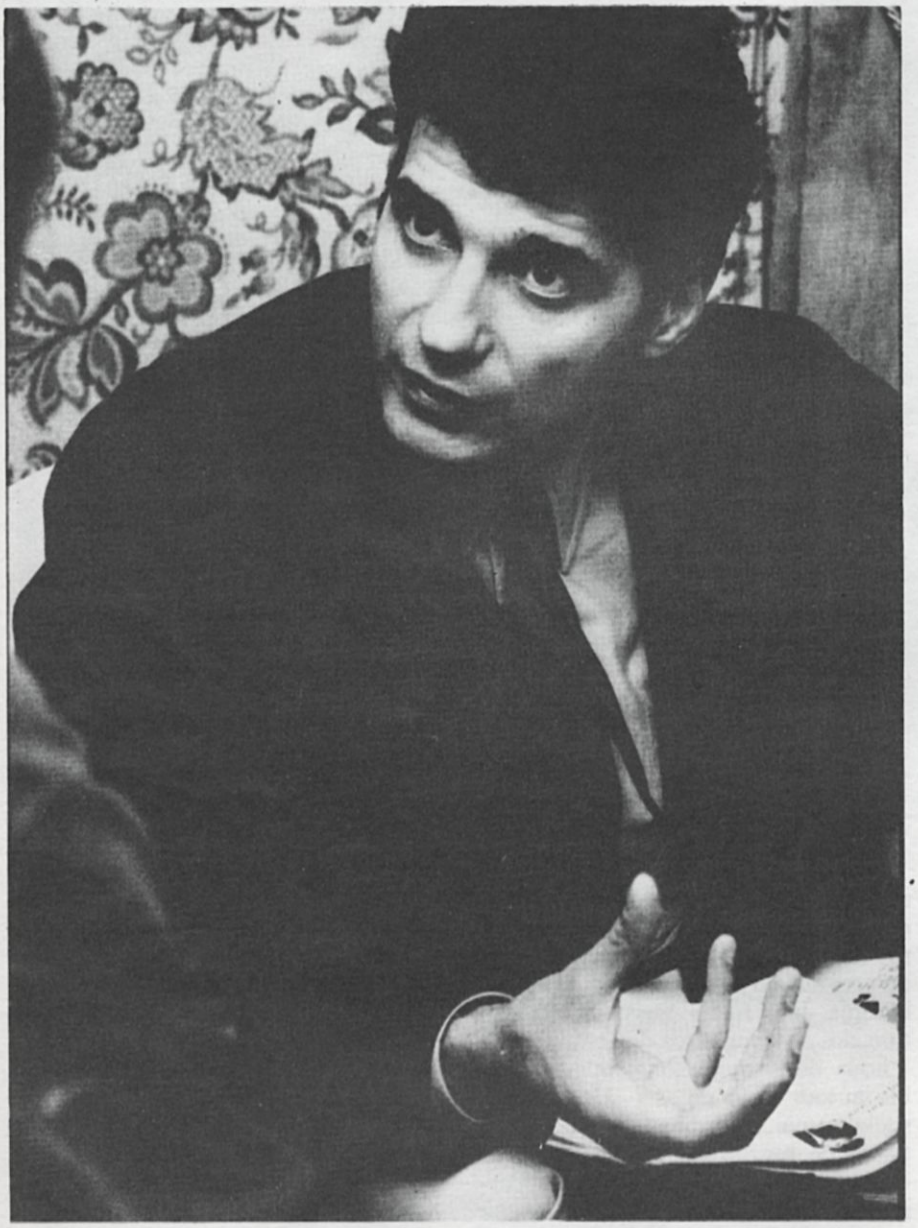
Les conversations avec Pierre R..., aussi, portent toujours sur l'agriculture, la façon d'améliorer les techniques, les rendements. « Depuis trois ans que nous nous connaissons, constate Pierre, nous avons discuté une seule fois de métaphysique. » Ils n'ont pourtant aucun mépris pour « les autres », juste un peu de condescendance : « Eux, ils ne vont pas si loin », explique Samuel. « Eux », c'est-à-dire quelques invités, des paysans qui demandent conseils et, une fois l'an, la famille. Cette cellule coupée du monde tente de se protéger des « agressions » extérieures en peignant sur toutes les portes, en lettres blanches géantes : « Propriété privée », et en ne livrant ni nom ni adresse, par peur des visites trop fréquentes.

Leur style de vie impressionne et force le respect. Parfois, il tente. Depuis leur arrivée, les L... ont converti le paysan le plus proche à l'agriculture biologique. Mais, le plus souvent, il lasse très vite : « Au début, ceux qui viennent nous voir trouvent tout merveilleux. Au bout de quelques semaines, ils réclament des spaghetti et de la sauce tomate... »

Eux ont choisi, soit, mais ils ne veulent pas imposer leur choix. Mieux, ils ne le considèrent pas comme définitif. « Nous voulons rester libres de changer, pouvoir nous dire, dans deux ans : *Eh bien non, ce n'était pas ça !* et recommencer autre chose. Parce que, dans la nature, c'est comme ça. » Des regrets ? « On ne regrette rien, si ce n'est de ne pas avoir fait ce choix plus tôt. » Et puis si, soupire Samuel, il y a quand même un inconvénient : les avions qui passent au-dessus de chez nous... ils nous ennuient. »

Martine GILSON

RALPH NADER



Trente-neuf ans, l'air d'un adolescent trop vite grandi. Il y a dix ans que Ralph Nader prête son nom et fait don de sa personne au nadérisme. Nader est un homme épuisé. Dix-sept heures par jour, dans des avions, dans ses bureaux de Washington, à prêcher la bonne parole dans les universités, à organiser son équipe de 500 raiders — et de volontaires. Il vient de terminer une enquête fleuve sur tous les membres du Congrès des Etats-Unis. Il dort dans les voitures, debout contre un mur, trois heures par-ci, par-là. Nader est un ascète. Il n'a ni automobile ni vie privée. Il habite un studio-kitchenette à proximité de son bureau, il s'attribue un salaire mensuel de quatre cents dollars, deux mille francs, le dixième de ce qu'une carrière normale d'avocat lui rapporterait.

Nader est un fanatique. Il économise son regard, ses gestes, ses paroles pour une seule cause. Cette cause est celle du consommateur. A McGovern qui l'avait sollicité pour la vice-présidence des Etats-Unis, il a répondu qu'il avait mieux à faire : à défendre les consommateurs. Nader sacrifie-t-il sa vie pour nous apprendre à reconnaître la bonne boîte de petits pois de la mauvaise ? Ce saint Georges de la consommation a-t-il une perspective politique ?

Le mouvement des consommateurs a été soupçonné d'apporter un alibi au système capitaliste. Les révolutionnaires de mai 68 ont écrit sur les murs : « Achetez plus, achetez mieux, vous vivrez moins. »

Nader : Il faut comprendre que le mouvement de défense du consommateur va, ou doit aller, beaucoup plus loin que la consommation. S'il peut aider à consommer mieux, il doit signaler ce qu'il est inutile ou dangereux de consommer. Ensuite, il doit dévoiler la conspiration des forces économiques que le consommateur est dans l'incapacité de contrôler. Par exemple, les pressions que les monopoles et les grandes sociétés nationales et multinationales exercent sur le gouvernement et l'administration. Enfin, il doit expliquer de quelle manière la pollution est une conséquence de la consommation.

A l'occasion d'une activité simple et quotidienne, l'achat de marchandises et de services, on peut démonter toute la séquence des causes et des effets. Le fait que la Maison-Blanche est une simple délégation de pouvoir des grandes sociétés est difficile à faire admettre dans l'absolu, mais c'est facile à démontrer en partant d'exemples concrets.

Ivan Illitch, plus récemment, a contesté l'utilité des associations de consommateurs qui, selon lui, renforcent les mécanismes de l'économie de marché.

Nader : La carrière d'Illitch est significative de ce qui se passe lorsqu'on n'observe pas les conditions réelles de vie de la plupart des gens. Si vous ne pouvez pas mobiliser les gens pour l'amélioration de la qualité de leurs saucisses de Francfort ou de leurs automobiles, comment allez-vous les intéresser au problème des interactions sociales, au désarmement, à la faim dans le monde ?

S'ils réussissent à contrôler les circonstances de leur propre existence, les citoyens pourront se rendre compte du mécanisme des interactions, qui fait que leur sort individuel dépend du sort du monde entier.

Si vous apprenez à vous organiser et à vous défendre contre un propriétaire abusif, vous acquerrez des

SE FACHE

connaissances et des capacités utilisables pour une action moins immédiate. Sans citoyens efficaces, il ne peut y avoir de démocratie.

Tandis que vous teniez votre conférence de presse l'automne dernier, au Salon de la consommation à Paris, de jeunes militants écologiques ont crié : « Il n'y a pas de bons et de mauvais postes de télévision, parce que tous émettent des rayons X et tous diffusent de la propagande au lieu de culture. »

Nader : Voilà un problème de consommation. Il ne s'agit pas seulement de savoir si le poste de télévision est bon marché et efficace. Le mouvement des consommateurs doit contrôler le contenu des programmes. Je crois d'ailleurs que les mouvements de consommateurs en France sont sur la bonne voie.

Vous êtes au courant des travaux du Club de Rome et du débat engagé sur la croissance économique. Etes-vous « zégiste », c'est-à-dire partisan d'une croissance zéro ? Ne pensez-vous pas que l'opulence occidentale dépend pour une large part de l'exploitation des ressources du tiers monde ?

Nader : Il est certain que dans notre Occident développé, nous devons réduire la consommation des produits qui utilisent des matières premières indispensables au tiers monde. Par exemple, si nous réussissons à développer la captation de l'énergie solaire, nous pourrons réserver le pétrole et le charbon à des fins plus utiles que la seule production d'énergie.

Si la consommation des objets doit devenir stationnaire, et même diminuer, par contre la consommation de services doit augmenter, qu'il s'agisse de services médicaux, culturels ou légaux. La consommation doit changer de nature.

Que pensez-vous de l'incitation publicitaire à dépenser non seulement davantage de produits, mais aussi davantage d'énergie ?

Nader : Tout d'abord, je crois qu'il devrait y avoir une réglementation qui interdise aux compagnies qui produisent de l'énergie de faire la moindre publicité. L'électricité, en particulier, n'est pas une marchandise que vous devez persuader le public d'utiliser. L'accroissement de la consommation entraîne l'accroissement de la pollution et oblige à construire des centrales nucléaires. On entre ainsi dans une spirale suicidaire. Il faut savoir que les centrales nucléaires ne sont au point ni dans leur conception, ni dans leur fonctionnement, ni en ce qui concerne le gardiennage des déchets radioactifs. Aux Etats-Unis, nous demandons un moratoire de dix ans pour la construction de ces centrales. Pendant ce temps, leur technologie et leurs normes de pollution radioactive devront être reconsidérées.

Un certain nombre de jeunes refusent en bloc l'héritage de notre société. Ils partent et tentent de constituer une société parallèle composée de petites communautés indépendantes et autarciques. Leur opposition à la société de consommation est absolue.

Nader : Bien sûr, on doit leur laisser toute liberté d'expérimenter des modèles sociaux plus simples, des modèles de vie différents. Mais ce ne sont pas eux qui vont résoudre notre problème. Comme je vous l'ai dit précédemment, ce ne sont pas ceux qui s'écartent intellectuellement ou pratiquement de la majorité, donc du problème, qui vont le résoudre. Or le problème est ici et maintenant. Et dans une société de consommation, c'est au niveau de la consommation qu'il doit être analysé et attaqué.

Propos recueillis par Alain HERVE.

LES DIX REVENDICATIONS DES CONSOMMATEURS

1. Indication obligatoire, en clair, sur tous les emballages d'aliments conditionnés, de la date de récolte ou de fabrication, suivie de la date limite de consommation.

2. Réglementation de la qualité de tous les produits alimentaires (y compris : présence d'additifs, teneur en résidus de pesticides, qualité bactériologique) en adoptant les normes les plus sévères en vigueur dans un des pays du Marché commun.

3. Publication obligatoire des résultats de toutes les recherches, analyses et mesures effectuées par des organismes publics et intéressant la santé ou la sécurité des consommateurs, telles que les mesures de pollution de l'eau et de l'air.

4. Interdiction de l'utilisation et de la mise en vente de produits et de substances nouvelles dont l'innocuité n'a pas été établie à l'avance de façon satisfaisante.

5. Mise en application effective de tous les textes législatifs et réglementaires concernant la protection des consommateurs (publicité mensongère, attribution des labels et certificats de qualité, teneur des aliments en résidus nocifs, etc.).

6. Doublement annuel, pendant trois années consécutives, du budget du Service de la répression des fraudes.

7. Obligation pour les producteurs de fournir aux organismes publics et aux organisations de consommateurs la preuve de la véracité de leurs affirmations publicitaires.

8. En cas de condamnation pour publicité mensongère, obligation pour l'annonceur de publier dans les mêmes supports une publicité rectificative de la même importance que la publicité condamnée.

9. Obligation pour l'O.R.T.F. d'assurer l'objectivité de l'information dans le domaine de la consommation en donnant aux associations authentiques de consommateurs un temps de parole égal à celui qui est accordé à la publicité de marques.

10. Droit pour les associations de consommateurs d'ester en justice, aussi bien en leur nom propre qu'en celui de leurs membres.

Ces dix revendications ont été présentées par l'Union fédérale des consommateurs dans la revue QUE CHOISIR ? (6, rue du Général-Delestraint, 75016 PARIS).



ROGER-VIOLLET

mépris des 'péquenots' =

LES PAYSANS, LE GHETTO ET LES RACISTES

Comme des saltimbanques, ils sont partis l'été dernier sur les routes de France pour montrer des images. Le soir, ils s'arrêtaient dans les villages et invitaient les gens à discuter. Ils étaient sept : Yves Billon, photographe, Alexandre Grothendieck, du groupe « Survivre et Vivre », Philippe Denis, poète, Serge Moscovici, sociologue, Yvonne Verdier, Solange Pinton et Robert Jaulin, ethnologues. Ces trois derniers nous ont raconté leur été 72, à travers l'Aude et l'Hérault.



D.R.

massacre des 'sauvages'

Le sujet de notre exposition est l'ethnocide, c'est-à-dire la destruction des civilisations. Elle se compose de 30 panneaux avec textes et photos. Sans doute avons-nous mis l'accent sur le problème indien — 15 panneaux —, mais notre propos vise à illustrer la destruction « blanche » de toute civilisation, y compris celle de nos propres sociétés paysannes et citadines. Traiter des civilisations mises à mal, c'est traiter de la civilisation **décivilisante** : la négation d'autrui est le problème de notre artificialisation, l' « être-négation » occidental.

Pour promener cette exposition, nous avons délibérément choisi une région restreinte, dont nous explorions le moindre village.

Certains matins, nous nous installions sur les marchés, lieux privilégiés où les gens se rendent souvent pour bavarder, s'informer, échanger des idées. Nos interlocuteurs n'étaient quelquefois qu'une petite dizaine, mais nous réunissions aussi cinquante personnes, des cultivateurs adultes, voire âgés pour la plupart. Chacun parlait de ses soucis et la région en venait à s'adresser à elle-même par l'intermédiaire des journaux locaux qui annonçaient quotidiennement le lieu de notre exposition.

Très vite, une coupure s'est manifestée entre les vrais exploitants et les notables. Ces derniers s'opposaient à notre présence ; nous les gênions. Alors ils cherchaient à minimiser les problèmes soulevés : « Vous verrez, ça s'arrangera ; faites confiance à la technique, elle répare ses erreurs » ; ou bien ils invoquaient la fatalité : « On ne peut rien changer aux structures hiérarchiques ; on ne peut pas faire machine arrière sur le Marché commun » ; ou encore ils brandissaient l'épouvantail : « Vous vous rendez compte ? Si l'on devait revenir aux économies de subsistance... »

Les paysans, eux, connaissaient mieux que nous les problèmes que nous venions leur exposer. Rien d'étonnant à cela : c'était leurs problèmes. Pour en parler, ils avaient une force, une virulence, un sens des formules qui allaient bien au-delà des nôtres. L'exposition leur servait de prétexte pour parler d'eux-mêmes, ils ne la percevaient pas comme une leçon.

Ils regardaient nos documents sur la campagne française du premier au dernier, avec soin, en silence. Chose significative à la campagne, les femmes venaient aussi. Certains panneaux faisaient réagir violemment. Par exemple, celui de « métro-boulot-dodo » où ils croyaient voir leur avenir : « Je ne voudrais pas habiter là-dedans... Ma fille, elle a voulu monter à Paris, elle se languit... » D'autres avaient une réaction d'impuissance : « Tout ça c'est le progrès, on n'arrête pas le progrès. » Tous ressentaient ce monde comme menaçant ; ils avaient peur. Ils revenaient ensuite aux panneaux indiens et réagissaient de manière assez analogue. Pour deux raisons : d'abord parce que le paysan n'a pas le complexe du blanc par rapport à l'Indien ; ensuite parce qu'il sait que les dénominations de « sauvage » et de « paysan » (voire

de « pèquenot », de « bouseux ») ont une même origine raciste. Tout comme les Indiens, ils assimilent ceux qui, successivement ou simultanément, se sont réclamés du colonialisme et du « progrès ».

Le parasite, pour eux, c'est la « fatalité du progrès », qui signifie la mort de leur civilisation et, d'abord, le départ de leurs enfants et la désintégration de leur société de subsistance. On est donc ramené à une question déjà posée par Ivan Illitch : « Comment la société occidentale tente-t-elle de lutter contre la pauvreté ? » Réponse : en la modernisant !

Lors de nos dernières rencontres, nous avons fait des comptes avec les paysans. Supposons que ceux qui sont partis gagnent 800 F de plus par mois. Ces 800 F doivent se traduire en valeur d'existence. Or ils paient, pour 80 m² en banlieue urbaine, un loyer de 800 F — soit, au minimum, 500 F de plus qu'ils ne dépensaient pour se loger à la campagne. Et ils se retrouvent dans un espace restreint tandis que, chez eux, ils disposaient d'autant de mètres carrés qu'ils en voulaient. Même s'ils n'utilisaient que quelques pièces. En effet, il ne faut pas oublier que les granges, la cour, l'étable, font partie de l'espace résidentiel, sans parler des rues et des places du village, des champs, de l'air qu'on respire.

En partant, ils ont perdu la jouissance de ces biens communs, d'un territoire humanisé. Car tous les espaces sociaux ont disparu de la cité moderne : il n'y a plus ni granges, ni places, ni rues « habitées ». Ils dépensent 300 à 500 F de plus par mois pour se nourrir, et avec quoi ! Personne n'est plus conscient que les paysans de l'empoisonnement des produits alimentaires, car ils connaissent toutes les techniques de traitement et de pulvérisation.

Sans doute, ceux qui sont partis ne passent plus deux heures par jour entre le potager et la basse-cour, mais ces deux heures, ils les perdent empilés dans des véhicules inefficaces. Ceux qui sont restés le savent et, aux transports en commun, ils préfèrent les activités potagères.



ROGER-VIOLLET

Ils ont perdu la jouissance d'un territoire humanisé...

Quant aux premiers, ils n'osent pas revenir. D'abord parce qu'on ne revient pas dans une société morte (la société rurale est devenue un cimetière), parce qu'on ne regagne pas une ruine ; ensuite parce qu'on suit presque toujours le chemin tracé par le « contexte » dans son ensemble. Ce contexte civilisateur va contre le retour et, pour le paysan déraciné, elle est perçue dans la rue : c'est la publicité, la télévision, l'automobile, les gadgets ; c'est la solitude bruyante. Un maire nous a montré un paquet de prospectus qu'il était censé distribuer à ses administrés. On y voyait l' « avenir » : des photos d'autoroutes ondulant d'une manière presque érotique, d'immenses immeubles scin-

Ceux qui sont partis ne passent plus deux heures dans le potager...



LARAQUE



D.R.

... car tous les espaces sociaux ont disparu de la cité moderne.

tillant comme des boîtes de nuit ; quelle escroquerie !

L'autre argument, auquel ont été sensibilisés les exilés, c'est : « En ville, vous travaillerez moins. » Alors, à nouveau, faisons les comptes : nous n'avons pas trouvé un seul paysan qui prétende travailler plus de huit heures par jour. Il s'agit bien sûr d'une moyenne annuelle. Et puis, le travail du paysan était une relation de production — relation à l'objet produit et relation aux êtres avec lesquels on le produit — et, si aujourd'hui il quitte les champs, c'est moins parce qu'il travaillait trop que parce que, à la fin, il travaillait seul et indifférent à ce qu'il faisait. La vendange et les moissons ont cessé d'être des activités collectives se terminant par des fêtes ; la qualité du vin n'est plus qu'un problème de vente ; le rendement a pris le pas sur toute jouissance vraie et soucieuse d'autrui.

Alors, pourquoi l'exode ? C'est que, pour les jeunes, rester équivaut à s'enfermer dans une économie dite, péjorativement, de subsistance. Tous les paysans, jeunes ou vieux, admettent que la vie campagnarde va aujourd'hui à contresens du sacro-saint « progrès ». Loin de provoquer une réaction de défense, le caractère terroriste du mot « progrès » engendre au contraire le fatalisme. Le « progrès » a brisé des traditions d'ouverture et a mis le monde paysan dans un ghetto ; un ghetto, ça sent la mort et les jeunes n'aiment pas l'odeur de la mort.

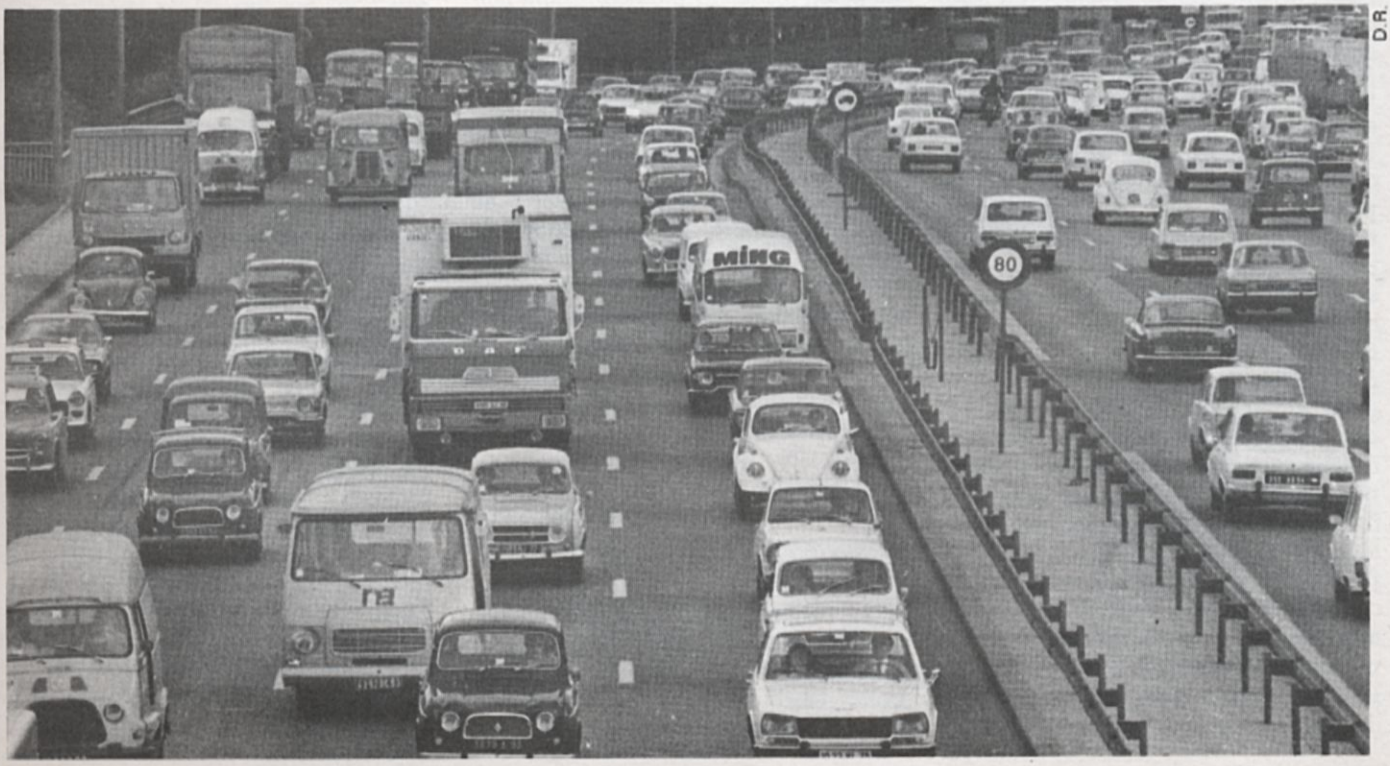
Bien sûr, on nous a accusés de prêcher le retour à la terre, d'être rétrogrades, au moins traditionalistes. Ces accusations n'ont aucun sens. Nous ne vendions ni un futur universel, ni un retour à quoi que ce soit. Notre souci concernait des inventions de vivre libérées de la mythologie unitaire du progrès, dans la mesure où ce progrès sécrète solitude et aliénation. Ne confondons pas les instruments ou des techniques qui allègent notre peine avec les valeurs négatives, la liquidation des relations de l'homme à son semblable et au monde, que l'Occident nous offre.

En promenant cette exposition un peu partout, nous n'avons prétendu apporter ni recettes ni panacée. Nous voulions seulement faire comprendre aux paysans que, venant de ce pouvoir urbain qui les avait tant opprimés, commençait à souffler un vent contraire. Nous témoignions pour eux qu'à l'extérieur, dans ces fameuses villes-mirages, c'était l'échec et nous leur proposions d'y regarder à deux fois avant d'abandonner leurs terres.

Propos recueillis par Alain HERVE

Les photographies de l'exposition peuvent être demandées à Robert Jaulin. U.E.R. d'ethnologie. Tour 45-55, 2, place Jussieu, 75005 Paris.

... mais ils les perdent empilés dans des véhicules inefficaces.



D.R.

LA CHIMIE NE PASSERA PAS


Lecomte

Jean Guigue est fruiticulteur. Il a tout d'un homme tranquille, rien d'un révolutionnaire. Pourtant, il a fait sa révolution : celle qui consiste à refuser les produits chimiques « gouvernementaux » et à les remplacer par les procédés agrobiologiques. Résultat : quelques amis et beaucoup d'ennemis.

« Quand j'ai démarré, on m'a traité de fou. Je n'en avais parlé à personne, mais, quand on cesse d'acheter des engrais chez le marchand, cela se sait rapidement dans le pays. » Jean Guigue, fruiticulteur biologique à Saint-Paulet-de-Caisson, dans le Gard, ne s'est pas résolu sans mal à abandonner les méthodes de l'agriculture officielle, dite « chimique ». Comme ses voisins, il estimait indispensable d'épandre des engrais chimiques, des insecticides et des pesticides. Comme la plupart d'entre eux également, il ne supportait pas le maniement de produits fortement toxiques. « A chaque traitement, explique-t-il, je pelais ou j'enflais et, comme je ne voulais pas confier un travail aussi dangereux à mon personnel, je continuais à m'empoisonner doucement. »

En 1967, enfin, Jean Guigue décide de « laisser tomber la chimie », définitivement dégoûté par la mort de quelques rangées de ses ceps, tués par une société d'insecticides qui essayait de nouveaux produits.

La quarantaine, des yeux verts au regard insistant, un petit cône de laine sur la tête, Jean Guigue affirme que son exploitation, le « domaine de Balazut », était pourtant solidement armée pour réussir dans la « chimie » : cinquante hectares de superficie dans une région où les exploitations agricoles en font rarement plus de dix ; la proximité de la rivière de l'Ardèche, qui a permis d'installer un dispositif d'aspersion avec des motopompes. Donc d'éviter tout travail d'arrosage.

Cinq fusils s'étalent sur un ratelier dans la pièce d'entrée : Jean Guigue offre le verre de l'amitié. La porte du buffet bâille un peu et sa femme la pousse vivement. Tout ici respire l'ordre. Jean Guigue n'est pas homme à se jeter tête baissée dans l'aventure. Il a quitté prudemment l'agriculture officielle et a reconverti son exploitation en s'adressant à la plus importante entreprise française d'agriculture biologique : la société **S.V.B. Lemaire-Boucher,** établie à Angers.

La méthode diffusée par la société angevine est fondée sur quatre principes : pas de labours, compostage de fumure organique, engrais vert cultivé et enfoui entre les récoltes, enfin épandage d'engrais minéraux à base d'algues. La méthode est au point. En l'appliquant strictement, Jean Guigue fait donner de 20 à 30 tonnes de fruits à l'hectare à ses pommiers et ses poiriers. Les résultats sont comparables à ceux de la « chimie ». La récolte annuelle est de 2 000 tonnes de fruits et 1 500 hectolitres de vin : la reconversion en-

treprise par Jean Guigue est viable. Et son expérience intrigue : « Je suis sans cesse importuné par les gens qui veulent visiter l'exploitation, explique-t-il. Ceux qui travaillent avec la *chimie* n'osent pas le demander, mais ils ont vite fait de trouver un prétexte et parcourent les terres en portant un fusil ou une canne à pêche. On les rencontre, ils ne disent même pas bonjour. »

Au premier coup d'œil, les terres de Guigue révèlent une agriculture différente. Pas d'arbres tristes qui étirent leurs troncs nus dans une matière brunâtre, aseptisée et déchirée. Pommiers et poiriers jaillissent d'un tapis végétal continu qui ne laisse pas de place aux « mauvaises herbes ». Des planches de vesce et de seigle alternent avec le trèfle blanc semé au pied des arbres. Le tout est coupé et enfoui à la floraison : c'est « l'engrais vert ». Jean Guigue y ajoute 150 kilos à l'hectare de « calmagol », l'engrais à base d'algues, que S.V.B. Lemaire-Boucher recommande à ses agriculteurs. Reste l'essentiel : le compost.

Rien à voir avec le fumier banalement entassé et répandu sans imagination par nos grands-parents. C'est dans la préparation et l'épandage du compost que se manifeste le « coup de main » de l'agriculteur biologique. Jean Guigue fait le sien à partir de paille longuement arrosée. « Les agriculteurs brûlent souvent leur paille, car ils n'en ont plus l'usage de nos jours ; alors je vais chez eux avec mes ouvriers, on fait des bottes et on les ramène sur l'aire de compostage. » A la paille humide, Jean Guigue mélange dix pour cent de fumier de mouton, également récupéré chez un éleveur. Il ajoute 40 à 50 kilos d'algues par tonne de compost et met le tout en tas d'environ un mètre cinquante de haut. Guigue promène une fourche sur la paille qui recouvre le compost. L'outil découvre quelques matières organiques humides et sombres qui fument intensément. Le compost fermente, les agriculteurs disent qu'il « bout », à 65°C. En deux mois, le compost est mûr et peut être enfoui dans les champs, sous quelques centimètres de terre, à raison de 10 à 15 tonnes l'hectare. Le compostage permet de recycler tous les « déchets » organiques de la production agricole : fumier des éleveurs, marc de raisin des viticulteurs, déchets de légumes des maraîchers, voire poudre d'os ou de cornes des abattoirs. Certains agriculteurs aromatisent même leurs composts et un collègue de Guigue glisse en confidence : « J'y mets les herbes de la création, le thym, le romarin et enfin ce que l'on appelle les mauvaises herbes. »

Le travail gagne en finesse et s'individualise : le meilleur compost (donc le tapis végétal idéal) diffère d'une exploitation à l'autre. A chacun de trouver le sien. « Il n'y a pas de plan de traitement ou de travail de la terre à appliquer strictement ; l'agriculture biologique est compliquée et on travaille davantage, mais, lorsqu'on la pratique, on voit la *chimie* comme la science des ânes. »

La méthode Lemaire-Boucher appliquée par Jean Guigue n'est toutefois pas la seule pratiquée en France et de graves reproches peuvent être faits à la société angevine. Economiquement, elle « intègre » ses clients. Elle vend les outils, fraiseuses et broyeuses, organise des stages de formation tournés exclusivement vers sa méthode, garantit le label « Terre-océan » attribué aux produits cultivés avec ses algues, achète le blé de ses clients 20 % au-dessus du cours, entretient un réseau de meuniers et de boulangers qui produisent et commercialisent le pain Lemaire. Enfin, dernier « service », elle soutient la commercialisation du vin Lemaire. Comme ces sociétés de nourriture pour animaux qui fournissent la pâtée, puis achètent les veaux ou les poussins, S.V.B. Lemaire-Boucher a « colonisé » ses adhérents. Que l'un d'entre eux s'avise de quitter la société-« mère » et il sera brutalement confronté à une multitude de problèmes, puisqu'il devra recréer seul l'ensemble de ses circuits d'approvisionnement et de commercialisation.

Autre reproche : les 300 agents technico-commerciaux qui conseillent les agriculteurs doivent « faire tourner la boutique ». Ils finissent donc par pousser les ventes et limitent leurs conseils à l'utilisation des produits de la S.V.B. Lemaire-Boucher.

A cette organisation commerciale, on pourrait opposer **Nature et Progrès,** simple association qui milite pour la diffusion de toutes les méthodes de l'agriculture dite biologique. Désintéressée, elle se refuse à présenter une solution qui soit la panacée de tous les problèmes de l'agriculture biologique. Son président, Roland Chevriot, explique le but : « Avancer des raisons solides pour convaincre les responsables de l'agriculture que l'on peut travailler différemment : il ne s'agit pas de faire du commerce ou du charlatanisme, mais d'ouvrir un débat scientifique. »

Les « scientifiques », eux, restent réservés. L'Institut national de la recherche agronomique a interdit à ses chercheurs de participer au congrès de Nature et Progrès, en novembre dernier. Mais le même institut a ensuite demandé à Claude Aubert, « éminente grise » de Nature et Progrès, de lui fournir une liste de thèmes de recherches sur l'agrobiologie. Le premier pas est fait, mais de nombreux chercheurs ne sont pas convaincus.

Ainsi, Stéphane Hénin, chef du département agronomie, ne dissimule pas son scepticisme : « Depuis des millénaires, explique-t-il, on savait faire de l'agriculture au fumier avec des rendements faibles ou moyens. L'agriculture biologique n'a donc rien inventé. En revanche, en ce qui concerne le refus des pesticides,



L'apiculteur accuse : « Mes abeilles meurent. Ça y est, le voisin a traité ses champs. »

j'attends de voir : les agriculteurs biologiques pratiquent une rotation des cultures qui permet d'éviter en partie les traitements, en temps normal ; mais que se passera-t-il lorsqu'à la suite d'un accident climatique les insectes pulluleront sur les récoltes ? »

En marge de ces débats théoriques, Jean Guigue, lui, observe le succès de sa reconversion écologique. « Dès la première année, raconte-t-il, les prédateurs ont réapparu dans mes champs. Les coccinelles, par exemple, qui dévorent les pucerons. De même, les grives sont revenues, pas pour manger les pommes, mais pour gober les vers de terre. Et en été, avant l'orage, les seuls champs que les hirondelles survolent, ce sont les miens et non ceux des voisins. » Depuis deux ans, un apiculteur a installé ses ruches au bord des champs de Jean Guigue. « Il ne l'aurait pas fait du temps où j'étais à la *chimie ;* d'ailleurs, quand l'apiculteur constate une mortalité un peu forte parmi ses abeilles, tout de suite il peut affirmer : *Ça y est, un voisin a traité.* »

Non traités, et donc dépourvus de produits chimiques de synthèse, les produits biologiques se vendent cher à des consommateurs attirés par le « sain », l' « hygiénique », le « naturel ». Les agriculteurs biologiques écoulent des produits dont le prix est majoré en moyenne de 30 %. Sans mal. M. Ribet, responsable de la coopérative de Pont-Saint-Esprit, qui commercialise la production de Jean Guigue, affirme qu'il n'a pas rencontré de difficultés pour lui trouver des clients : « Les pommes se vendent 30 % au-dessus du cours, car elles se conservent et on peut les écouler au bon moment ; pour les pêches, qui sont plus périssables, la surcote est tout juste de 20 %. Heureusement que l'on vend plus cher, poursuit-il, car un adhérent biologique nous complique un peu le travail : il faut mettre sa production à part sur la chaîne d'emballage et lors du stockage, afin qu'elle ne soit pas contaminée par les fruits traités. Toutefois, ce n'est qu'un mauvais cap à franchir ; lorsqu'il y aura davantage d'agriculteurs biologiques, on pourra leur consacrer, sans problèmes, une chaîne et des bâtiments. »

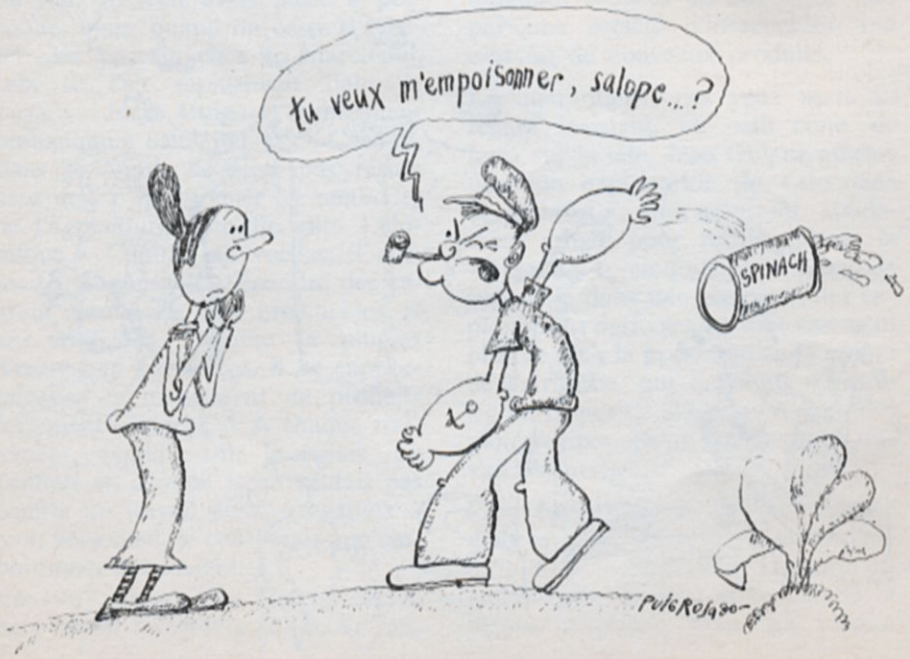
Meilleur, donc plus cher, expliquent implicitement les détaillants qui vendent, au prix fort, leurs produits dits « biologiques » aux citadins pâlots. Mais peut-on justifier des écarts de prix qui atteignent souvent 100 % au détail ? Pour Louis Guegen, spécialiste de la nutrition à l'Institut national de la recherche agronomique, ce n'est pas possible : « Tout est biologique, affirme-t-il. Les produits animaux ou végétaux sont constitués d'environ quarante éléments chimiques simples et, avec ou sans engrais chimiques, ce seront les mêmes éléments que l'on retrouvera toujours. Les aliments naturels sont aussi chimiques que les autres. »

A cette argumentation un peu rhétorique, il est permis d'opposer la communication du professeur Gonnel de Pontanel soulignant devant l'Académie de médecine les risques d'intoxication par les nitrites cancérigènes que présentent les épinards et les carottes trop richement fertilisés en engrais azotés.

Persuadés que « quelque chose d'essentiel » diffère leurs produits de ceux des autres, les agriculteurs biologiques se sont heurtés à la réglementation de l'étiquetage. Celle-ci interdit en effet d'apposer la mention « biologique » sur les produits et Jean Guigue et ses amis sont encore trop peu organisés pour entamer la lutte.

D'autre part, la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.), qui regroupe deux tiers des agriculteurs français, n'entreprend aucune action en leur faveur et sa direction reste réservée devant les possibilités d'extension de l'agrobiologie. M. Criperay, chargé des problèmes de l'environnement à la direction de la Fédération, estime, par exemple, que « l'agriculture biologique, grâce à des méthodes culturales assez anciennes et peu rentables, produit et écoule une production de luxe. Pour l'instant, tout le monde ne peut pas acheter ces produits, mais si l'ensemble de l'agriculture devenait biologique, ces prix s'écrouleraient d'un coup. » En faisant la part des « accidents » et des « maladresses » de certains agriculteurs dans l'usage des pesticides et engrais, M. Criperay affirme que l'on ne peut refuser les forts rendements qu'ils permettent, « alors que la famine et la sous-alimentation sont des problèmes criants au niveau mondial et parmi certaines couches de la population française ».

Face à la F.N.S.E.A., une organisation nationale des agriculteurs biologiques fait donc défaut. En revanche, des tentatives sont faites au niveau local. Ainsi, Jean Guigue et une soixantaine de ses collègues, établis sur 800 hectares dans le Gard, le Vaucluse et les Bouches-du-Rhône, se sont groupés en « syndi-



Le pire ennemi de l'agriculteur « biologique » : le Service de répression des fraudes !



cat de la défense de la culture biologique et de la protection des sols ». Selon le président de l'organisation, M. Combes-Rémy, les membres veulent avant tout « se défendre contre les coups durs ». Ils vendent leurs produits sous l'étiquette : « Garanti cultivé sans engrais chimique, ni herbicide, ni insecticide de synthèse. » Le Service de répression des fraudes, qui se plaint pourtant souvent de la minceur de ses effectifs, consacre une part étonnante de son activité à vérifier le bien-fondé de cet étiquetage : Jean Guigue fait, pour sa part, état de vingt-cinq prélèvements à des fins d'analyse sur ses pêches en 1972 ! Beautés de l'administration : les aliments naturels n'ont pas de statut légal, alors qu'il en existe un, depuis 1966, pour les produits diététiques et de régime. Grâce à ce flou juridique, les agriculteurs biologiques sont fréquemment impliqués dans des querelles absurdes. Tandis que n'importe quel agriculteur peut commercialiser un produit contenant deux parties pour mille de produits chimiques de synthèse (D.D.T., dieldrine, aldrine, etc.), le Service de la répression des fraudes menace de poursuites les producteurs de produits « naturels », après « toute analyse qui ferait apparaître la présence d'un pesticide quelconque sur la marchandise prélevée. »

On croit rêver. En effet, comment produire des aliments propres alors que l'on retrouve du D.D.T. jusque dans les glaces du pôle Nord et dans les neiges de l'Himalaya ? Avec quelle eau les agriculteurs biologiques peuvent-ils arroser quand les rivières charrient les produits de synthèse des concurrents « chimiques » ? A quel vent se fier dès lors que chaque brise peut amener les produits pulvérisés à l'entour ? Et pour les fruiticulteurs, les traitements hebdomadaires sont monnaie courante : en « saison », il peut y en avoir trois fois par semaine. Jean Guigue, lui, a la chance d'avoir une propriété d'un seul tenant : « Cela évite les problèmes avec les voisins qui traitent. Mais je plains les agriculteurs biologiques qui ont de nombreuses parcelles ; à leur place, je serais toujours en procès. Enfin, pour nous tous, il y a la pollution atmosphérique contre laquelle nous

Suite page 38 →

Fiche pratique

Claude Aubert, ingénieur agronome et secrétaire général de **Nature et Progrès,** est le meilleur spécialiste français de l'agriculture biologique. Ses deux principaux ouvrages, parus aux éditions « le Courrier du Livre » (21, rue de Seine, Paris 75006), sont un manuel pratique de jardinage, **le Jardin potager biologique** (15 francs), et une analyse des fondements scientifiques de l'agrobiologie : **l'Agriculture biologique** (32 francs).

Nature et Progrès (3, chemin de la Bergerie, Sainte-Geneviève-des-Bois 91700 - tél. : 595-30-72) est une simple association fonctionnant avec un budget limité (100 000 francs par an) provenant des cotisations de ses 4 000 adhérents. Elle assure toutefois la publication d'un bulletin trimestriel et de documents techniques sur l'agriculture biologique. **Nature et Progrès** diffuse notamment un cahier des charges, qui énonce les diverses opérations et emplois de produits chimiques qu'elle juge ou non pratiquables en agriculture, et un répertoire des fournisseurs de produits et de matériels destinés à l'agriculture biologique. Enfin, elle tient un groupe de conseillers à la disposition de ceux qui ont des problèmes particuliers à résoudre.

La société **S.V.B. Lemaire-Boucher** (3, rue du Parvis-Saint-Maurice, Angers 49000) étudie concrètement les problèmes que peut rencontrer un agriculteur biologique dans son exploitation ; sous condition toutefois qu'il accepte d'employer sa méthode et de se fournir chez elle. Elle publie aussi un mensuel, **Agriculture et Vie** (un numéro contre 3 francs en timbres-poste).

Organic Gardening and Farming, publié aux Etats-Unis, est le plus grand journal consacré à l'agriculture biologique : plus d'un million de lecteurs (abonnement pour 12 numéros : 7 dollars. Rodale Books Inc., 33, east minor street, Emmaus, Pennsylvania 18049). A la même adresse, et pour onze dollars, un manuel détaillé de jardinage biologique : **How to grow vegetables and fruits by the organic method.**

The Mother Earth News (P.O. Box 38 ; Madison, Ohio 44057, USA) est une nouvelle revue américaine underground faite par des « jeunes adultes » décidés à vivre en harmonie avec la nature, et qui s'en expliquent.

L'AGRICULTURE



La terre est un milieu vivant, et une source de nourriture pour les plantes.
Les piliers de l'agriculture biologique sont:



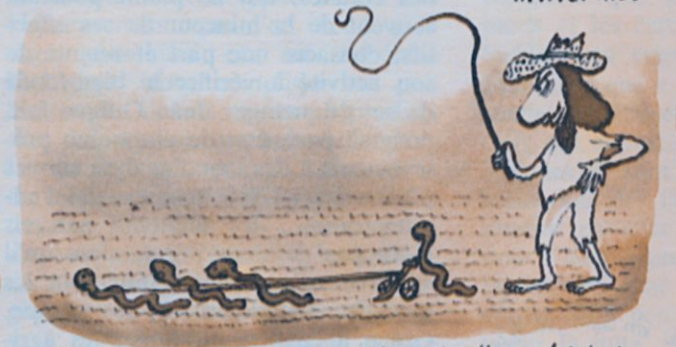
1° LA FERTILISATION BIOLOGIQUE: La fertilisation doit nourrir les êtres vivants du sol qui à leur tour, nourrissent les plantes.



Les microorganismes se nourrissent de matières orguniques animales (fumier de vache, de mouton, de cheval, de volaille, purin, guanos, etc) et végétales ... (et aussi de matières minerales naturelles)



... et pour l'hiver une couverture organique (du fumier frais, poudre de corne, déchets de laine, etc.)



2° LE TRAVAIL DU SOL : L'agriculteur biologique doit travailler la terre le moins possible. Les meilleurs "laboureurs" sont les racines des plantes, les vers, et tous les êtres vivants du sol.



Il faut ameublir la couche arable sur 20cm. environ sans melanger les couches du sol.



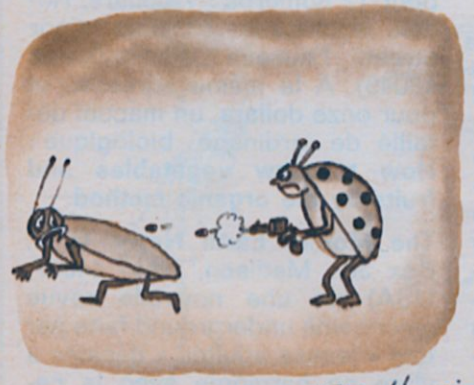
Les cultures associées : Associer des plantes entre elles présente de multiples avantages.



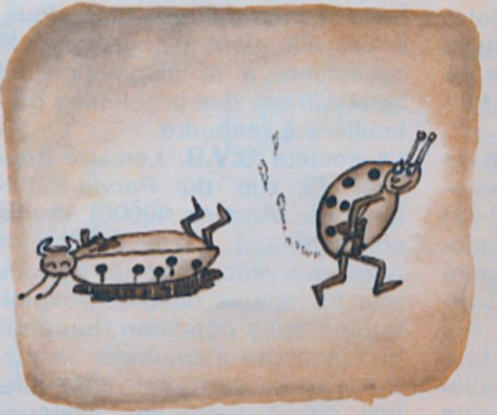
Mais il y a associations favorables...



... et associations défavorables.



LUTTE CONTRE LES PARASITES : L'agriculture biologique favorise la multiplication des predateurs...



... qui tuent les chenilles et les pucerons.



Les préparations à base de plantes et de mineraux naturels, les insecticides...



... à base sont les les pa

BIOLOGIQUE



La matière organique doit toujours être enfouie, mais jamais en profondeur...



La terre ne doit jamais rester à nu. Il lui faut...



...une couverture végétale vivante (ou de matière végétale verte, du compost, de la paille, du fumier frais, etc...)



...Le travail à la main avec la bêche à dents pour ne pas couper les vers de terre...



...et ne jamais travailler le sol lorsqu'il est humide.



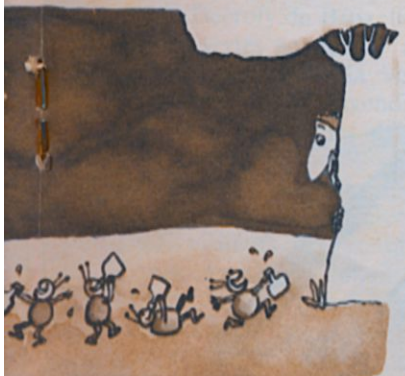
3° ROTATION ET ASSOCIATIONS DE CULTURES : On fera alterner des plantes ayant un mode végétatif différent

légumes-feuilles (ail, choux, oignon)
légumes-racines et tubercules (carotte, radis, pomme de terre)
légumes-fruits (melon, tomate)
légumineuses (fève, haricot, pois)









vegetaux, et les fungicides base de soufre et de cuivre, nt les moyens pour combattre s parasites.





Si vous savez pratiquer l'agriculture biologique elle vous donnera des récoltes plus abondantes, et des légumes et fruits plus savoureux.

Suite de la page 35.

ne pouvons rien. » L'agriculteur biologique doit donc surveiller d'un œil ses voisins et de l'autre le ciel, tout en s'assurant que ses semences n'ont pas été traitées.

Sans compter le problème de la reconversion. En effet, la plupart des insecticides sont rémanents : ils restent dans le sol, où les micro-organismes les détruisent peu et ne quittent la terre que petit à petit avec les récoltes. Donc, les produits d'une terre cultivée biologiquement depuis dix ans peuvent continuer à présenter des traces du D.D.T., de l'aldrine ou de la dieldrine que l'on y avait épandus auparavant. Pour les productions délicates, comme le vin par exemple, il faut d'ailleurs attendre avant de pouvoir commercialiser des produits « biologiques ». A titre d'exemple, Jean Guigue a dû laisser passer trois années avant de presser son raisin pour en tirer un « vin biologique ».

C'est dire qu'il faut avoir les reins solides pour passer de la « chimie » à l'agrobiologie. Guigue affirme que son revenu fiscal déclaré n'a pas baissé au cours des trois ans qui ont suivi sa reconversion. Peu d'agriculteurs biologiques peuvent en dire autant, car ces trois années-là sont justement nécessaires pour que la faune et la flore retrouvent leur équilibre écologique ; au début de la reconversion, quand la terre « souffle », les récoltes, soudain privées d'engrais et d'insecticides, sont faibles et infestées d'insectes. Il faut savoir et pouvoir attendre.

Jean Guigue, lui, a pratiqué durant deux ans l'aramothérapie (une coûteuse méthode « naturelle » destinée à lutter contre les insectes en utilisant l'essence de certaines plantes) pour éviter que les parasites ne reviennent plus vite que les prédateurs. Aujourd'hui, pucerons et coccinelles cohabitent dans des proportions qu'il juge satisfaisantes. Les terres donnent et les récoltes ne sont plus dévorées par la vermine : « On fait même pousser des épinards ou des navets, à l'occasion, dans les champs », commente Mme Guigue.

Si l'expérience de Jean Guigue peut avoir valeur d'exemple, elle n'en est pas moins exceptionnelle. Tous les agriculteurs ne disposent pas comme lui de quatre tracteurs, de sept ouvriers permanents et de trente personnes au moment des récoltes. Il travaille « biologiquement », mais, tout comme les agriculteurs « chimiques », il joue à l'industriel en spécialisant sa production.

Ce qui n'empêche pas les services officiels de considérer l'agriculture dite biologique comme « rétrograde ». Michel Cointat, alors ministre de l'Agriculture, ne l'a pas envoyé dire devant l'Assemblée nationale quand il dénonça une agrobiologie visant, selon lui, à « retourner aux conditions de production des végétaux et des animaux telles qu'elles étaient pratiquées il y a cent cinquante ans ». Néanmoins, le même Cointat a bien dû reconnaître l'échec de l'agriculture officielle en matière d'insecticides et préciser l'intérêt qu'il portait sur ce point aux solutions biologiques (1).

Aujourd'hui, la position officielle est devenue encore plus ambiguë. Témoin cette déclaration d'un conseiller technique du ministère : « Notre position est celle d'un équilibre raisonnable. Nous approuvons la tendance à la réduction de l'utilisation de produits chimiques, mais il n'est pas question de conseiller de renoncer aux engrais et pesticides, car ce serait l'aventure. »

L'aventure... c'est bien elle que vivent Jean Guigue et dix mille agriculteurs français en refusant d'acheter avec les « autres » les cinq millions de tonnes d'engrais chimiques de synthèse épandus chaque année à travers le pays. Cinq millions de tonnes ! Un fameux gâteau dont Guigue et ses amis ne savent pas encore si l'on peut impunément refuser sa part.

Quand il dit : « La grosse finance tient la chimie et, avec elle, on ne peut pas discuter », il ne donne pas envie de sourire.

Jean-François FOGEL

---

(1) Voir « Les Coccinelles avec nous », par Claudine Quiblier. (N.O. spécial Ecologie, juin 1972.)



LA CONTESTATION DE L'ECOLE DE LA CONTESTATION

On les visite, on les cite en exemple. Les écoles «modèles» sont des lieux de pèlerinage. On vient y chercher les recettes de l'impossible harmonie pédagogique. Jusqu'au jour où les élèves eux-mêmes posent des questions.

« *J'en ai marre d'être manipulé par la direction, je ne veux pas devenir un élève-flic !* » Paul, quinze ans, responsable politique, démissionne. Colère d'adolescent devenue familière à la plupart des établissements secondaires... Mais, cette fois-ci, assez singulière puisqu'elle naît dans une école d'avant-garde qui applique depuis plus de soixante ans déjà les principes éducatifs revendiqués en 1968 ; et qui est en Europe l'une des moins soupçonnables d'autoritarisme et de répression. A son tour, pourtant, l'école Decroly de Bruxelles — paradis des vertes années — a suscité la contestation... c'est la vocation des révolutionnaires d'engendrer des révolutionnaires qui les débordent sur leur gauche.

Haut lieu du tourisme pédagogique depuis 1910, l'école Decroly reçoit 2 000 visiteurs par an qui viennent y respirer l'air inhabituel de la liberté ; les futurs éducateurs observent sur le vif ces curiosités pittoresques et marginales qu'on appelle « les enfants de Decroly ».

« *Une gaie et jolie demeure au milieu de la verdure... un vrai château. Devant, une pelouse, de vieux arbres séculaires. Derrière, un chenil, des cages où nous pourrons élever quelques animaux, une conciergerie. Au-delà, la forêt...* Une forêt somptueuse, « *un milieu éducatif par excellence, terrain d'observation et d'activité idéal pour une école.* » Voilà la description qu'en faisaient les enfants en 1926 lorsque le docteur Decroly, fondateur du mouvement, installa définitivement son école à Uccle, dans la commune de Bruxelles. Aujourd'hui, la ville a rattrapé l'école, mais celle-ci bénéficie toujours d'un « environnement privilégié ».

Le dernier vieil arbre est mort ; il n'en reste plus qu'un dessin et son épitaphe : « A notre cher saule disparu. » A sa place, les enfants ont créé un jardin. Ils apprennent à travailler la terre et à planter : « *Il y aura des tulipes et des jacinthes au printemps* », répètent-ils chaque matin, le nez contre la terre.

Les classes sont des cavernes où s'entasse le trésor d'Ali Baba et des quarante voleurs : animaux, plantes, pierres, fleurs séchées, carcasses de crustacés, épis de blé, pinces à linge... Les murs s'ornent de dessins, de tracts, d'un tableau des saisons, d'articles de journaux et même d'un grand arbre-herbier.

Des visiteurs déambulent ; des passants traversent l'école « parce que c'est plus commode pour rentrer chez eux ». Les enfants n'y prêtent pas attention et continuent à « travailler ». Selon l'humeur, ils improvisent un happening, font de la musique ou fabriquent des casiers pour les tables parce qu' « *on en avait marre de ne pas savoir où mettre ses affaires* », explique un élève qui, l'instant d'après, interpelle le maître : « *Dis, Jean, tu nous diras comment on fait la colle ?* »

Dans l'école, ça sent la soupe : les petits de six ans ont apporté des légumes pour les dessiner et observer leurs métamorphoses pendant la cuisson. Gelé et crotté, un enfant entre en courant. « *Hé, d'où viens-tu ?* »

« *Je suis allé avec les autres dans la forêt regarder travailler les bûcherons. On a rencontré les « grands » qui tapaient sur des cymbales pour mesurer la vitesse du son... Ensuite, on est allé voir des maisons en construction. On a aidé les ouvriers à poser des briques.* »

A Decroly, la classe est partout : au jardin, à l'atelier, dans les chemins de campagne, aux carrefours des rues, chez l'épicier, dans les cours de ferme, au musée ou en voyage. Et dans une salle de classe — un « pis-aller », disait Decroly — quand on est obligé, comme les élèves du secondaire, d'apprendre malgré tout un programme et de passer des examens !

Mais pas d'horaire rigide, pas d'emploi du temps fixe. L'organisation d'une journée peut à tout moment être remise en question par un événement inattendu : l'arrivée d'un enfant venant d'Australie, l'éruption d'un volcan en Islande, la paix au Vietnam ou la naissance d'un cochon d'Inde à l'école.

Les enfants n'ont qu'à manifester leur intérêt : les enseignants sont là pour répondre à leurs questions : « *Cette ouverture au monde est naturelle au jeune enfant ; il s'agit ensuite de la cultiver et de l'entretenir.* » Impératif éducatif qui leur paraît plus essentiel que d'apprendre à lire, écrire ou calculer — toutes activités nécessaires mais qui ne doivent venir qu' « après ». « Après », c'est-à-dire une fois que l'enfant a fait connaissance avec lui-même. « *Ce qui l'intéresse avant tout,* disait le docteur Decroly, *c'est de savoir comment il est fait, comment fonctionnent ses organes ; comment il mange, respire, travaille, joue ; comment agissent ses sens, comment remuent ses membres, surtout sa main, et quels services ils lui rendent ; pourquoi il a faim, soif, froid, sommeil ; pourquoi il a peur et se fâche ; quels sont ses défauts et ses qualités.* » Pour Decroly, le rôle du maître était comparable à celui du jardinier qui respecte l'évolution naturelle des plantes tout en défrichant le terrain autour d'elles, attentif aux seuls besoins essentiels à leur survie. « *Ces besoins,* explique un disciple du maître, *peuvent être groupés en quatre catégories :*

se nourrir et se reproduire ;
se protéger contre les intempéries et s'adapter ;
se défendre contre les dangers et lutter ; travailler et se recréer.

Il faut orienter l'effort éducatif autour de ces centres d'intérêt. C'est en cela que le docteur Decroly s'oppose aux libertaires, partisans d'une non-directivité totale. »

A Uccle, quand un enfant atteint l'âge de huit ans, son maître s'efforce donc de mettre en relations chacun de ses besoins avec ceux des animaux, des végétaux, des minéraux, de la société, de l'univers. « *C'est vers l'enfant que tout se dirige, c'est à partir de lui que tout rayonne, disent les éducateurs. Il est son propre fil d'Ariane qui lui permet de se retrouver dans le dédale des notions que les siècles ont accumulés.* »

Les enfants font-ils de la biologie, de l'histoire, du français ou des mathématiques ? C'est une question que, « sur le terrain », ils ne se posent pas : « *Hier, on est allé visiter une ferme, on a vu trois veaux dont deux jumeaux de cinq jours et un autre de dix jours. On a vu des poulets, un lapin, un coq, un furet, deux cochons, des oies, des canards et un chien qu'on était en train de tondre.* » Et le maître : « *Cela fait combien d'animaux à plumes, à poil, à deux pattes, à quatre pattes ?* » Des mathématiques modernes sans douleur.

Peu à peu, les jeunes decroliens acquièrent donc toutes les connaissances que l'on retrouve dans les programmes officiels. Mais ils ont reçu, eux, une éducation plutôt qu'une instruction.

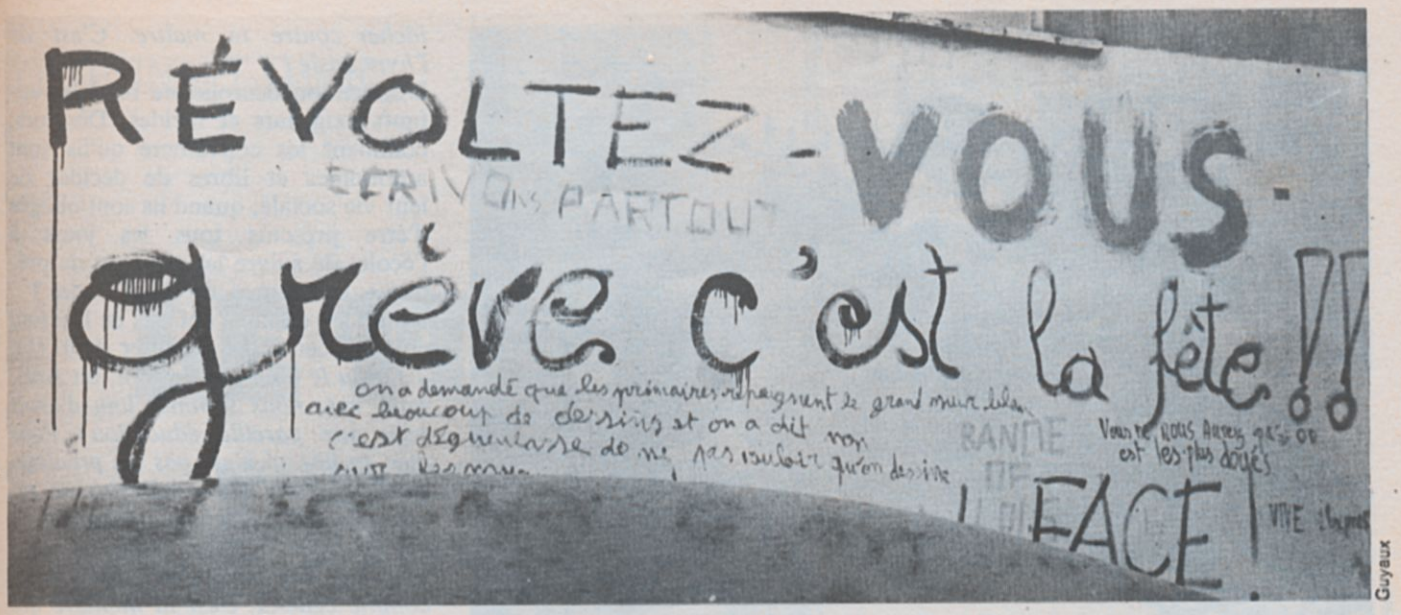
Une éducation qui a le mérite de former des esprits indépendants et vigilants, habitués dès leur plus jeune âge à n'admettre ni les contraintes inutiles, ni les brimades.

L'organisation sociale de cette cellule éducative fondée sur l'autodiscipline et la cogestion s'est faite sans problème. Chacun participe à la vie communautaire en assumant une charge sociale. « *Tous les enfants ont une responsabilité,* explique Marianne, dix ans ; *par exemple : ranger les peintures ou les caractères d'imprimerie, nourrir les animaux, s'occuper des plantes. En ce moment j'ai*

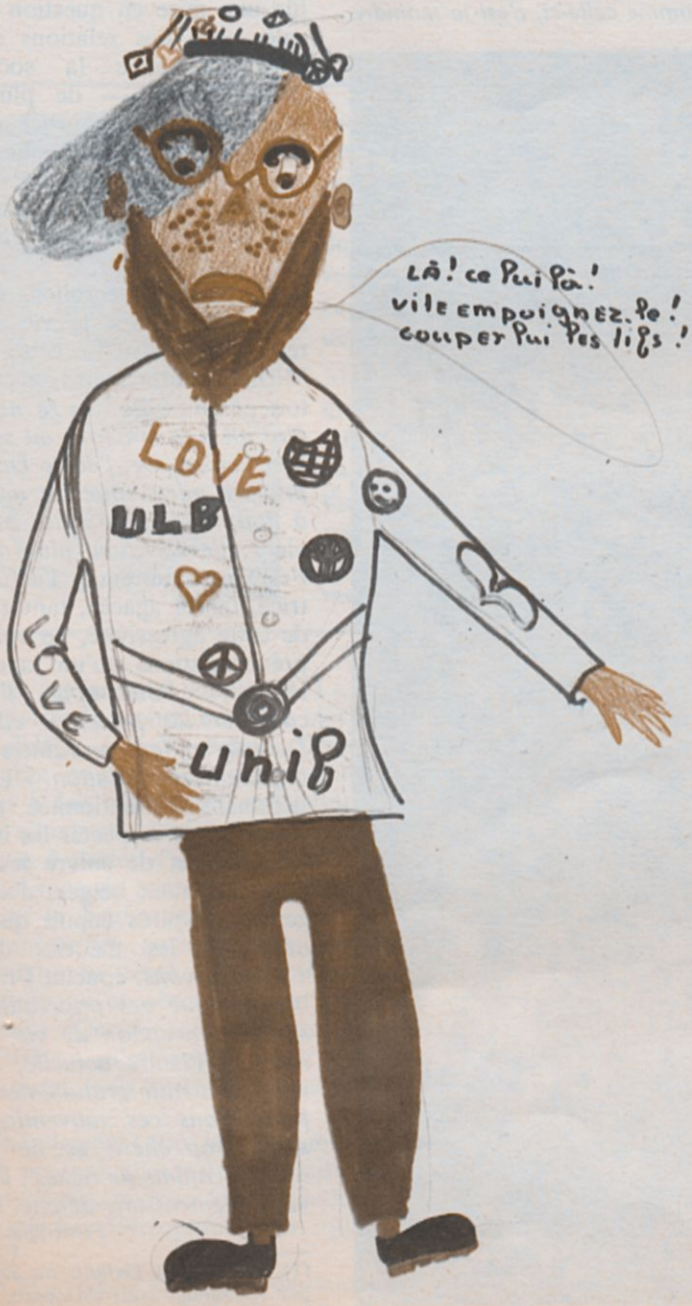


Guyaux

L'atelier d'imprimerie : une éducation plutôt qu'une instruction.



Slogans contestataires et libre inspiration : « Nous avons commis un sacrilège, alors on nous a saisis... »



la charge de la bibliothèque. »

Pas d'ordre, pas d'autorité. Mais des règles établies — et vivement défendues — par les enfants eux-mêmes dans le souci de l'intérêt général. *« Eric a commis un acte antisocial : il a volé de l'argent. Il faudra lui confier notre caisse commune. »* Dans le même esprit, une loi contre le tabac à l'école a été récemment votée. *« Fumer, ce n'est qu'un moyen pour avoir l'air d'être un adulte — une habitude vraiment stupide,* explique Jacques, quinze ans. *Si les grands fument, les petits n'ont plus de choix, ils fumeront pour les imiter. »*

Enfants et adultes prennent ensemble très à cœur la bonne marche de leur microsociété, qu'ils s'efforcent de rendre « la plus juste, la meilleure possible ». Mais les parents et les enseignants, malgré leur bonne volonté, ne savent pas toujours jouer le jeu qu'ils ont eux-mêmes choisi. L' « affaire du journal » est partie de là. *« On prétend que nous pouvons nous exprimer librement,* dit Paul. *C'est vrai quand il s'agit de critiquer les autres ; mais l'école Decroly, il ne faut pas y toucher. Dans notre journal, nous avons commis ce sacrilège, alors on nous a saisis... »*

Cette contradiction entre les principes et les actes vaut aussi pour la cogestion : toutes les décisions importantes sont, bien entendu, prises par la direction, ce qui amène Marc, dix-sept ans, à dénoncer la faillite relative des rapports entre maîtres et élèves. *« On affirme que nous sommes égaux. En réalité, nous n'avons pas les mêmes droits. Il n'y a pas de crainte entre nous et c'est bien. Mais un maître peut se fâcher contre un élève et l'élève n'a pas le droit de se*



Guyaux

La classe et la balade dans les bois : « Une école comme celle-ci, c'est la moindre des choses. »



Guyaux

fâcher contre le maître. C'est de l'hypocrisie ! »

L'éducation decrolienne rend les enfants exigeants et lucides. Dès lors, comment les convaincre qu'ils sont autonomes et libres de décider de leur vie sociale, quand ils sont obligés d'être présents tous les jours à l'école, de suivre les cours et de préparer un examen de fin d'études ?

Résultat : certains enfants de Decroly envient ceux de Summer Hill (1). « *J'ai lu le bouquin de Neil,* dit Axel, seize ans, *nous sommes loin d'avoir reçu une pareille éducation ! Pour eux, la liberté n'est pas un privilège, et ils ne sont pas confondus de reconnaissance d'avoir échappé à l'école traditionnelle. Nous ne sommes pas des miraculés... Une école comme celle-ci, c'est la moindre des choses.* »

Mais au-delà de ces critiques se profile une mise en question plus générale, celle des relations que l'école entretient avec la société. Des contestataires — de plus en plus nombreux — lui reprochent d'endormir leur conscience politique. « *Envoyer des crayons et des cahiers aux enfants vietnamiens ou des boîtes de lait dans les pays du tiers monde n'est pas suffisant.* »

Si les anciens decroliens sont entrés sans heurts dans la vie active, eux refusent aujourd'hui cette facilité. Et Michel, quatorze ans, accuse sur un ton péremptoire : « *Je ne veux pas être un bon employé au service d'un bon patron. Or, l'école Decroly nous prépare mieux que les autres écoles à nous intégrer à cette société* antivie : *elle est donc plus mauvaise.* »

Francine Dubreucq, l'actuelle directrice, tantôt agacée, tantôt enchantée de cette agressivité, ne voit dans ces préoccupations qu'un luxe de privilégiés : « *Pour nous, il s'agit de concilier les principes éducatifs de Decroly et les contraintes que nous impose notre situation.* » L'école, entièrement subventionnée par l'Etat, est tenue de respecter les instructions officielles et de suivre les programmes nationaux belges, d'ailleurs largement inspirés depuis quelques années par les théories du maître. « *Nous savons,* conclut Francine Dubreucq, *que ces impératifs influent sur la conception de vie de l'école. Mais, à l'heure actuelle, nous pouvons accueillir gratuitement 650 enfants. Sans ces subventions, l'école serait trop chère et ne profiterait qu'aux enfants de riches ; là, ce serait véritablement une défaite.* »

Frédérique LEBELLEY

(1) Voir *Libres Enfants de Summer Hill,* par Alexander Neil (Maspero, éd.).

LE TIERS MONDE PRIS AU PIEGE

par Moïses Ikonicoff



D.R.

Le sous-développement a sa littérature. Nombreuse, prolixe, parfois généreuse. Les théoriciens parlent de division du travail, d'aide au tiers monde, de révolution verte, d'exploitation des nations prolétaires ; ils déplorent qu'un dollar, investi dans l'aide aux pays d'Amérique latine, rapporte en retour trois dollars aux Etats-Unis : ils dénoncent les mécanismes de l'échange inégal en vertu duquel les pays pauvres doivent produire aujourd'hui deux fois plus de cacao ou d'étain pour obtenir le même tracteur qu'il y a dix ans. Ils parlent, déplorent et dénoncent, mais ne remettent rien en question.

Moïses Ikonicoff, lui, remet tout en question et, d'abord, la notion même de pays pauvre. Cet économiste argentin, directeur des études à l'I.E.D.E.S. (Institut d'études du développement économique et social), affirme que les nations sous-développées sont parfois des nations riches. Paradoxe, provocation, ou analyse entièrement nouvelle ? Ikonicoff répond par des variations sur un thème obsessionnel : l'écologie politique, c'est d'abord la suppression des dépendances, l'ouverture du piège dans lequel l'Occident a enfermé le tiers monde.

Méfions-nous des notions simplistes. La plus répandue consiste à diviser le monde en deux blocs — pays pauvres, pays riches — dont chacun correspondrait à un certain nombre de caractéristiques communes. La réalité est tout à fait différente ; recouvrant une extrême diversité de situations, d'évolutions et de tendances, elle n'autorise pas à parler d'une stratégie globale du développement. Avant de passer aux remèdes, il faut donc s'entendre sur le diagnostic.

La notion même de sous-développement est la première à remettre en cause. Cette notion est aujourd'hui figée, apologétique et obscurcie par toute une mythologie à laquelle l'Occident, imbu de sa prétendue « mission civilisatrice », n'est pas étranger. Certains mythes ont la vie dure, mais ceux-ci peuvent-ils résister aux chiffres ?

On dit généralement que le tiers monde est pauvre parce qu'il n'a pas d'industrie. L'industrialisation est l'activité privilégiée, presque le monopole, sinon le synonyme, des pays « développés ». Or, que montrent les statistiques ?

Entre 1938 et 1965, le taux de croissance de l'industrie a atteint une moyenne de 6 % pour l'ensemble des pays dits « sous-développés » — ce qui représente trois fois plus que le taux de croissance de l'agriculture, inférieur à 2 %. « D'accord, rétorqueront les économistes, mais ce n'est là qu'une tendance, peu significative dans des pays partis de zéro. »

Voyons alors dans quelle mesure cette tendance « peu significative » agit sur les structures, et quelle est la part de l'industrie dans le revenu national. Cette part est quasiment nulle en Afrique noire où l'agriculture et les ressources minières continuent à l'emporter. En gros, le Sénégal, c'est l'arachide, et le Gabon, c'est le bois, l'uranium et le manganèse.

En Egypte, par contre, les chiffres changent : en 1968, 15,8 % du revenu national en industrie contre 24,4 % en agriculture. En Inde, l'industrie atteint 19 % dès 1964 et, dans certains pays d'Amérique latine, la proportion est inverse : 23 % en industrie contre 19 % en agriculture au Mexique ; 23,8 % contre 16,1 % au Brésil ; 38 % contre 14 % en Argentine. Alors, faiblesse de l'industrialisation ? Allons donc ! Elle est entamée presque partout ; elle est en train de dominer en Asie et elle est déjà effective en Amérique latine. On me répliquera qu'il s'agit là d'une industrie légère,

En l'an 2000, l'écart entre pays pauvres et pays riches sera de 1 à 400

impropre à asseoir l'autonomie économique d'un pays. C'est faux ou en voie de l'être : en effet, entre 1938 et 1965, l'industrie manufacturière légère est passée de 47 à 151 (en prenant 100 comme indice de 1958) dans l'ensemble des pays du tiers monde ; dans le même temps, l'industrie manufacturière lourde — celle qui produit ce que les économistes appellent les « biens de consommation intermédiaire », tels que chimie, pétrochimie, acier — augmentait, elle, de 28 à 194. Donc, non seulement l'industrie lourde existe, mais elle s'accroît plus rapidement que l'industrie légère.

Maintenant, que ces industries soient efficaces ou non, qu'elles modifient ou non le contenu des exportations, c'est un autre problème. Si le Brésil, par exemple, qui produit lui-même 95 % des biens industriels qu'il consomme, continue à n'exporter que des produits primaires tels que le café ou le minerai de fer, c'est parce que son économie subit des « distorsions » qui n'apparaissent pas dans les chiffres. De toute manière, même si ces chiffres se révèlent insuffisants pour tout expliquer, ils n'en révèlent pas moins l'hétérogénéité du développement de ces espaces économiques que l'on continue à comptabiliser, globalement et un peu hâtivement, comme « sous-développés ».

Est-ce à dire qu'il faut renoncer une fois pour toutes aux catégories puisqu'il existe autant de situations que de pays ? Certes pas. Il y a une grande différence entre le tiers monde et le monde riche, mais elle n'est pas perceptible par la typologie classique au nom de laquelle la France (pourquoi pas ?) serait un pays sous-développé par rapport aux Etats-Unis. Alors, comment saisir l'unité profonde du tiers monde ? Peut-être en se plaçant sous une lumière nouvelle : celle d'un système économique mondial et de ses sous-systèmes.

A quand remonte le pénomène du sous-développement ? La question peut paraître naïve ou incongrue, mais réfléchissons : avant la révolution industrielle, l'écart entre pays pauvres et riches était de 1 à 1,7 ; ce n'est qu'après la formidable explosion des forces productives occidentales, donc au milieu du XIX[e] siècle, que cet écart s'est élargi jusqu'à la déchirure : il est actuellement de 1 à 70 et, si l'on en croit certains futurologues, il sera de 1 à 400 en l'an 2000.

Que s'est-il passé au juste voilà plus d'un siècle ? Pour la première fois, l'économie mondiale devenait un tout cohérent, un ensemble intégré. Les rapports économiques entre les pays n'étaient qu'intermittents et, brusquement, ils durent s'organiser en un système où chaque élément réagit en fonction d'un tout.

Ce « tout » était l'invention des pays qui avaient réalisé la révolution industrielle et le nouveau système, dont ils étaient le centre, répondait à leur dynamisme propre et à leurs besoins. Avec l'expansion, ils se mirent à intégrer d'autres pays qui avaient, sinon des niveaux, du moins des rythmes de développement différents. Sommés de participer à un système qui n'était pas le leur, ces pays sont restés à sa périphérie et, depuis lors, leur évolution est commandée par celle d'un centre qui obéit, lui, à un mécanisme autonome. Ce fut particulièrement le cas de l'Angleterre, à cette époque « centre du

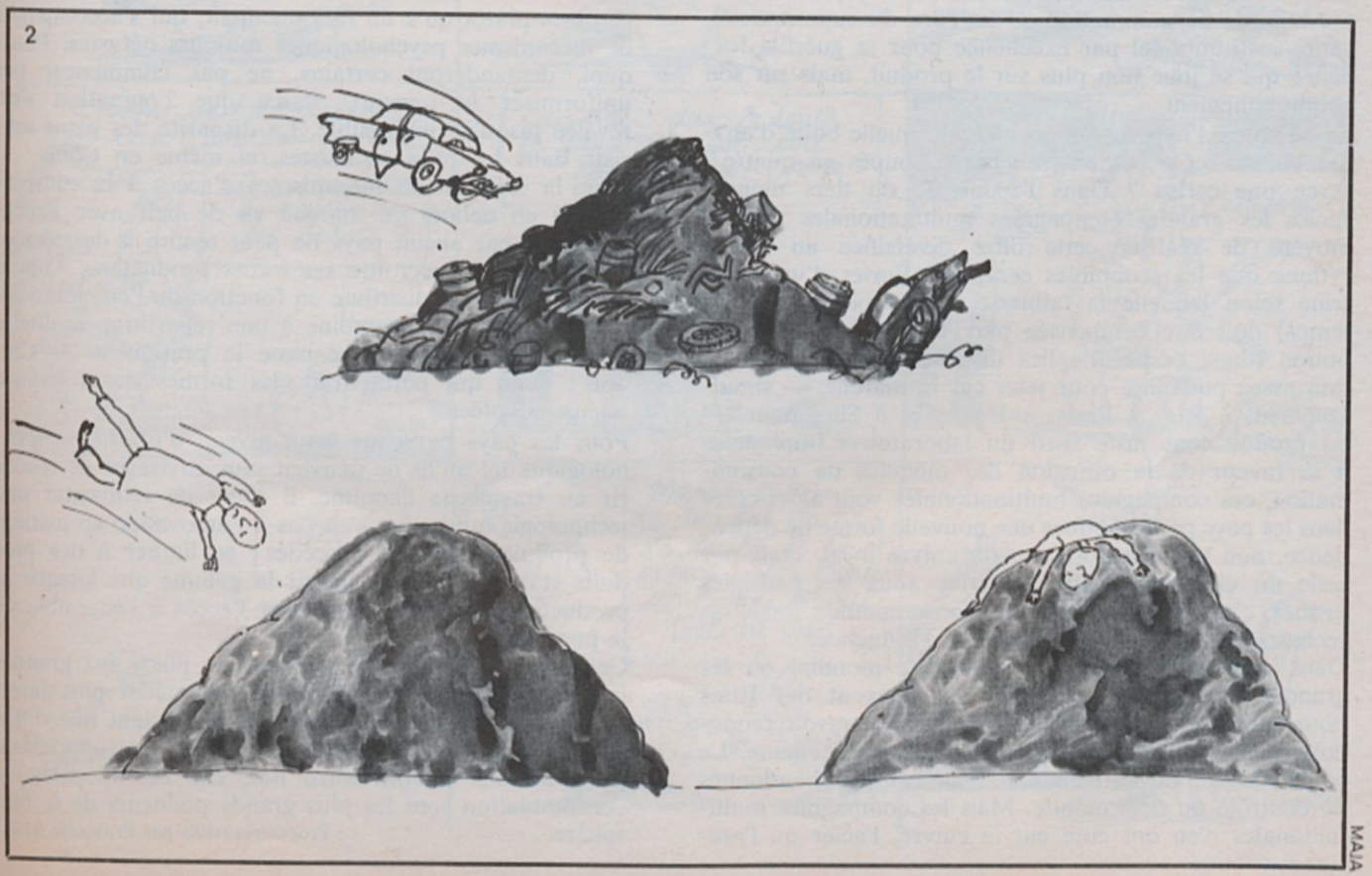
1



Au Brésil, l'État achète les stocks de café pour mieux les détruire

centre ».
Toute l'histoire du sous-développement s'est jouée là. Les drames actuels proviennent de ce divorce entre *un centre* — qui définit, décide et contrôle le progrès technologique, qui est en mesure de diffuser de nouveaux modèles de comportement — et *une périphérie*, réduite à absorber ces modèles de manière passive sans pouvoir ni les susciter ni les maîtriser.
Le sous-développement est une agression économique. Pressés par les besoins de leur industrialisation, les pays du centre ont dû trouver de nouvelles sources de matières premières et de denrées alimentaires. Ils ont prélevé là où se trouvent ces sources : dans les pays périphériques, avec ou sans colonisation politique selon les cas. C'est l'origine du fameux « échange inégal », qui fait donner davantage qu'on ne reçoit : des matières premières à des cours bas, non stables, contre des produits manufacturés achetés à des prix élevés. En privilégiant ce mécanisme dans leurs rapports actuels, les économistes laissent entendre qu'il continue à caractériser l'ensemble du commerce avec le tiers monde. Ce qui est encore vrai pour la plupart des pays africains, mais depuis longtemps faux pour beaucoup de nations d'Amérique latine.
Il y a cent ans, la dépendance engendrée par ce type d'échange était bien entendu essentielle. On a raison de la souligner, mais on a tort d'oublier qu'une dépendance peut changer de nature au cours de l'histoire. Il faut oser faire une petite révolution copernicienne dans l'analyse des causes du sous-développement, inverser les termes et examiner ce qu'on laisse généralement dans l'ombre : le rôle joué par les importations dans les pays du tiers monde.
En mettant en valeur ses ressources naturelles, le tiers monde a augmenté ses revenus. Mais au profit de qui ? D'une mince couche sociale, représentant rarement plus de 10 % de la population, composée de propriétaires fonciers ou d'une classe intermédiaire urbaine. L'apparition de ces groupes sociaux sur lesquels va se concentrer le revenu national est déterminante, car, seuls en mesure d'acquérir les articles exportés par le centre, ils en imiteront les modèles de comportement. Rappelons-nous la crise des années 30. L'organisation économique imposée par l'Angleterre s'effondre et entraîne un retour au protectionnisme et une forte régression des échanges. Mais les modèles de comportement sont déjà bien ancrés dans les pays périphériques, où la demande subsiste d'autant plus que les revenus monétaires n'y ont pas baissé. En l'absence d'exportations, c'est l'Etat qui se met à acheter les stocks... au besoin pour les détruire ! Au Brésil, le café ainsi jeté représentera jusqu'à six fois le volume des exportations annuelles.
Les biens qu'on importait auparavant commencent alors à être produits sur place. Ce phénomène de substitution aux importations suscite la première amorce d'industrialisation pour des pays comme l'Argentine, le Brésil, le Mexique, le Chili et l'Uruguay. En l'absence de concurrence avec l'extérieur, les conditions sont apparemment favorables, mais, en fait, défavorables pour l'avenir,

2



MAJA

Objectif numéro un : supprimer les grandes firmes multinationales

car c'est généralement la concurrence qui limite les prix. Chers, ces produits locaux ne seront pas compétitifs : d'où l'inefficacité de ces petites industries légères qui ne parviendront jamais à s'intégrer aux exportations. De plus, de telles industries travaillent essentiellement pour les minorités privilégiées qui exigent les mêmes produits (vêtements, chaussures, voitures) que ceux auxquels les avaient habitués New York ou Paris. En gros, la population active continue donc d'être exclue : ne pouvant entrer dans l'appareil de production, elle reste à l'écart du monde de la consommation.

Et il va falloir approvisionner ces petites industries manufacturières locales ; c'est le rôle des fabricants d'équipements et de biens intermédiaires qui devront recourir à la même technologie ultra-moderne que les pays développés. Car, au bout de la chaîne, la clientèle est restée la même : minoritaire, mais difficile. Aussi, même quand apparaît l'industrie lourde, même quand l'Etat la prend en charge, au lieu de s'atténuer les distorsions s'accentuent et, avec elles, l'inefficacité, la concentration des revenus et l'absence d'intégration de la population active. En revanche, la dépendance vis-à-vis de l'extérieur diminue : comme on le constate aujourd'hui, le Brésil, le Mexique, l'Argentine et, dans une moindre mesure, le Chili se dégagent de plus en plus des importations de biens d'approvisionnement qu'ils sont en mesure de produire eux-mêmes.

Au-delà de cette étape, l'économie des pays sous-développés se met à ressembler à celle des pays développés en reproduisant la même dynamique de croissance fondée sur une diversification très poussée des produits de consommation. C'est l'ère du supermarché, cadre institutionnel par excellence pour la guérilla forcenée qui se joue non plus sur le produit, mais sur son conditionnement.

On retrouve l'hyperchoix occidental : quelle boîte d'ananas choisir ? Coupés en tranches ? Coupés en quatre ? Avec une cerise ? Dans l'économie du tiers monde, seules les grandes compagnies multinationales ont les moyens de réaliser cette offre diversifiée au même rythme que les économies centrales. Fortes d'une doctrine selon laquelle la faiblesse d'un produit (dans le temps) doit être compensée par l'étendue de sa distribution (dans l'espace), elles disposent d'une organisation assez puissante pour jeter sur le marché — simultanément à Rio, à Paris, à Dakar et à Singapour — un produit tout juste sorti du laboratoire. Implantées à la faveur de la diffusion des modèles de consommation, ces compagnies multinationales vont alors créer dans les pays périphériques une nouvelle forme de dépendance, non par l'exploitation du cuivre local, mais par celle du chocolat ou de l'aspirine sous ses multiples formes, c'est-à-dire de biens de consommation finale — secteur dont on a toujours négligé l'influence.

Dans une restructuration du système mondial où les grandes firmes multinationales se dégagent des Etats pour constituer une source autonome de pouvoir économique, on voit ainsi se dessiner un nouveau schéma. Le cuivre, l'acier ou l'arachide sont désormais abandonnés au contrôle du tiers monde. Mais les compagnies multinationales n'en ont cure car le cuivre, l'acier ou l'arachide ne peuvent plus grand-chose pour l'autonomie économique du tiers monde ; elles se contentent des produits manufacturés car, à travers eux, elles diffusent des habitudes de consommation qui leur permettent de dominer des Etats soi-disant souverains.

Alors, comment renverser cette tendance ? Comment éviter ces économies bloquées qui ne travaillent que pour une classe sociale privilégiée ? Comment combattre une situation aussi ubuesque que celle de l'industrie automobile brésilienne ?

Rappelons les faits : au Brésil, le marché automobile est saturé ; la fabrication doit donc normalement s'orienter vers des modèles moins coûteux destinés à des couches sociales plus modestes. Il s'est passé exactement le contraire : ce type de voitures a régressé tandis qu'augmentait la fabrication des modèles de luxe. Robert McNamara, directeur de la Banque mondiale du développement, a expliqué le phénomène avec deux chiffres : la part du revenu des 70 % de la population brésilienne non intégrée à l'appareil de production équivalait à 10 % du revenu national il y a dix ans. Aujourd'hui, elle n'en représente plus que 8 %.

La solution est-elle dans l'aide aux pays sous-développés ? Non. Car l'aide n'est qu'un mécanisme destiné à préserver et à reproduire une forme de développement dans la dépendance et l'exclusion.

Or l'important est de favoriser l'intégration de l'ensemble de la population à la vie économique du pays. On peut s'y prendre en uniformisant la consommation, ce qui la dégagerait du revenu : je pense à une perspective socialiste avec des solutions communautaires type cantines plutôt qu'à un rationnement, qui s'accompagne de mécanismes psychologiques toujours néfastes. Pourquoi, demanderont certains, ne pas commencer par uniformiser le revenu ? Parce que l'opération s'est révélée jusqu'ici impossible. La disparité des gains subsiste dans les pays socialistes, et même en Chine.

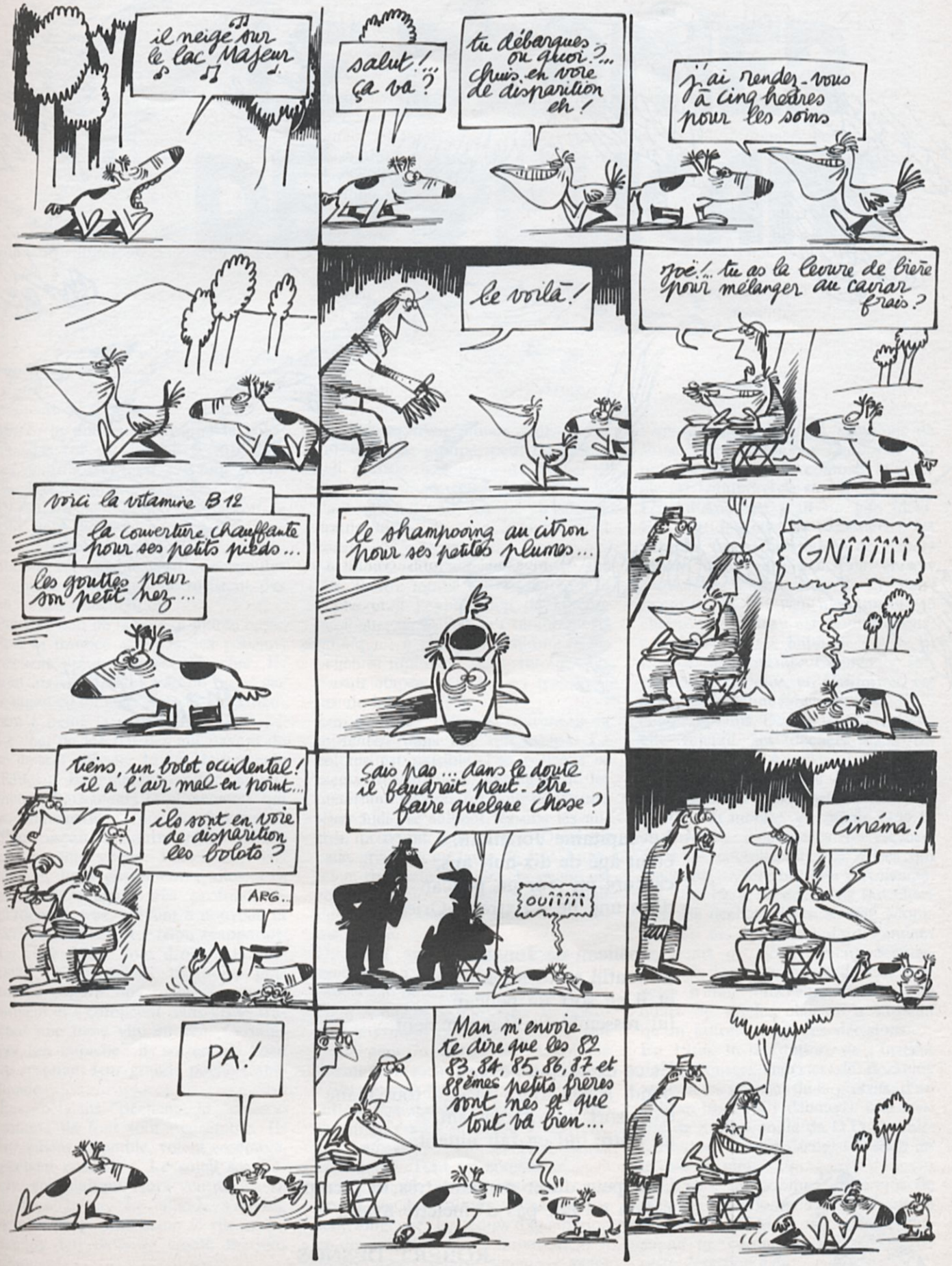
Mais la création de mécanismes d'accès à la consommation en dehors du marché va de pair avec l'accumulation, car aucun pays ne peut tendre à des formes égalitaires sans accroître ses forces productives. Que le revenu soit donc distribué en fonction de l'emploi, d'accord, mais qu'il se combine à une répartition égalitaire des biens essentiels — comme le pratiquent les Chinois ; voilà qui permettrait des formes de croissance mieux adaptées.

Pour les pays parvenus à un niveau d'utilisation technologique tel qu'ils ne peuvent plus envisager de recourir au travail de l'homme, il s'agit de réinventer une technologie qui ne tendrait pas à l'innovation en matière de produits, mais de procédés : se limiter à des produits standard et n'en élargir la gamme que lorsque la productivité générale en permet l'accès à l'ensemble de la population.

Ce système ne laisserait plus aucune place aux grandes firmes multinationales. Elles ne pourraient plus intervenir, ni en tant que producteurs ni en tant que diffuseurs de modèles de consommation. En les supprimant, nous aurions atteint notre but, car ces modèles de consommation sont les plus grands pollueurs de la biosphère.

Propos recueillis par Françoise BIRO

UN CAS SOCIAL : LE BOLOT OCCIDENTAL par Claire BRETÉCHER





Le capitaine Jonathan,
étant âgé de dix-huit ans,
capture un jour un pélican
dans une île d'Extrême-Orient.

Le pélican de Jonathan
au matin pond un œuf tout blanc
et il en sort un pélican
lui ressemblant étonnamment.

Et ce deuxième pélican
pond, à son tour, un œuf tout blanc
d'où sort, inévitablement,
un autre qui en fait autant.

Cela peut durer pendant très longtemps
si l'on ne fait pas d'omelette avant.

ROBERT DESNOS





LE DERNIER DES PELICANS

1969 : le malheur a frappé la colonie. Le sol est jonché d'œufs cassés, écrasés. Sur les 1 272 nids recensés, il reste quatre oisillons.

1973 : un seul petit pélican voit le jour dans l'île d'Anacapa, au large de la Californie. L'échec de la reproduction est attribué à la minceur des coquilles d'œufs qui ne résistent pas au temps d'incubation.

Pas très loin de la côte, à marée basse et à la tombée du jour, les pélicans pêchent sur des bancs de rocher. Ils sont arrivés de leur lieu de repos sur le lagon en longues spirales qui effleurent à peine la surface de l'eau.

Le chef de file bat des ailes avant de se laisser glisser. Longs battements d'ailes ; battements d'ailes majestueux ; battements et glissements qui se transmettent, imperceptiblement, d'un oiseau à l'autre pour former comme une vague. Battement, battement, long glissement d'ailes. Les pélicans plongent très profond, se perdent de vue, crèvent à nouveau la surface de l'eau. La tribu réapparaît. Le chef s'élève tout droit, à la verticale, s'immobilise, tournoie, puis tombe comme une balle ; les autres suivent et s'enfoncent dans l'eau, traçant une ligne vite effacée. Certains ont fait mouche : ils sortent de l'eau en secouant leur grande poche translucide.

Les pélicans pêchent le poisson comme ils font tout : ensemble. Ils travaillent ensemble, volent ensemble, pêchent ensemble. Le soleil se couche en éclairant leurs ventres de sa lumière rouge. Le monde s'apaise, semble se purifier selon le rite cénozoïque qui date de trente millions d'années.

Illustration de Carky Viniane.

Le pélican n'est jamais seul. Il est l'oiseau d'un groupe, petit ou grand. Un groupe à l'intérieur duquel il dort, il lisse ses plumes, il pêche, il s'accouple, il naît. La vie en société donne forme et sens à la vie tout court.

La moitié de l'année se passe sur l'île, l'autre moitié est consacrée à la pêche et à l'exploration de la côte pacifique, de Baja à la Colombie britannique ; à la fin de l'automne, les pélicans amorcent leur retour, par petites étapes, vers le lieu traditionnel de la couvaison.

Les premiers oiseaux arrivent à la mi-février dans l'île d'Anacapa. La colonie est paisible. Les pélicans se meuvent lentement, rassemblent les matériaux nécessaires pour construire leurs nids, se saluent les uns les autres, prennent leur temps. Dans les eaux gris-bleu au large de Los Angeles et de Santa Barbara, la pêche est souvent bonne ; ils ont donc le loisir de passer de longues heures à la colonie même.

Du nord au sud, ils arrivent par groupes ; toujours par groupes. Ils retrouvent de vieux amis, déterminent l'emplacement de leurs nids. Ils honorent le contrat que leurs ancêtres ont passé avec la Terre. De la colonie émane une sorte de sérénité antique. L'île s'enveloppe de rêve. Pas de luttes. Pas d'autres bruits que celui du ressac contre la falaise et du vent. Les journées passent, longues, claires et fraîches. Tout est normal.

Les pélicans vivent environ trente ans. Chez les animaux doués d'une telle longévité, les temps d'incubation et de couvaison sont importants : il faut compter quatre semaines avant l'éclosion et huit à dix semaines de soins aux oisillons à l'intérieur du nid. Ce qui explique combien la colonie est tributaire de sa pêche.

L'île d'Anacapa était un gîte idéal. Elle est devenue un cimetière : les pélicans furent incapables de s'apercevoir que leurs poissons étaient contaminés par le D.D.T. Et, l'auraient-ils su, que rien n'en aurait été changé : le pélican est, comme nous, prisonnier de ses habitudes.

La société Montrose Chemicals, implantée à Torance, en Californie, est le plus important fabricant de D.D.T. des Etats-Unis. Depuis vingt-cinq ans, elle rejetait ses déchets dans les égouts de Los Angeles. Le poisson pêché au large de Los Angeles contient donc la plus forte densité de D.D.T. au monde. Ce même D.D.T. se retrouve, à des doses très élevées, dans les coquilles d'œufs brisés qui jonchent aujourd'hui l'île d'Anacapa. En juin 1971, le déversoir qui charriait les déchets de la société Montrose lui est interdit. Enfin ! Pendant un quart de siècle, aucun responsable de la municipalité de Los Angeles n'était intervenu. Pendant un quart de siècle, chacun a attendu qu'un autre prenne les décisions.

En 1966, le laboratoire de l'Institut des ressources marines de Berkeley analysa les muscles de la poitrine d'un pélican brun ; il y découvrit une densité de 84,1 p. mille de D.D.T., chiffre encore jamais enregistré chez un oiseau de mer.

En 1968, un nombre important de pélicans abandonne l'île sans même attendre l'éclosion des œufs. Personne ne comprend les raisons de cette désertion.

En 1969, des ornithologues en mission à Anacapa révèlent que la coquille des œufs est deux fois plus mince qu'en 1943.
En 1970, le Fonds pour la défense de l'environnement intente un procès à la société Montrose et l'enjoint de ne plus utiliser les égouts de Los Angeles. L'affaire traîne en longueur car, avant tout, la Cour suprême des Etats-Unis doit décider si un groupe privé a le droit d'entreprendre une action en justice lorsque son intérêt propre n'est pas directement en jeu. Le Fonds pour la défense de l'environnement ameute alors l'opinion publique et, devant le succès de sa campagne, Montrose est contraint de capituler : en juin 1971, la société annonce qu'elle enfouira désormais ses déchets dans le sol, grâce à un procédé de pénétration chimique. Ce procédé existait depuis longtemps. Appliqué quelques années plus tôt, il aurait sauvé les pélicans bruns de Californie.

1972. En cette fin d'avril, le ciel est couvert. Les vents soufflent en tempête depuis plusieurs jours sur Anacapa. Il est presque impossible de s'aventurer dehors. Les pélicans, eux, ne semblent pas gênés ; le vent est leur allié, leur « monture » ; ils savent le maîtriser et s'en servir.
Il y a pourtant quelque chose de bizarre dans leur attitude ; une sorte d'irrésolution. Ils abandonnent leurs nids avant de les terminer, volent sans but, arrivent et repartent sans raison apparente, errent au hasard dans l'île. On croirait que la présence de leurs œufs fragiles et démesurés les angoisse. Ils les abandonnent à la voracité des mouettes, ou pis :

« ... *L'œuf est dans le nid depuis une semaine,* rapporte l'ornithologue Franklin Gress. *Le pélican s'apprête à le couver quand, tout à coup, il se soulève, se penche et donne sous sa poitrine un grand coup de son long bec qui réapparaît couvert de débris de coquille, dégoulinant de jaune et de blanc. L'oiseau laisse tomber l'œuf brisé, mange son contenu et repousse la coquille à un mètre de lui. A violents coups de bec, il s'attaque alors au nid. Les ailes déployées, le corps secoué de soubresauts, il arrache les brindilles et les jette le plus loin possible. Il travaille ainsi, furieusement, pendant près d'une demi-heure, puis s'arrête brusquement et, debout au bord de cette ruine, fait claquer son bec. Il reste là pendant plusieurs heures, tantôt à lisser ses plumes, tantôt à achever de détruire son nid. Ce jour-là, un peu plus tard, il s'envole pour ne plus jamais revenir. La colonie compte un nid de moins.* »


ROGER-VIOLLET

A Bolinas, les pélicans pêchent à l'entrée du lagon. La marée vient de changer. Ils tournoient à un mètre au-dessus de l'eau bleu-vert, surveillant les bancs de petits poissons. Grâce à mes jumelles, je ne les quitte pas des yeux. Ils volent avec précision, force et sûreté. Ils sont les maîtres de l'air ; ils sont le vol lui-même. En les voyant prendre leur essor, puis glisser et planer, je sens répondre les muscles de mon dos, de mes épaules et de mon cou. Je « veux » voler. C'est une impression qu'il faut ressentir dans son propre corps. Par une sorte de miracle, je participe à leurs mouvements somptueux.

Je me demande ce qu'il faudrait voir en eux, ce qui me les révélerait vraiment, ce qui pourrait les révéler aux autres, pour nous convaincre de les protéger et de les sauver.

Et les pélicans qui tournoient m'imposent une image. Je me prends à concevoir l'évolution sous la forme d'une grande boule d'argile qui contiendrait toutes les formes de vie. Au fur et à mesure qu'une espèce sort de la boule et se transforme, l'espace qui l'entoure bouge et se transforme également. La boule devient comme un labyrinthe à facettes et multicolore, formé de tous les voyages à travers le temps de toutes les créatures de la planète.

Chacune de ces créatures connaît intimement les formes, les couleurs, la matière de son propre tunnel, de son sillon secret. Et, nous-mêmes, nous ne connaissons leur existence que parce que chaque animal, chaque plante, se dresse comme un étendard au seuil de son tunnel.

Nous n'en connaîtrons jamais plus. Nous ne saurons jamais comment un pélican ressent l'air ou les embruns qui le frappent lorsqu'il approche de la barre ; nous n'entendrons pas son histoire ; nous ne comprendrons pas les signaux silencieux que donne le chef pour changer de direction, ni les légers glissements qui informent chaque oiseau et lui rapellent qu'il n'est pas seul au monde. Nous resterons ignorants de tout cela et de bien d'autres secrets. Qu'importe ? L'existence de chaque être vivant est sa propre raison d'être.

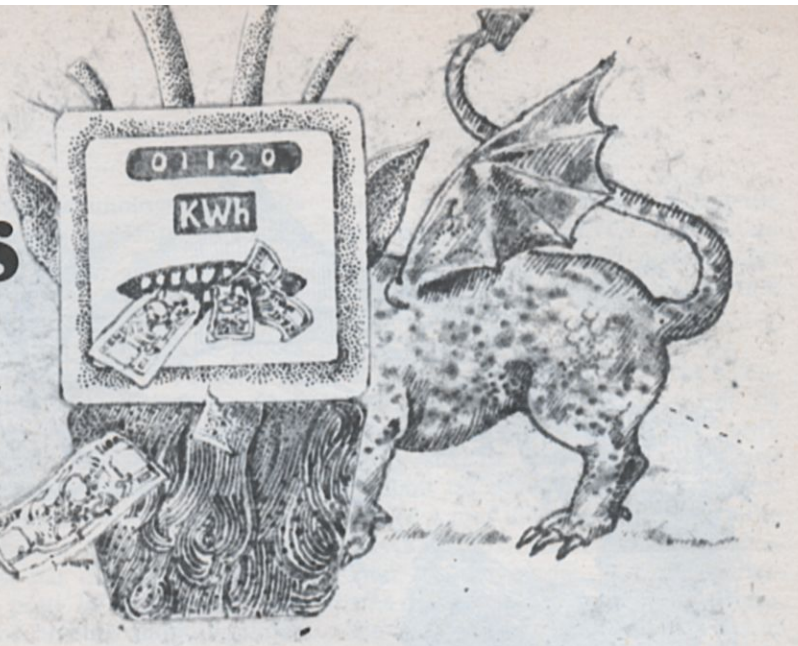
Joan McINTYRE



Guide écopratique

Que boire ? sinon l'eau polluée du robinet. Que respirer ? sinon l'air pollué des villes. Que manger ? sinon les légumes et les viandes pollués d'additifs chimiques. Sommes-nous menacés de mort lente ? Faut-il se suicider ? ne boire que sa salive ? acheter un masque à gaz ? ne pas faire d'enfants ? adopter un enfant du tiers monde ? quitter les villes ? les aménager ? brûler sa voiture ? acheter un vélo ? résilier son abonnement E.D.F. (pages 52-53) ? s'éclairer à la bougie ? acheter sa nourriture dans les magasins dits « de santé » ? aller vivre dans les Cévennes ou dans l'Amazonie ? adhérer à un parti politique ? à une association écologique (page 55)) ? vivre en communauté ? ne plus employer de déodorants ? faire soi-même son pain (page 54) ? relire Marx ou lire *l'Encerclement* de Barry Commoner (page 56) ? envoyer ses enfants à l'école buissonnière ? faut-il tout arrêter ? comment acheter ? comment cultiver ? comment faire la cuisine ? comment changer la vie au jour le jour ? **Le Sauvage** tente de donner des éléments précis de réponse ; il reçoit vos questions, vos réponses, vos idées.

méfiez-vous de l'E.D.F.



Entreprise commerciale ou service public ? Le visage de l'E.D.F. est ambigu. Depuis peu, l'expansion de la consommation électrique française fléchit ; or l'E.D.F. a décidé d'augmenter ses bénéfices pour financer de nouveaux investissements (en centrales nucléaires). Aussi la seconde entreprise nationale française se lance-t-elle dans l'action commerciale. Sans nécessairement privilégier l'intérêt de la collectivité ou du consommateur.

Le contrat de programme signé avec le gouvernement en 1970 laisse à l'E.D.F. une certaine liberté de manœuvre et elle entend désormais faire de la France « un pays où l'on n'apprend plus aux enfants à éteindre en sortant de la pièce ». D'où une véritable débauche de publicité : à l'occasion de sa campagne en faveur du « tout-électrique », l'E.D.F. a doublé son budget publicitaire (0,6 % de son chiffre d'affaires) ; les abonnés reçoivent, en même temps que leur facture, des tracts les incitant à dépenser sans compter leur électricité ainsi que des listes d'appareils électroménagers de différentes marques, « agréés par l'U.T.E. » (l'Union technique d'électricité), ce qui, paraît-il, est une garantie. Ainsi, bien qu'abonnés à un service public, les consommateurs d'électricité reçoivent de la publicité pour des groupes privés.

En fait, c'en est fini des « abonnés » de l'E.D.F. Ceux-ci sont devenus des « clients » à qui il faut vendre à tout prix, quitte à les priver des informations les plus élémentaires.

voici ce que tout abonné E.D.F. doit savoir :

Comment déchiffrer votre facture :
Les codes, les chiffres sans unités, la succession de colonnes rendent les quittances quasiment illisibles. Voici le « découpage » d'une facture :

✦ Dans la colonne « tarif », un code chiffré indique le tarif auquel vous êtes abonné, et dans la colonne suivante (« puissance souscrite »), la lettre qui y correspond.

La signification des chiffres et des lettres est la suivante :

011 = puissance 1 kVA (pour petites utilisations).
013 = puissance 3 kVA, la lettre correspondante est M = ménage.
014 = puissance 6 kVA, la lettre correspondante est C = confort.
015 = puissance 9 kVA, les lettres correspondantes sont GC = grand confort.
016 = puissance 18 kVA, les lettres correspondantes sont TE = tout-électrique.

✦ Dans la colonne « relevé de compteur », vous trouverez le nombre de kWh inscrit au compteur lors de l'avant-dernier et du dernier relevé. Le « coefficient » (colonne suivante) est de 1 car le prix est compté en centimes par kWh.

✦ On vous indique ensuite le prix du kWh dépensé dans la première tranche et le nombre de kWh que vous avez dépensés dans cette tranche. Cette tranche est de 30 kWh par mois (soit 120 kWh par trimestre) pour l'abonnement « ménage », 40 pour l'abonnement « confort », 50 pour l'abonnement « grand confort ». (Il n'y a qu'une seule tranche pour les abonnés au « tout-électrique ».)

✦ Vient ensuite le prix du kWh dans la deuxième tranche et, le cas échéant, le total des kWh consommés dans cette tranche.

✦ Les colonnes correspondant à la troisième tranche ne sont remplies que sur les quittances des abonnés qui ont demandé à bénéficier du tarif « heures creuses ». Leur compteur est équipé d'une pendule et ils payent moins cher l'électricité consommée dans cette troisième tranche, c'est-à-dire de 22 h à 6 h.

✦ Dans les colonnes correspondant aux trois tranches, le prix d'un kWh est indiqué en *centimes*. Dans les colonnes suivantes, où sont inscrits les prix de l'abonnement hors taxe, de la consommation d'électricité hors taxe, des taxes elles-mêmes (17,6 % de T.V.A., 13 % de taxes des collectivités locales environ) et le montant total, c'est de *francs* qu'il s'agit.

Quand vous payez votre facture :

✦ Si vous êtes un nouvel abonné, sachez ce que représente l' « avance sur consommation » qui vous sera demandée en même temps que votre première quittance. Il s'agit d'une caution (35,00 F environ), qui vous sera rendue lorsque vous résilierez votre abonnement.

✦ Entre deux relevés, vous serez peut-être invité à payer un « montant estimé de votre consommation ». On vous précise qu'il ne s'agit pas d'une « avance sur les consommations futures ». Prenez garde, cependant, que l'E.D.F. envoie ces « factures intermédiaires » à des abonnés qui, par exemple, ont été absents de chez eux et doivent donc verser une avance sur de l'électricité qu'ils n'ont pas consommée.

✦ Sachez, enfin, que les augmentations de tarif ne sont pas toujours notifiées aux abonnés. La dernière en date, de 4 %, est intervenue au mois d'août dernier.

Si vous voulez équiper votre logement du « tout-électrique » :

✦ Rappelez-vous que les « heures creuses » à tarif préférentiel ont été progressivement supprimées dans la journée, depuis quelques années, et que seuls quelques vieux abonnements en bénéficient encore. Vous paierez donc au prix ordinaire l'électricité consommée par votre cuisinière aux heures des repas. Et si vous pensez utiliser un appareil de chauffage « à accumulation », vous ne disposerez que de huit heures (de 22 h à 6 h) pour faire les réserves d'énergie qui vous permettront de vous chauffer le reste de la journée.

✦ Ne confondez pas « chauffage électrique » et « chauffage intégré ». L'E.D.F. associe l'un et l'autre dans sa publicité. En réalité, le chauffage intégré pourrait fort bien se passer d'électricité. Il consiste, en effet, à réduire la consommation de chauffage en évitant les déperditions de chaleur. Pour cela, on construit des logements dont les portes, les fenêtres et même les murs, les planchers et les toits sont bien hermétiques. L'économie de calories réalisée par cette « isolation » est bien évidemment la même, quelle que soit la source de chaleur (électricité, gaz, fuel, charbon...).

Ne vous fiez pas à la publicité d'E.D.F. et souvenez-vous que :

✦ L'électricité revient cher. Le prix de la thermie fournie par l'électricité est sensiblement plus élevé que celui des thermies par le gaz, le fuel, etc. (Cf. tableau).

✦ L'électricité n'est pas une source d'énergie aussi propre qu'elle le prétend ; non pas à la consommation, mais à la production. Les centrales thermiques classiques sont à l'origine de pollutions aériennes et de réchauffement des eaux. Les centrales nucléaires seront à l'origine des pollutions radioactives, c'est-à-dire invisibles et dont les conséquences à long terme sont absolument inconnues.

✦ De même, l'électricité n'est parfaitement rentable qu'à la consommation. Le radiateur restitue en chaleur toute l'électricité absorbée, mais les centrales, elles, sont loin de produire autant d'électricité qu'elles ont absorbé d'énergie pour sa fabrication. Le rendement des centrales thermiques ou nucléaires ne dépasse pas 40 %.

Jacqueline GONZALES

PRIX DE REVIENT DE LA THERMIE

Energie	Prix à l'unité	Nombre de thermies à l'unité	Prix de la thermie brute	Prix de la thermie consommée
			(en centimes)	(en centimes)
Fuel, 1 000 l	0,29 F/litre	11	2,7	3,8
Fuel, jerricans 20 litres	0,33 F/litre	11	3	4,45
Propane citerne	0,65 F/kg	16	4	5,6
Propane bouteille	1,20 F/kg	16	7,50	10,50
Gaz (suivant les tarifs)				de 4,60 à 13,13
Butane bouteille 13 kg	1,20 F/kg	12	10	14
Essence C	1,15 F à 1,20 F/litre	12	jusqu'à 10	14
Kérosène	1,25 F/litre	11	11	15
Electricité (suivant les tarifs)			(en centimes)	
ménage (2 tranches)	53,39 et 14,91 centimes par kWh	1,2	64,06 et 17,89	
confort et grand confort (2 tranches chacune)	52,56 et 14,08 centimes par kWh		63,02 et 16,89	
tout-électrique (1 tranche)	13,78 centimes par kWh		16,53	
heures creuses (tarif spécial de nuit)	6,42 centimes par kWh		7,70	

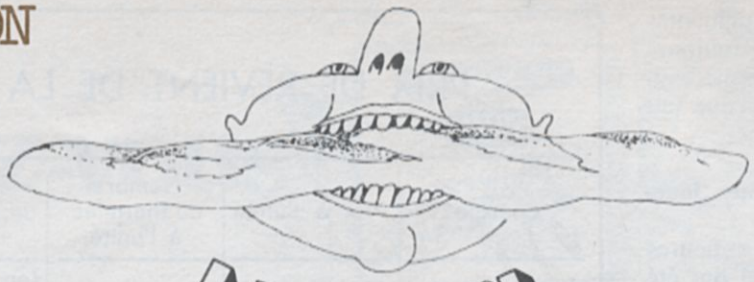
D'AUTRES SOLUTIONS

Depuis 1946, toute la France est alimentée en électricité par l'E.D.F. Toute la France, sauf les communes qui, avant la guerre, s'étaient dotées de « régies » chargées d'exploiter leur propre réseau de distribution, voire de production, d'électricité. Celles-ci ont échappé à la nationalisation. Aujourd'hui, les régies distributrices sont branchées sur le réseau E.D.F. Mais il existe aussi des régies productrices très avantageuses pour leurs communes ou leurs départements. De taille réduite, elles peuvent en effet se permettre ce que l'E.D.F. se refuserait à entreprendre pour des raisons de rentabilité : tirer parti d'une petite chute d'eau locale, exploiter une rivière qui traverse le département... Ainsi les habitants de Briançon utilisent de l'électricité d'origine hydraulique fournie par la régie locale et Metz est approvisionné grâce à trois barrages construits sur la Moselle par la régie de la commune.

L'électricité est ainsi obtenue à moindres frais que par l'E.D.F. Les régies sont tenues d'appliquer les tarifs nationaux, aussi les abonnés ne payent-ils pas moins cher que dans d'autres départements, mais les communes, elles, encaissent plus.

Et l'avantage n'est pas que financier, il est aussi écologique.

FICHE POISON



LE PAIN

En achetant une baguette chez le boulanger, une baguette blonde et craquante à la mie appétissante, vous croyez acheter de la farine et de la levure. Vous achetez en fait une combinaison extrêmement complexe de produits chimiques et de pesticides. Le tout présenté d'une manière fort séduisante.

— **Raffinage.** Le pain blanc courant est fabriqué à partir de farine blanche raffinée à 70 % (taux de blutage privilégié par la T.V.A.). Ce raffinage réduit pratiquement le pain blanc à une baguette d'amidon. Il nous prive du germe, de l'assise protéique et de l'enveloppe — enveloppe pourtant riche en vitamines (A, B1, B2, B6, D, E, PP), en matières minérales (phosphore, magnésium, fer, zinc, cuivre, manganèse) et en diastases, qui facilitent la digestion.

— **Engrais.** Cultivé avec de grandes quantités d'engrais solubles, le blé connaît une modification de la composition chimique de son grain. Il s'appauvrit notamment en magnésium, élément capital pour l'homme dans la protection contre les maladies. A titre d'exemple, le pain bis d'avant 1914 contenait 240 mg de magnésium pour 100 g ; le pain blanc actuel n'en contient plus que 11 mg.

— **Pesticides.** Les pesticides contenus actuellement dans le pain à l'état de résidus sont le D.D.T., le malathion, le lindane (couramment employé pour la conservation des céréales en silo) et l'I.P.C., reconnu cancérigène.

Les choses n'étant pas simples, la farine complète contient davantage de ces résidus de pesticides que la farine blanche, car les dits pesticides se concentrent surtout dans les assises extérieures du grain. Donc, un pain complet fait avec une farine non « biologique » est plus dangereux que le pain ordinaire — ce qui ne constitue pas un argument contre le pain complet, mais plutôt en faveur des recherches sur une agriculture « biologique ».

— **Irradiation.** Elle a deux sources. Source directe : traitée pour la désinsectisation, la farine est soumise aux rayons X ou à des radiations produites par des accélérateurs d'électrons. Source indirecte : toute radioactivité produite par l'industrie nucléaire (aussi bien militaire que pacifique) se retrouve tout au long de la chaîne alimentaire et se concentre dans les couches externes du grain de blé.

— **Moulins à cylindres.** Ils remplacent les moulins à meule pour des raisons de productivité. Cependant, à taux de raffinage égal, les moulins à meule permettraient de conserver un pourcentage plus élevé de l'assise protéique.

— **Additifs.** Ils ne sont jamais mentionnés chez les boulangers. Bien entendu, un additif chimique n'est pas forcément nocif, mais la plupart d'entre eux sont utilisés depuis peu de temps et on ignore à peu près tout de leurs effets à long terme.

Sont autorisés dans la fabrication du pain : les produits maltés, l'acide ascorbique synthétique (vitamine C), la farine de fève qui blanchit la mie, le phosphate acide de sodium, le vinaigre, l'acétate de calcium et le stérate de polyoxyéthylène. Ce dernier additif, appelé Myrj 45, empêche le pain de rassir rapidement ; il est interdit aux Etats-Unis, où on le soupçonne d'être cancérigène.

— **Levure.** Le levain naturel, issu du grain de blé lui-même, a une action régénératrice de la flore intestinale. Son rôle essentiel est, selon le professeur Mounié, de « *provoquer dans la pâte des modifications physico-chimiques de ses constituants, de façon à obtenir une pré-digestion des matières nutritives du grain de blé. Il en résulte une parfaite assimilation de ces matières nutritives* ». Or le pain courant est levé avec de la levure chimique qui n'a aucune de ces qualités. Cette levure chimique se compose de bicarbonate de sodium, d'amidon et de carbonate de chaux.

Autre avantage du pain au levain naturel : il reste consommable pendant au moins huit jours — ce qui évite d'aller quotidiennement chez le boulanger. Le pain courant, fait à la levure chimique, rassit ou s'amollit en quelques heures.

— **Cuisson.** Le pain est souvent cuit dans des fours à chauffage *direct* alimentés au mazout. L'action cancérigène des suies et vapeurs à mazout n'est plus à démontrer — sauf auprès des autorités, puisque l'arrêté ministériel se contente de « recommander » l'abandon de ce procédé au profit du chauffage *indirect*, beaucoup moins toxique.

ALTERNATIVES ECOLOGIQUES

1. Acheter du pain complet « biologique », soit dans les magasins de produits diététiques, soit chez les boulangers qui font du pain Lemaire à partir de farine dite biologique ; ils sont 500 dans toute la France (liste sur demande à « Agriculture et Vie », 3, rue du Parvis-Saint-Maurice, 51-Angers).

2. Participer activement aux réseaux « sauvages » d'alimentation saine mis en place par les groupes écologiques. (Renseignements à « Survivre et Vivre », 5, rue Thorel, 75002 Paris. Tél. : 231-17-21.)

3. Faire soi-même son pain avec du blé cultivé biologiquement. Nous y reviendrons.

Laurent SAMUEL

NOUVELLES DES ASSOCIATIONS



Il en naît à peu près une par jour. Elles s'appellent « Association », « Mouvement de défense », « Comité de sauvegarde »... Elles luttent pour obtenir le déplacement d'une autoroute, s'opposer à l'implantation d'une centrale nucléaire, d'une usine, d'une porcherie, préserver un site d'un saccage immobilier, sauver une forêt de l'enrésinement ou une espèce animale de l'extinction. Il y a désormais en France 1 500 associations en lutte.

L'initiative électorale

Le « Comité de la *Charte de la nature* » (17, rue Bergère, 75009 Paris, tél. : 824-96-00), réuni par Philippe Saint-Marc, conseiller à la Cour des comptes, pour tirer parti du jeu électoral. « Les détenteurs du pouvoir, explique-t-il, sont sensibles et réceptifs lors du renouvellement de leurs mandats. Il s'agit donc de peser sur eux au moment des élections. » Soutenu par 19 organisations militant pour la défense de l'environnement, le texte a été soumis à l'appréciation des partis politiques. Il en est résulté l'accord complet des réformateurs, des républicains indépendants et du P.S.U. ; l'accord avec réserve des P.D.M., du P.C. et du P.S. ; quant à l'U.D.R., elle approuve « l'esprit » du texte. La *Charte* posait en termes ambigus de vrais problèmes (financement de la lutte contre la pollution, éducation du public, scandale des dérogations aux règles d'urbanisme, préservations des paysages, etc.), mais l'acquiescement trop général des partis en a stérilisé la signification.

Le mécénat industriel

La « Fédération française des sociétés de protection de la nature » (57, rue Cuvier, 75005 Paris, Tél. : 707-31-95) entreprend des actions spectaculaires avec l'aide d'industriels : par exemple, réintroduire en France une espèce disparue, avec le concours des « Biscuiteries nantaises ». Un petit-beurre, un arbre. A l'étude, des projets similaires avec une compagnie pétrolière, un fabricant de produits alimentaires et un fabricant de machines à photocopier. Les industries demandent une « opération-nature ». La Fédération fait le reste. Récupération ? Antoine Reille, l'un des responsables de la Fédération, s'en défend : « Ces actions concrètes menées sur le terrain restent le meilleur moyen pour mener la tâche éducative nécessaire à toute politique de l'environnement. »

L'action régionale

La « Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans le Sud-Ouest » (S.E.P.A.N.S.O.), Institut de biologie animale, Université de Bordeaux I, 33405 Talence, est animée par un universitaire, Max Crouau. Août 1972, la S.E.P.A.N.S.O. a organisé dans les rues d'Arcachon une marche contre l'immersion des déchets radioactifs dans le golfe de Gascogne. Les 1 500 manifestants ont distribué un tract affirmant que les égouts de La Teste déversaient 10 000 colibacilles et autant de streptocoques fécaux par litre, dans le bassin d'Arcachon. Réaction de l'Institut des pêches maritimes : interdiction pour 72 ostréiculteurs de vendre les huîtres provenant de leurs claires. S'oppose actuellement à la création de stations de sports d'hiver dans le parc national des Pyrénées.

La contestation de la science

« Survivre et... Vivre ! » (5, rue Thorel, 75002 Paris, Tél. : 231-17-21) a publié un communiqué-choc en octobre 1972 : cinq cents fûts de déchets radioactifs sont stockés à ciel ouvert, à même le sol, à quelques centaines de mètres seulement d'un centre aéré. Certains fûts sont même fendus. Réponses confuses et maladroites de l'administration. Louis Leprince-Ringuet excommunie les ignorants de la science dans « *le Journal du dimanche* ». Pierre Viansson-Ponté le renvoie dos à dos avec d'autres scientifiques dans « *le Monde* ». Autant de déclarations de mandarins qui irritent « Survivre et... Vivre ! ». Dans son journal, tiré à 12 500 exemplaires, il dénonce ces spécialistes qui conseillent nos gouvernants et nous ont placés dans la situation de crise écologique latente que nous affrontons.

L'initiative politique

Les « Amis de la Terre » (25, quai Voltaire, 75007 Paris, Tél. : 222-81-40) coordonnent l'organisation d'une marche à travers les rues de Paris le 6 mai prochain. Objectif : obtenir un *moratoire* de l'utilisation de l'énergie atomique. En arrêtant toute implantation de centrale pendant ce moratoire, expliquent les Amis de la Terre, on pourra tout à la fois étudier les effets de la pollution radioactive et envisager d'autres formes de production d'énergie moins « salissantes ».

Avant les élections, l'association a envoyé un questionnaire à près de deux mille candidats pour les inciter à prendre position sur un certain nombre de problèmes écologiques. Il en est résulté un éclatement des tendances classiques : réformateurs et P.S.U. ont donné les réponses les plus « écologiques ». La majorité s'est montrée discrète, mais cela n'a pas empêché certains de ses membres de contester l'utilité des camps militaires ! Le P.C. s'est signalé par le nombre des réponses, où de fréquentes références au Programme commun n'ont pas dissimulé cependant des divergences parmi ses candidats. Il en est de même pour le P.S., qui a peu répondu.

A la question de savoir si le candidat accepterait qu'une centrale nucléaire soit implantée dans sa circonscription, réformateurs et P.S.U. refusent, 44 % des communistes et 61 % des majoritaires acceptent, ainsi que 50 % des P.S. Mais, en ce qui concerne le stockage des déchets, seulement 46 % des U.D.R. l'acceptent et 100 % des autres candidats le refusent.

J.-F. F.

éco-livres



L'ENCERCLEMENT

par Barry Commoner
Seuil, 300 p., 29 F.

« Pour avoir une idée exacte, par exemple, de la terrifiante dégradation qui accable nos villes, nous devons non seulement connaître les principes de l'économie, de l'architecture et de la planification sociale, mais encore ceux de la physique et de la chimie atmosphériques, de la biologie des systèmes d'assainissement des eaux et de l'écologie des rats et des cafards. En un mot, nous devons pouvoir disposer d'une science et d'une technique qui soient applicables à la condition humaine. »

Imaginons une femme enceinte. Dans le ventre où vit le fœtus, on insuffle de l'azote, du nitrate, de l'anhydride sulfureux, du peroxyde de soufre et des substances cancérigènes comme le benzopyrène qui infeste l'air des villes. Eh bien, ce bébé c'est nous, et l'écosphère est le ventre. Telle est la thèse de Barry Commoner aux termes de laquelle « il apparaît évident que la façon dont nous vivons actuellement sur la Terre conduit à la destruction de cette couche vitale et dans le même temps à notre destruction ». De ce constat, Commoner déduit quatre lois écologiques essentielles.

Première loi : « Toutes les parties du complexe vital sont interdépendantes. » En détériorer une (par exemple, en déversant des produits synthétiques que la nature ne peut ni récupérer ni éliminer) revient à rompre l'équilibre de cette balance à multiples plateaux que constituent les cycles écologiques de l'air, de l'eau, des insectes, etc.

Deuxième loi, qui relève d'ailleurs de la physique fondamentale : la matière est indestructible. « Elle circule et se retrouve toujours en quelque lieu, dit Commoner. En écologie, cela signifie qu'il n'y a pas de perte de matière et qu'en tout système naturel, ce qui est rejeté comme déchet par un organisme est utilisé comme nourriture par un autre. » Ainsi, lorsque l'on jette à la poubelle une pile sèche usagée contenant du mercure, inévitablement quelqu'un d'autre (ou soi-même) ingurgitera un jour ce mercure en mangeant du poisson. A l'échelle industrielle, il en résulte « une accumulation de matières nocives en des lieux qui ne sont pas ceux où, selon l'ordre naturel, elles devraient trouver place ».

Troisième loi : « La nature en sait long » ; c'est-à-dire qu'en refusant d'assimiler des substances nocives en quantité anormale, la nature dénonce leur danger. Commoner se révolte contre l'idée que la technique moderne permet d'améliorer la nature. Bien au contraire, dit-il, « les composés organiques contenant des atomes conjoints d'oxygène et d'azote sont extrêmement rares dans les organismes vivants. Cela nous laisse prévoir que l'introduction de ce genre de substances pourra être dangereuse, et c'est effectivement ce qui se produit car ces substances sont habituellement toxiques et favorisent fréquemment le développement du cancer. »

Quant à la quatrième loi : « Il n'y a pas de don gratuit », elle englobe en fait les trois autres et revient à dire que « tout ce qui, dans la nature, sera défait par l'homme devra être compensé ». Et Commoner ajoute : « La crise actuelle de l'environnement est un avertissement que le paiement a déjà connu des retards ».

Rarement on a poussé plus avant la critique de notre société technologique. Commoner a travaillé « sur le terrain » en étudiant les essais anti-pollution réalisés à Los Angeles et le mystère de la mort des nourrissons à Decatur, dans l'Illinois — mystère probablement éclairci par la découverte de nitrate dans l'eau dite potable.

Très réaliste, il se comporte donc en écologiste responsable que les chiffres officiels n'impressionnent pas, puisqu'il peut leur opposer les siens. Ainsi, il estime à 600 billions de dollars le coût des équipements technologiques qu'il faut dès maintenant remplacer aux Etats-Unis. 600 billions de dollars, c'est-à-dire le quart du montant actuel des biens d'équipement du pays. C'est beaucoup, ce n'est pas insurmontable. Et l'économie ainsi transformée, conclut Commoner, serait enfin « organisée beaucoup plus en tenant compte de la valeur sociale du produit fini que de la plus-value obtenue, c'est-à-dire de la productivité ».

On l'a compris : tant sur le plan de l'idéologie que sur celui de l'économie et de l'écologie politique, *l'Encerclement* est actuellement *le livre* de base. — F. M.

CE MONDE AFFAME D'ENERGIE

par Michel Grenon
Robert Laffont, 313 p., 26 F.

« Aux solutions techniques ainsi élaborées se superposent les critères économiques et sociaux, pour définir une politique du possible du matière d'énergie, ce qu'on pourrait appeler une possibilité de l'énergie. Mais il y a aussi les critères humains, ou humanitaires : on a parlé d'une « morale de l'environnement », on doit dans le même esprit appeler de nos vœux une éthique de l'énergie ou, pour conclure, une possibiléthique de l'énergie... »

Un spécialiste de l'énergétique saisi par le vertige... la chose vaut la peine d'être signalée. Les poches bourrées de croquis,

de statistiques, de tableaux comparatifs et de courbes de production, Michel Grenon tente de nous expliquer pourquoi nous mourons d'indigestion quand le tiers monde meurt de faim.
Son livre veut avoir la froideur d'une démonstration, mais, pour être technicien, on n'en est pas moins homme et tels chapitres qui commencent en rapport de gendarmerie tournent vite au pamphlet. Grenon débute souvent par des généralités du type : « Quant à la valeur absolue des réserves, nous dirons qu'une précision de dix ou vingt pour cent n'est pas significative à l'échelle des besoins », pour stigmatiser finalement « la loi de la jungle qui favorise les puissants » et « l'euthanasie des riches à l'égard des sous-développés. »

Il est vrai que l'iniquité dans la distribution des matières premières se traduit en chiffres qui rendraient gauchiste un abonné du *Figaro*. A titre d'exemple : l'édifiante histoire du tec.

Le T.E.C. (1,5 tonne Equivalent Charbon) est l'une des unités de mesure de l'énergétique. Tout (nourriture, habillement, construction, déplacements, etc.) peut se ramener à lui. Si les richesse étaient justement partagées, chaque habitant de la planète aurait droit à 2 T.E.C. par an. Or, note Grenon, « *chaque* passager d'un avion supersonique comme Concorde, au cours d'un vol aller-retour de six heures entre Paris et New York, consommera d'un seul coup les 2 T.E.C. qu'il est censé peser en un an dans la communauté mondiale ». Bien entendu, tout tec dépensé par l'un est définitivement irrécupérable par les autres. Moralité : non contents d'être des « ivrognes énergétiques », nous sommes des assassins. — P. A.

DECLARATION DES DROITS DE LA NATION

par Claude-Marie Vadrot
Stock, 349 p., 28 F.

« Je n'oublierai pas le visage et les membres déformés des Japonais. Je les jetterai à la face des sceptiques, surtout au moment où j'apprends que le Rhin transporte 85 tonnes de mercure par an, que l'on s'affole dans les Landes parce que la Bidassoa charrie aussi des quantités dangereuses de ce métal qui répand la terreur. Nier la pollution est devenu criminel et seuls les imbéciles sont encore heureux... »

Sur un podium imaginaire, la *Standard Oil, Shell Royal Dutch* et *Mobil Oil*. Des médailles sont décernées. *Texaco*, en quatrième position, n'obtient qu'un accessit. Non, ce ne sont pas les oscars de la production pétrolière. C'est leur envers. Car les médailles sont de plomb, de mercure et de cadmium — les trois substances qui tuent — le podium celui du déshonneur et ces macabres J.O., ceux de la pollution par le pétrole.
Des médailles de ce genre, il en pleuvait à Stockholm, à la conférence sur l'environnement de juin dernier, ou plutôt à la contre-conférence — le Forum et les manifestations parallèles qui en ont constitué le sel, la sève et la conscience. Rappelant que « le sauvetage de quelques rivières et de quelques oiseaux ne pouvait constituer une fin en soi », les écologistes « non officiels » sont en effet parvenus à radicaliser le débat en le posant sur son véritable terrain : politique.

Leur préambule s'attaquait à la toute-puissance de l'industrie qui, pour survivre, doit produire toujours plus, et aux coûts les plus bas. D'où la marée montante des produits, poisons de notre vie parce qu'ils ne correspondent pas aux besoins réels et parce qu'ils sont rejetés pour une bonne part dans la nature, sous forme de polluants. Le seul (et dernier) recours possible est alors de changer les finalités de l'économie et de la croissance.

C'est sur ce point que la contradiction a éclaté. Une contradiction si « gênante » qu'aucun texte jusqu'à présent, n'avait osé l'aborder de front. Claude-Marie Vadrot vient de le faire dans un livre passionnant, qui « raconte », mais sans raideur, la Conférence de Stockholm.

Cette contradiction repose sur l'équivoque de la notion de protection de l'environnement, selon qu'elle est utilisée — vécue — par les pays riches ou les pays pauvres. Le terme, précise Vadrot, n'a tout simplement pas le même sens à Paris et à Calcutta.

Il nous apprend que les représentants du tiers monde avaient commencé par refuser de se rendre à Stockholm. Les nerfs à vif à force de s'entendre répéter qu'ils feraient bien d'économiser des richesses qu'ils... n'ont pas, ils avaient décidé de ne pas cautionner le « jeu » de l'antipollution.

Au nom de quoi, argumentaient-ils, ferions-nous une fois de plus les frais du bonheur des pays industrialisés ? Déjà ces pays pillent nos ressources, en fonction de quoi leur prospérité est payée par notre sous-développement. Or ce sont eux — un cinquième seulement de la population du globe — qui consomment et qui gaspillent ! Notre sous-développement, notre misère et l'exploitation de nos ressources par les pays riches ne constituent-ils pas alors la forme la plus immédiate de la dégradation de l'environnement ?

Ne se sentant ni responsables ni concernés par un problème qu'ils jugeaient propre aux pays nantis, ils allaient jusqu'à penser tout bas, à la suite du président Senghor : « Mais que l'on me donne un peu de pollution, cela signifierait que mon pays est en train de fortement s'industrialiser ! » C'est contre l'assurance qu'ils pourraient l'exprimer tout haut — et qu'il en serait tenu compte — qu'ils acceptèrent finalement de figurer à Stockholm.

Ce thème, qui dans son livre prend le pas sur les autres aspects de la conférence, Vadrot le développe de façon fort lucide. Il est vrai qu'il semble posséder personnellement une doctrine suffisamment solide pour en maîtriser toutes les implications, se démarquer de l'utopie et des « bons sentiments », et... flairer tous les pièges. Le piège par exemple de la grande peur démographique. Sous la pression des arguments proprement traumatisants des délégués du tiers monde, sous la pression aussi de la démonstration bien écoutée des Chinois (résoudre les problèmes de l'environnement par une mobilisation de l'économie et de la population), Stockholm a été le théâtre d'un spectaculaire renversement de tendances : la notion de population-calamité a cédé la place à celle de population-richesse.

Ce qui veut dire que le clivage de la vieille querelle passe désormais ailleurs : c'est d'abord aux pays qui consomment le plus de réduire leur natalité. Sait-on assez qu'un bébé indien consomme CENT FOIS MOINS qu'un bébé américain ? Quoi d'étonnant alors que les pays pauvres refusent de faire entrer la démographie parmi les causes du sous-développement ? S'adressant aux pays riches, ils disent : non, c'en est une conséquence.
Le tiers monde est donc parvenu à imposer son point de vue à Stockholm. Encore qu'au stade des (très officielles) recommandations, le marché leur ait été plus ou moins explicitement mis en main : accepter l'éventualité d'un contrôle des naissances pour bénéficier d'une « aide »... Le chantage est clair, commente Vadrot, d'autant plus amer qu'il n'oublie pas ces « hommes criant qu'on veut leur faire payer à coups de pilules et de stérilets un sous-développement qui leur a été imposé ».
Dans une formule saisissante, il exprime tout de même l'espoir que « la peur des pays nantis face à la montée numérique de ceux qui les regardent manger » debout che peut-être sur une réduction de l'accroissement démographique. Une peur contre une autre ? Une équation, en tout cas, qui n'est pas près d'être résolue.

F.B.

EXPANSION ET NATURE

par Robert Hainard
Le Courrier du livre, 185 p., 14,90 F.

« Nous éprouvons, nous protecteurs, un trouble profond, un sentiment de réprobation, de ridicule même, à être en désaccord avec les consignes, les normes, les tabous de notre société. Nous serions tous prêts à accueillir comme une délivrance le moyen de rentrer au bercail. Mais c'est là une illusion qui nous entraînera à sacrifier toujours un peu plus de nature et à perdre la notion même de la nature sauvage. »

Peintre animalier, graveur, sculpteur et spécialiste des mammifères sauvages, Robert Hainard n'a qu'une passion : la nature. Il ramène tout à elle et l'art devient entre ses mains un moyen de l'approcher au plus près, de s'identifier à elle, de renouer un contact direct avec le réel, le vivant.
Hainard a passé une grande partie de sa vie dans les forêts de l'Europe de l'Est. Il est un des rares naturalistes contemporains qui aient pu observer dans leur milieu naturel toutes les espèces animales qu'il dessine et sculpte. L'originalité d'*Expansion et Nature* est donc d'être un témoignage vécu à partir duquel l'auteur développe une éthique de la complémentarité : l'industrie doit aller de pair avec la nature, la science avec l'art, l'intelligence rationnelle avec la connaissance globale, etc. — l'erreur fatale consistant à se porter unilatéralement vers l'un ou l'autre de ces pôles.
Expansion et Nature est un plaidoyer pour une société sans expansion économique ni démographique, délivrée de la concurrence et du profit, et tournée vers la possession par l'art et la connaissance, vers le respect de la vie et l'épanouissement culturel. Notre objectif doit être de maintenir ou de recréer le maximum de nature sauvage, spontanée et libre, avec une faune



Dessin de Robert Hainard.

complète, donc en réintroduisant les espèces localement disparues.

Selon Robert Hainard, ce but peut être atteint grâce au progrès technique, qu'il n'a pas l'imprudence de confondre avec l'expansion économique. Autant l'expansion économique, quelles que soient ses formes d'organisation politique, est responsable de la disparition des milieux naturels et de la banalisation des paysages, autant le progrès technique peut, dans une société qui aurait aboli la course au profit et à la puissance, contribuer à diminuer l'emprise brutale sur la nature.

En résumé, tout nouveau progrès de l'expansion accélère l'agonie de la nature. L'alternative est là, urgente et brutale. Le livre de Robert Hainard ne devrait donc pas s'appeler *Expansion et Nature,* mais « Expansion ou Nature ». — R. de M.

LE PRESAGE

récit de Pierre Gascar
Gallimard, 183 p., 22 F.

« Il semblait absurde de se soucier encore de la justice, de l'égalité, de la remise en ordre des sociétés humaines, et de continuer à miser en secret (car ce sentimentalisme était, depuis longtemps, passé de mode) sur la générosité, la pureté naturelle de l'homme, quand la vie se trouvait menacée sous toutes ses formes, quand, par l'effet de l'empoisonnement de l'air, de l'eau, du sol, des espèces végétales et animales disparaissaient, annonçant la mort de la planète. »

L'Antiquité dotait ses poètes de voyance. L'image fit long feu, puis les surréalistes la reprirent. Aujourd'hui, Gascar la charge d'un nouveau sens : ce « voyant » lit des signes qui nous laissent aveugles et qui, pour la première fois, ne sont ni symboliques, ni poétiques, ni métaphysiques, puisqu'il s'agit seulement — et terriblement — de signes biologiques.

Le savant demande : « Que vient faire ce poète dans notre citadelle ? » Pierre Gascar répond : « Il n'y a que le rêve qui permette de voyager à une bonne hauteur. » Le rêve, pas la rêverie. Le rêve d'un monde meilleur, fraternel et adapté, pas la rêverie du songe-creux. Le rêve de l'utopiste, pas les fantasmes de l'amateur de siestes.

Comme le somnambule nie l'obstacle, Gascar nie les frontières. A peine s'aperçoit-il d'un changement de température entre la Transbaïkalie (« endroit où la Sibérie, la Mandchourie et la Mongolie se touchent »), Venise et le Pakistan occidental. C'est que son inquiétude est d'ordre planétaire.

Il n'en est pas déboussolé pour autant car il s'est découvert un pôle d'intérêt : les lichens. Pôle à partir duquel tout s'oriente, logique, géographie, morale et lyrisme : « Ces plantes, les plus anciennes que porte la Terre, par leur origine comme par leur longévité, deviennent les dénonciatrices de ce qui, pour la première fois, menace toutes les formes de vie existant sur le globe. »

Plus qu'aucune autre plante, les lichens fixent la radioactivité. Atteints les premiers par un type de pollution qui « ne cesse d'augmenter », ils disparaissent. Et cela, du nord au sud et d'est en ouest, de la steppe transbaïkalienne aux coupoles de Saint-Marc, de la jungle pakistanaise aux forêts du Jura.

Renonçant au glaive flamboyant, l'ange de l'Apocalypse s'est fait botaniste pour annoncer des désastres qui ne sont plus imposés à notre monde mais sécrétés par lui. Comme Pierre Gascar est un écrivain bien élevé, il ne hausse jamais le ton — fût-ce pour prévoir « la mort de la planète ». Au lecteur donc de débusquer, dans les taillis d'une prose chatoyante et allusive, ce gibier angoissé : un terrien qui demande, à voix basse, mais ferme, « si, en profondeur, la civilisation humaine se poursuit réellement ». — P.A.

NOS GRANDS-MERES SAVAIENT

par Jean Palaiseul
Robert Laffont, 423 p., 25 F.

« La technique, toujours plus poussée, ne résout pas tout et ce n'est pas parce que l'homme transforme en routine l'exploration du cosmos qu'il a le sentiment d'être mieux dans la peau. »

Une prairie... Nous la percevons comme un tapis d'herbe émaillé de petites fleurs. Jean Palaiseul y voit, lui, un microcosme extrêmement élaboré où la fumeterre, la bugrane et la sanicle rivalisent de personnalité, où chaque « mauvaise herbe » se révèle être bonne à quelque chose. Il faut donc apprendre à lire, ou plutôt réapprendre ; car si l'aspirine, la pénicilline et les tranquillisants nous ont fait oublier les vertus curatives de la plante, il y a encore un demi-siècle « *nos grand-mères savaient* »...

On va taxer Palaiseul de passéisme, lui intenter quelque procès inquisitorial au nom de la science pure et dure. Tout cela, dira-t-on, sent son guérisseur sinon son sorcier, et la pharmacologie a fait raison de ces « remèdes de bonne femme ».

Ce pourrait être vrai si l'auteur de *Nos grand-mères savaient...* adoptait un ton péremptoire et opposait sa petite cuisine de simples aux recherches modernes. Mais il n'en est rien et, modeste, il se contente de proposer des recettes, de soumettre timidement à notre approbation un petit art du mieux vivre. « *Mon vœu est que le livre de mon bonheur devienne aussi celui du vôtre* » ; la formule est naïve, mais sincère.

Le bonheur de Palaiseul est un bonheur écologique (faisons généreusement abstraction de son pathos métaphysique, exposé dans le dernier chapitre). De la connaissance intime de son environnement découle sa maîtrise ; et son choix des cent soixante plantes dont l'analyse constitue un « *guide vert de la santé* » est un choix vécu et empirique.

Dès lors, la discussion est close : on ne peut renvoyer Palaiseul à ses chères études botaniques qu'après être passé, de bonne foi, par les mêmes expériences. Rien de plus aisé d'ailleurs puisque, pour toutes ces préparations, il suffit d'un peu d'eau, d'une bouilloire et d'une quelconque théière. Vous serez alors en mesure de vérifier si l'ortie (« *aux yeux du peuple herbe si méprisable* », disait l'école de Salerne) peut guérir ou contribuer à guérir l'urticaire, l'anémie, les dartres, l'eczéma, les lourdeurs et crampes d'estomac, l'hydropisie, les rhumatismes, la diarrhée, l'entérite, les hémorragies, la chute des cheveux, les pellicules et même l'impuissance. — P.A.

L'ENVIRONNEMENT VEGETAL

par Pierre Lieutaghi
Delachaux et Niestlé, 313 p.

« Il m'apparaît désormais avec évidence que les problèmes actuels de la nature et de la civilisation dans son ensemble ne seront pas résolus par une simple « prise de conscience » qu'agrémenteraient des rééquilibrages politico-économiques, mais bien par une prise de pouvoir débutant au stade de la parole, non dans quelque supposée élite, mais dans la plus grande partie possible du corps social. On ne fait pas confiance à l'homme en lui imposant des idées, fussent-elles d'apparence salutaire, mais en lui demandant d'avoir des idées. On ne peut plaider pour le respect des fleurs avant de combattre pour le réveil de l'homme. »

Partagé entre sa peur enfantine devant la nature lorsqu'il la craint, son agressivité destructrice lorsqu'il est assis aux commandes d'un bulldozer, sa sollicitude condescendante lorsqu'il prétend la protéger, l'homme se compte toujours à part, au-dessus, différent. En termes savants cette attitude porte un nom, c'est l'anthropocentrisme : l'homme au centre de l'univers, l'univers donné à l'homme. Il semble que la science ait grand mal à redresser cette perspective aberrante. L'homme n'est qu'un chaînon d'une continuité vivante.

En tant que tel, il est totalement dépendant de ce qui le précède, de ce qui l'accompagne, de ce qui le suit dans le phénomène global de la vie, en particulier, des plantes, de son environnement végétal. Sans les plantes, pas de photosynthèse, sans photosynthèse, pas de vie, pas de mammifères, pas d'hommes. Si

nous ignorons, méprisons, massacrons nos plus proches parents biologiques : les animaux, nous avons encore plus tendance à ne jamais regarder la terre qui nous porte, ses fruits, les arbres, dont notre existence est totalement et absolument dépendante. Pierre Lieutaghi, lui, regarde le monde végétal et nous le fait voir dans son extrême diversité. Son livre équivaut à une méditation métaphysique moderne, toute transcendance évacuée, il nous immerge, si l'on peut dire, dans l'immanence du sol et de son alchimie.

Longue et sainte histoire de l'humus, de la photosynthèse, de la différenciation des espèces, de l'agriculture ; récente et minable histoire de la dévastation du végétal ; éloge du bocage, condamnation du béton et des pratiques de culture stérilisantes : il ne s'agit pas d'un discours scientifique désincarné, mais d'une analyse responsable et accusatrice. De même qu'il n'y a pas de mauvaises herbes, il n'y a pas de mauvais sol, le marécage et la forêt, écosystèmes différents, participent de manière complémentaire à l'équilibre de la biosphère et, si l'un semble de peu de valeur, en termes économiques humains, c'est-à-dire à court terme, en fait, l'un est indispensable à l'autre.

Nos grands-parents composaient des herbiers nostalgiques, Lieutaghi nous propose une image de la nature absolument nouvelle. Il nous la montre telle qu'elle existe pour elle-même ; végétation de chardons des bords de mer, garrigue à kermès, rocailles subalpines, sont le tissu vivant auquel nous appartenons. — A.H.

TRISTES CAMPAGNES

par Bernard Charbonneau
Denoël, 240 p., 25 F.

« Bientôt, ce qu'on appelait un cours d'eau : une allée de lumière vive encadrée d'arbres, deviendra impensable : parce qu'il n'y aura plus ni eau, ni arbres. Faire la géographie des rivières d'un pays, c'est aujourd'hui faire celle de leur pollution. »

Ces quelques lignes, dans leur rude vérité, ne résument pas seulement l'un des thèmes de *Tristes Campagnes*, mais aussi le ton singulier de Bernard Charbonneau qui est tour à tour, ou ensemble, poète, analyste, polémiste.

Si le polémiste est féroce, s'il roule les pollueurs aux joues roses et frottées d'after-shave dans la puanteur de leurs égouts et de leur gaz, s'il ne voit pour ressource au pêcheur bientôt privé de truites que de se faire chasseur (d'industriels, de technocrates), c'est qu'en lui le poète amoureux de la nature et d'abord de son pays, le Béarn (et plus largement le Sud-Ouest), a été profondément blessé. Il dit pays, non région. L'idée de région lui paraît porter la marque de la puissance centralisatrice dont les fonctionnaires et les promoteurs (industriels, immobiliers, touristiques) se servent pour transformer le Sud-Ouest, le long des routes reliant Bordeaux à l'Espagne ou à Lacq, en une vaste banlieue.

Pour mieux montrer la dégradation de son « pays », Charbonneau nous conte d'abord ce qu'il fut. Alors c'est le poète qui parle, ou tout simplement l'homme dont le pas est à la mesure des sentiers, dont l'écriture est naturellement belle comme étaient savoureux la truite du gave et le jambon du porc nourri sous les châtaigneraies. Son amour du pays, s'il s'enracine dans la tradition, ne met en avant ni l'histoire ni la culture. Pour lui, les monuments du Béarn, ce sont ses fermes, les richesses du Sud-Ouest, ce sont ses paysages qui célèbrent le mariage de la montagne, des plaines et de la mer, la variété de ses cultures et la douceur de son climat. Puis sont venus Lacq, l'industrialisation, la monoculture, le tourisme sauvage. Avec eux, l'agonie a commencé, l'air a pué, l'eau s'est troublée, les arbres sont tombés, enfin l'asphalte, autel du dieu bagnole, a tout recouvert.

Le schéma est classique. Charbonneau, pour le mieux faire ressortir, le cerne d'un trait noir. Il a l'humour nécessaire et nécessairement grinçant pour brosser un tableau du Béarn (mais aussi bien de l'Europe) de l'an 2020, laminé par la croissance exponentielle, et où une partie des usines aura pour tâche de fabriquer de l'air et de l'eau (fades évidemment ou chimiquement parfumés) afin d'assurer la survie des habitants.

D'abord il y a Lacq, et sa ville annexe, Mourenx, qui aurait dû être une ville radieuse, mais que fuient les cadres de l'industrie pétrolière ; ils préfèrent les villages (ou les villes faussement basques faisant tache dans le paysage) où l'odeur ne parvient pas. En fait Charbonneau, auteur de l'*Hommauto*, et qui n'aime guère le culte de la bagnole, part moins en guerre contre le pétrole que contre une politique à courte vue. Le gisement sera épuisé en 1980. Son exploitation valait-elle la peine ? Peut-elle compenser la dégradation de l'environnement (les mesures anti-polluantes n'ayant pas été prises à temps) ? Que feront demain les travailleurs venus du nord de la France ou encore d'Algérie, du Portugal ?

Sur tous les problèmes, qu'il s'agisse de l'empoisonnement des gaves, du va-et-vient des égouts entre le bassin d'Arcachon et la plage de la Salie (simple problème technique ! aurait dit le préfet), de la destruction des chênes, des « usines d'élevage » qui produisent du jambon flasque et un maximum de pollution, de la conversion au maïs hybride qui a ruiné les paysans, de la lente dégradation des fermes (un patrimoine de 2 milliards de francs au Béarn) au profit des opérations immobilières, des routes qui défigurent la montagne sous prétexte d'ouvrir la nature aux citadins culs-de-jatte, Charbonneau adopte le point de vue de la qualité de la vie. Mais s'il croit plus, pour défendre la nature, en une jeunesse révoltée contre le système industriel que dans les technocrates de l'aménagement du territoire, il se demande si, d'un simple point de vue économique, bien des entreprises ne détruisent pas plus qu'elles ne produisent.

Tristes Campagnes, enfin, propose des solutions, non pour arrêter le progrès, mais pour équilibrer la technique et la vie, pour rendre à la nature sa fonction. Sans doute serait-il temps de les prendre en considération. En effet, à lire le réquisitoire passionné et passionnant de Bernard Charbonneau, le ministre de l'Environnement doit éprouver sa propre existence comme fantomatique. — B.D.

La rubrique **Ecolivres** a été réalisée par Pierre AJAME, Françoise BIRO, Bernard DOMEYRAT, Alain HERVE, Frédéric MAX et Roland de MILLER.

le rapport explosif du M.I.T.

HALTE A LA CROISSANCE?

suivi d'une enquête de
JANINE DELAUNAY
sur
LE CLUB DE ROME

La vraie question est enfin posée
PIERRE DROUIN
Le Monde

C'est capital et ça se lit facilement
Charlie-Hebdo

Ce qu'il faut c'est que chacun essaie de lire ce rapport du M.I.T. Personne après l'avoir fait, ne peut tenir le même langage qu'avant.
ROGER PRIOURET
L'Express

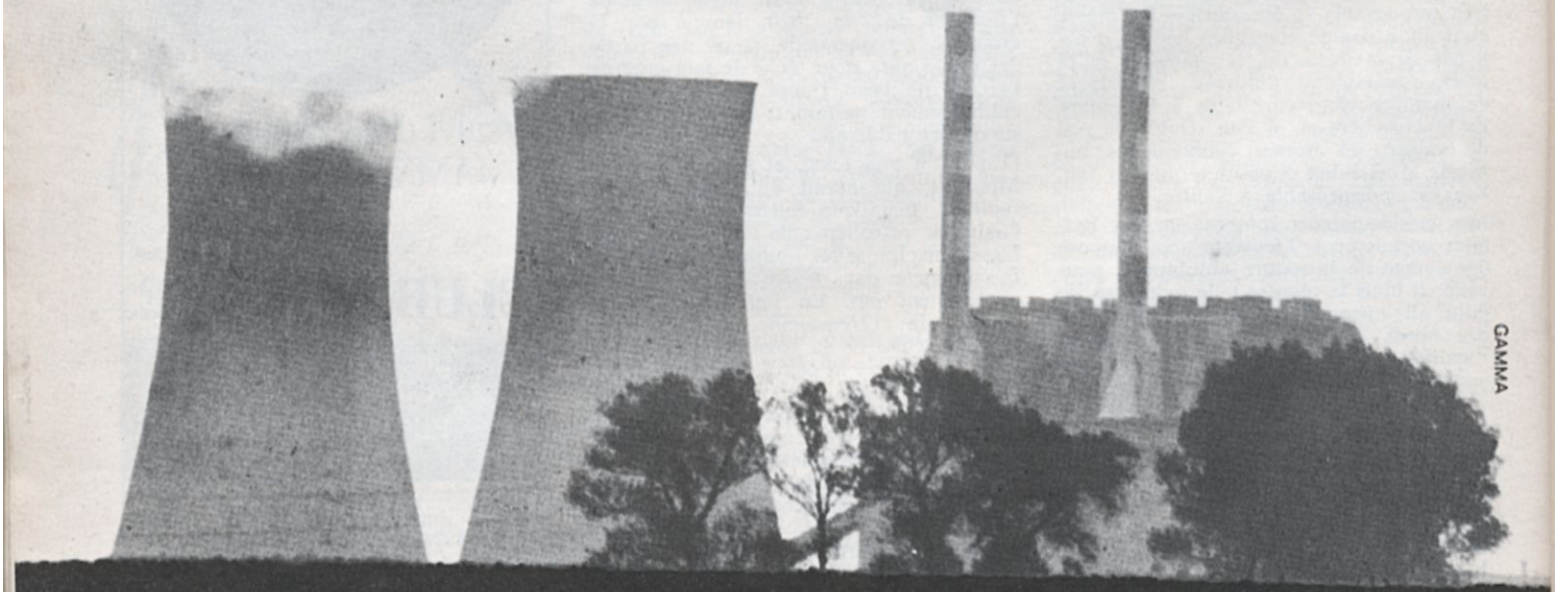
Le livre clé de la croissance
CLAUDE GLAYMAN
Combat

Un des documents les plus profondément subversifs qui aient été produits, en un siècle, par des hommes de science.
MICHEL BOSQUET
Le Nouvel Observateur

37.000 exemplaires vendus

FAYARD

POUR OU CONTRE
l'industrialisation nucléaire



GAMMA

Le 6 mai prochain, 70 associations françaises à vocation écologique, auxquelles se seront jointes d'autres associations étrangères, manifesteront simultanément à Paris, Lyon et Marseille. Elles demanderont un moratoire de l'énergie nucléaire et engageront des procédures juridiques pour empêcher momentanément toute nouvelle construction de centrale nucléaire.

En donnant la parole au physicien américain John T. Gofman dans le numéro spécial écologie du « Nouvel Observateur » (juin-juillet 1972), nous savions que nous abordions là l'un des débats les plus importants de l'époque. « L'énergie nucléaire, dit Gofman, est une industrie très dangereuse... Ceux qui prennent aujourd'hui des décisions dans ce domaine engagent le sort de l'humanité tout entière, et cela pour des millénaires... » Ce n'est pas l'avis des responsables du Commissariat à l'énergie atomique, de l'Electricité de France, du Plan et des divers autres organismes qui ont promu l'énergie nucléaire en France et qui nous préparent 200 centrales nucléaires réparties sur 90 départements pour l'an 2000. S'il faut en croire ces « responsables », seule l'électricité nucléaire peut répondre à la demande sans cesse accrue d'un « monde assoiffé d'énergie ».

Ni la publication des avertissements du professeur Gofman, ni les prises de position radicales de nombreux groupes de citoyens qui s'élèvent contre l'implantation des centrales dans leur région n'ont fait sortir les porte-parole de ces grands organismes de leur optimisme... Les mises en garde contre l'énergie nucléaire, les grands débats sur la croissance ne semblent pas non plus avoir beaucoup influencé les rédacteurs des deux grands programmes qui se sont affrontés au cours des élections législatives, celui de l'Union de la gauche et celui de l'U.D.R. Pour l'un comme pour l'autre, l'énergie nucléaire reste une nécessité majeure pour notre avenir. La décision a été prise il y a déjà longtemps par quelques technocrates. Sans aucune consultation démocratique. Et personne ne semble la remettre en question, sinon quelques groupes écologiques militants.

C'est pourquoi « le Sauvage » a décidé d'engager dès aujourd'hui le débat public auquel les responsables de l'énergie et les politiciens se soustraient depuis des années. Au cours des mois qui viennent, nous allons donc recueillir divers points de vue : non seulement ceux des spécialistes responsables de tel ou tel secteur de la recherche ou de l'industrie nucléaire, mais aussi ceux de simples citoyens qui se sentent concernés.

Dans la première partie de cette enquête, nous exposons les points de vue contradictoires de deux biologistes, ceux d'un responsable du C.E.A. et d'une « militante écologique », et nous faisons « dialoguer » deux éminents physiciens dont le moins qu'on puisse dire est que leurs vues sont diamétralement opposées.

André Gauvenet : « Les risques d'accident sont actuellement infimes. »



D.R.

André GAUVENET, *cinquante-deux ans, est directeur au Commissariat à l'énergie atomique depuis 1962 et délégué à la mission Protection et Sûreté radiologique du C.E.A. depuis 1967. Il est marié et père de trois enfants.*

— Les critiques adressées à l'énergie nucléaire concernent entre autres les procédures de sécurité, la gestion des déchets, les erreurs humaines possibles, l'incertitude sur la fiabilité des réacteurs. Quelle est votre position ?

— Sur le plan de la sécurité, il convient de comparer les industries les unes aux autres. Si en effet une centrale d'une puissance donnée est nécessaire en un lieu donné, il faut se demander ce qu'implique le remplacement d'une centrale thermique classique par une centrale nucléaire. Il faut suivre toute la chaîne industrielle qui conduit de la mine (ou du puits de pétrole) à l'électricité et le long de toute cette chaîne il faut penser à la protection du public et des travailleurs.

Les mines d'uranium sont modernes et très bien ventilées (50 fois plus que les mines classiques). Le taux d'accidents du travail y est faible. Les transports maritimes et routiers ne présentent aucun risque pour le public. Il en est de même des diverses usines de transformation, y compris les usines de séparation isotopique qui ne posent pas de problèmes d'effluents radioactifs. Restent les centrales et les usines de retraitement du combustible irradié. Parlons d'abord de leur sécurité ; voyons surtout les réacteurs, puisque les usines ne présentent pas de risques significatifs d'accidents.

Il faut savoir qu'un réacteur dispose de barres de sécurité qui l'arrêtent immédiatement dans l'hypothèse d'un incident, même très mineur. Ces barres, qui bloquent en une fraction de seconde la réaction de fission, peuvent être déclenchées soit automatiquement, soit à volonté. Tous les systèmes de sécurité sont redondants, c'est-à-dire qu'ils peuvent être déclenchés par plusieurs détecteurs agissant concurremment et reposant sur des principes différents. Ainsi peut-on garantir le fonctionnement de ces dispositifs en toute occasion. On emploie parfois pour définir le principe des systèmes de sécurité utilisés le terme anglais « fail-safe » qui signifie littéralement que tout défaut des appareils lié à la sécurité doit conduire obligatoirement à une situation sûre. C'est ce principe qui conduit aux dispositifs dont j'ai donné plus haut quelques exemples.

Nous venons de parler des dispositifs de pilotage du réacteur. Voyons à présent comment on réagit contre les incidents liés aux produits radioactifs contenus dans le cœur.

La sécurité, vis-à-vis de ces produits, repose sur le principe des barrières successives qui les enferment. Il n'existe pas moins de trois barrières entre l'élément combustible et l'atmosphère : l'uranium est contenu dans une gaine située elle-même dans un canal refroidi. L'ensemble des éléments se trouve dans une cuve épaisse et le tout est placé dans une enceinte étanche. Chaque barrière est surveillée en permanence. Par exemple, la moindre fuite d'une gaine de combustible est immédiatement détectée.

— Que se passe-t-il pourtant si le refroidissement n'est pas assuré ?

— Notre position, en France, est la suivante : si invraisemblable que soit l'accident de refroidissement, il faut savoir comment réagira le système de secours. Nous l'étudions donc à la fois théoriquement et pratiquement d'une part à Grenoble où se font des recherches de base, confiées à des spécialistes de renommée mondiale, d'autre part à Cadarache où se construit une boucle de refroidissement complète qui fonctionnera dans des conditions absolument réalistes. Des accidents de refroidissement y seront provoqués. Mais il faut se souvenir que l'essentiel est dans la **prévention** des accidents. Dans les réacteurs nucléaires, elle a fait l'objet d'efforts considérables qui tendent à déceler très tôt le moindre incident — ce qui doit exclure un accident significatif. Les résultats sont là d'ailleurs, puisque les réacteurs en service, au nombre de plusieurs centaines, ont eu des incidents, certes, mais ces incidents n'ont jamais eu de conséquences pour le public.

— Comment comptez-vous résoudre le problème des déchets ?

— La production de 200 millions de Kwh d'électricité par des moyens nucléaires, qui satisfait les besoins annuels d'une ville de 150 000 habitants, donne comme sous-produit 1 mètre cube environ d'effluents très actifs, les seuls dangereux. Ils sont pour l'instant conservés de façon parfaitement sûre dans les usines qui les produisent. A l'avenir, pour des raisons de commodité de stockage, il faudra les solidifier, les vitrifier de façon à leur conférer une grande inertie chimique. Nous construirons sans doute une usine dans les deux ans qui viennent. Dans quelques années, tout aura été transformé en solide, sous la forme de briques de verre. Après décroissance des déchets à haute activité, les déchets à très longue période ne confèreront pas à ces briques, à long terme, une activité supérieure à celle d'un bloc de granit. D'une manière générale, le coût de ces travaux sera de l'ordre de 1 % du prix du Kwh électrique installé. Il n'y aura donc pas de barrière économique.

— D'ici à l'an 2000, il y aura au moins 200 réacteurs en France. Ne pensez-vous pas que cela entraînera un accroissement des risques aux divers stades de la production de l'énergie nucléaire ? Un physicien américain a pu dire que l'énergie nucléaire était la forme d'énergie potentiellement la plus dangereuse que l'humanité ait eu à utiliser.

— D'une façon générale, toutes les formes d'activité humaine évoluent vers des risques potentiels de plus en plus grands : les avions et les navires pétroliers deviennent géants, les usines et les réservoirs de produits combustibles couvrent des surfaces de plus en plus grandes. Mais il y a une grande différence entre le risque potentiel et le risque réel. En matière d'aviation, par exemple, les risques réels par km parcouru décroissent d'année en année, alors que l'accident pris individuellement peut devenir plus grave en raison de l'augmentation de capacité des appareils. C'est que l'on perfectionne considérablement les méthodes de sécurité et l'entraînement du personnel.

Il en est ainsi pour l'énergie nucléaire où l'on a dépensé des crédits considérables en faveur de la protection des personnes. Dans les centres nucléaires, le taux d'accidents radioactifs est insignifiant et celui des accidents classiques est lui-même très bas. Dans le domaine de la sécurité, l'énergie nucléaire fait figure de pionnier vis-à-vis des autres industries. Les attaques contre l'« atome » proviennent pour une bonne part de ce que son nom reste attaché à l'explosion d'Hiroshima. Cette associaion n'a aucun sens. Ceci dit, je trouve excellent que l'on focalise l'attention sur la sécurité et la protection de l'environnement, qui exigent dans tous les domaines un effort sans défaillance.

Quant à la pollution radioactive, elle est actuellement très faible et les précautions prises la feront encore diminuer dans l'avenir.

Esther Peter-Davis : « La catastrophe est peu probable mais possible. »



D.R.

Esther PETER-DAVIS *est mère de quatre enfants. Ex-fonctionnaire d'un grand organisme international, elle a été à l'origine de la campagne contre la centrale de Fessenheim. Au cours d'un voyage aux Etats-Unis, elle découvre la contestation antinucléaire. Elle publie cette année son enquête d'une simple citoyenne intitulée « l'Electricité sale » (les Amis de la Terre).*

— L'E.D.F. et les constructeurs de centrales nucléaires affirment que les réacteurs de puissance de grande taille sont parfaitement fiables. Qu'en pensez-vous ?

— J'aimerais savoir sur quoi se fonde une pareille affirmation. L'expérience pratique que nous possédons est tout à fait insuffisante. Le premier grand réacteur de puissance a commencé à fonctionner fin 1970. On peut compter sur les doigts d'une seule main ceux qui sont venus s'ajouter au premier. Nous n'avons pas suffisamment d'expérience comptée en années-réacteurs pour établir une statistique valable.

En 1970, les ingénieurs de l'E.D.F. sont venus en Alsace pour nous rassurer. Ils nous ont publiquement affirmé que tout était au point : sécurité de la centrale, élimination des effluents, gestion des déchets. Or, au cours de l'année 1972, aux U.S.A., on a vu éclater successivement plusieurs crises : distorsion des barreaux de combustibles, enquête sur le refroidissement de secours, décision de la Cour fédérale du Columbia District contraignant l'A.E.C. à modifier la réglementation concernant les circuits de refroidissement et les rejets de matériaux radioactifs. A peu près chaque mois, l'A.E.C. a imposé une nouvelle règle de fonctionnement ou une baisse de puissance des centrales en opération. Certaines centrales n'ont été autorisées à fonctionner qu'à 20 % de la puissance pour laquelle elles étaient initialement prévues.

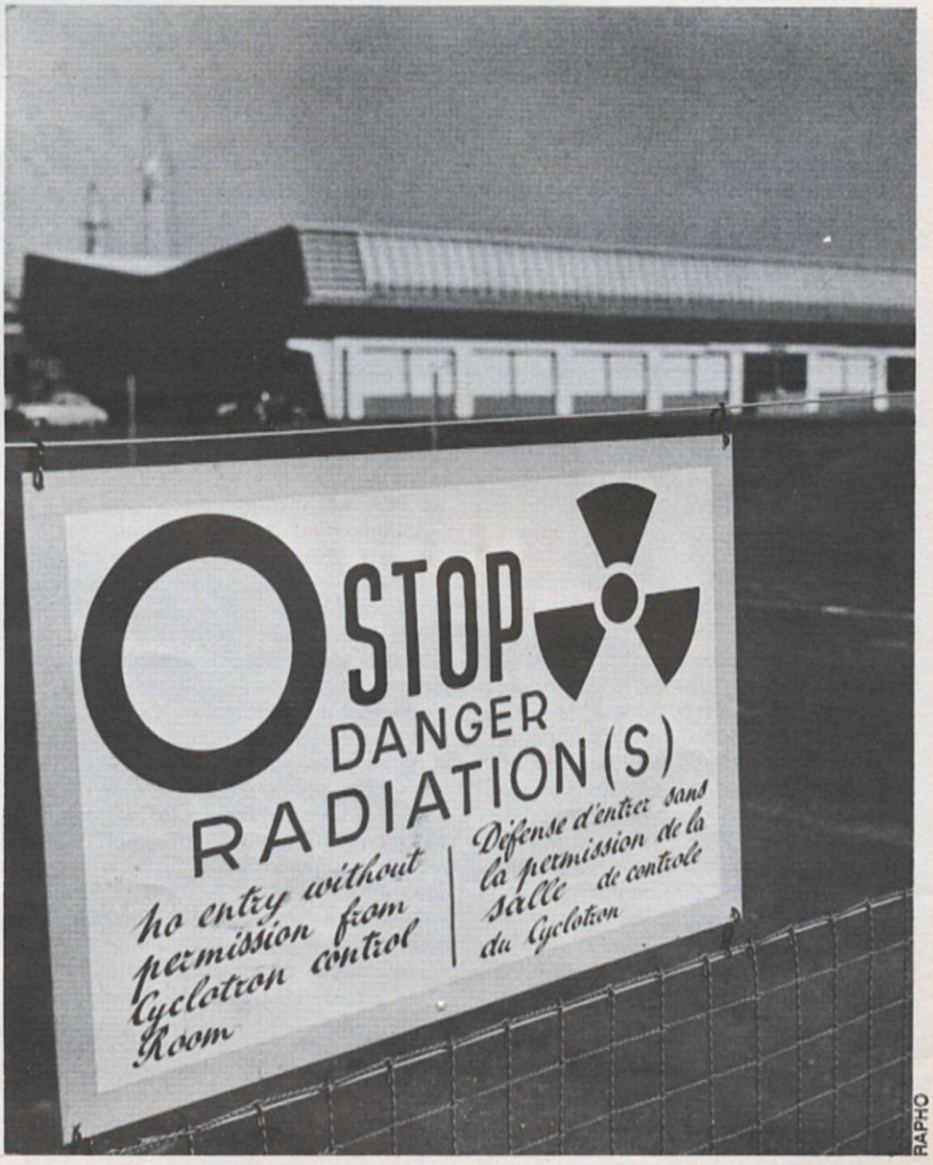
En Allemagne, la commission de sécurité des réacteurs a publiquement recommandé un moratoire. On a par ailleurs nommé une commission consacrée à l'étude du refroidissement de secours qui a été dotée d'un budget très important de 180 millions de DM. De nombreux experts ont conseillé la suspension de la licence de fonctionnement jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée au problème du système de refroidissement d'urgence.

Autre grand problème, celui des déchets. L'A.E.C. a déclaré l'an dernier qu'elle disposait d'un site qui assurait une « sécurité au-delà de tout soupçon », les déchets devaient être enterrés dans une mine de sel censée les isoler de l'extérieur pendant au moins une centaine de milliers d'années. Ce site, situé dans le Kansas, a été abandonné parce qu'il posait des problèmes de « génie civil ». Aucune autre solution n'a été trouvée depuis, et les déchets américains attendent toujours à la surface du sol. Que savent donc les Français de plus que les Américains et les Allemands ?

Je voudrais maintenant insister sur un point. J'estime que c'est placer le débat dans une fausse optique que se borner à poser seulement la question de la sécurité des réacteurs. Depuis l'extraction de minerais jusqu'au dépôt des déchets ou leur immersion, c'est à toutes les étapes de l'industrie nucléaire que se produit une libération d'éléments radioactifs dangereux pour la santé, quelles que soient les précautions prises.

— A votre avis, risque-t-on de voir arriver un accident grave ?

— De nombreuses incertitudes pèsent sur le fonctionnement des réacteurs. Il y a eu un exposé très honnête à la foire internationale nucléaire de Bâle en 1972 : un expert a déclaré que l'on ignorait comment se comportaient un



RAPHO

certain nombre de matériaux et d'équipements dans les conditions de fonctionnement des gros réacteurs. Il a cité en particulier les pompes principales qui animent le réfrigérant. On construit quand même de très gros réacteurs. Dans le domaine de la prévention des accidents, il y a trop de théorie et trop peu d'expérimentation. Aucun programme n'a été réalisé en vraie grandeur ou même sur un réacteur miniature. Un réacteur de 50 mégawatts est prévu aux U.S.A. pour ce genre d'essais, mais il est loin d'être achevé.

Au cours de la précédente foire nucléaire, en 1969, un Canadien a fait une communication prouvant l'impossibilité de déterminer avec précision les chaînes d'accident qui peuvent se produire dans un réacteur nucléaire. Si un organe du réacteur se met à fonctionner de travers, on ne sait pas exactement sur quoi cela se répercute.

— Quelle serait l'extension d'un accident dans une centrale nucléaire ?

— S'il y a rupture de l'alimentation en réfrigérant et que le système de refroidissement d'urgence ne fonctionne pas, on risque une catastrophe. Le cœur du réacteur fond et pénètre dans le sol après rupture de la cuve et de l'enceinte de béton. S'il rencontre alors de l'eau, il peut se produire de fantastiques explosions chimiques et la projection d'une grande partie des produits liquides et solides que renferme le cœur du réacteur. Cela peut contaminer un terrain très important, bien au-delà de l'enceinte de la centrale. Ce genre d'accident est peu probable, mais pas impossible.

— D'autre sources d'énergie sont-elles susceptibles de remplacer l'énergie nucléaire ?

— La centralisation forcée, l'urbanisation à outrance nous contraignent à des complexes énergétiques gigantesques. Sur le plan psychologique et physique, l'urbanisation a en plus des résultats terrifiants. D'un autre côté, les complexes de production d'énergie entraînent d'importantes pollutions thermiques, radioactives ou chimiques. Ces deux problèmes se rejoignent. Si on abandonne la centralisation forcée, il y a des alternatives qui évitent à la fois le gaspillage des ressources et la pollution de l'écosphère. L'énergie solaire est une de ces alternatives : elle peut présenter de très nombreuses formes d'application, encore faudrait-il y affecter des crédits de recherche équivalants à ceux que l'on a consacrés au nucléaire. Mais il y a beaucoup d'autres sources d'énergie qui permettraient de faire vivre de petits groupes à moindres frais, et sans pollution. Seulement, tout cela suppose une transformation complète des rapports sociaux et une réévaluation des besoins exacts de chacun. Il nous faut donc repenser la production d'énergie en même temps que les structures sociales.



D.R.

Herbert Marcovitch : « Je suis contre la propagande apocalyptique. »

Herbert MARCOVITCH, *cinquante-deux ans, est médecin et directeur de recherches au C.N.R.S., professeur de biologie moléculaire à la faculté des sciences d'Orsay. Il fait partie du mouvement pacifiste Pugwash. Il est marié et père de trois enfants.*

— A vous biologiste, les doses de radioactivité libérées par l'industrie nucléaire vous semble-t-elles compatibles avec la santé publique ?

— Aux doses dont on parle — c'est-à-dire aux doses très faibles qui correspondent aux résidus à vie longue laissés par les expériences militaires et aux technologies nucléaires en fonctionnement normal — on n'a jamais observé aucun effet biologique. Il faut aussi préciser qu'aucune expérience n'a pu mettre en évidence l'existence d'un seuil au-dessous duquel les radiations ne seraient pas dangereuses, et qu'aucune théorie n'en prévoit l'existence. C'est aujourd'hui une notion périmée. Dans le domaine des faibles doses, si l'on veut faire des estimations précises, on ne peut faire que des extrapolations à partir des doses plus élevées : on admet que la loi observée reste valable dans les valeurs très faibles. Mais ici intervient aussi la notion de débit. Quand le débit est faible, il y a une chance de réparation. Une irradiation de petit débit est moins grave qu'une irradiation brève et intense, en raison de ces mécanismes de réparation.

— Cependant, même les partisans de l'énergie nucléaire reconnaissent qu'il y a des risques...

— Tout dépend des doses administrées. Les risques sont de deux sortes : mutations génétiques et effets somatiques. Il faut savoir qu'il existe déjà une ionisation naturelle inéluctable qui est de $1/10^e$ de roentgen par an. La biosphère dans son ensemble — c'est-à-dire tous les êtres vivants — a reçu, depuis son émergence, un demi-milliard de roentgens. Toute la biosphère s'est développée sous ce débit constant. Mais il ne serait, en fait, responsable que du dixième des mutations humaines.
Les effets génétiques, c'est-à-dire les transformations qui affectent les cellules reproductrices, ont des mécanismes biochimiques parfaitement étudiés. De plus, on sait que les mutations récessives ne donnent pas de résultat apparent. Une telle mutation a tendance à disséminer dans la population. Provoquer dix mutations dans une population d'un million de personnes ou dix mutations dans une population de cent mille personnes, cela revient au même. La probabilité de mariage de 2 personnes portant chacune la même mutation est très faible. Il y a deux façons d'abîmer le patrimoine héréditaire : en induisant des mutations ou en abaissant les facteurs de sélection. Dans ce sens, les progrès de la médecine et de l'hygiène sont plus « néfastes » que l'apport de mutations nouvelles, puisque ces progrès empêchent l'élimination naturelle de l'individu taré ((hémophilie, diabète, etc.). Il faut dire aussi que les agents mutagènes ne créent pas de choses jamais vues. Elles ne font qu'augmenter la probabilité d'un événement qui devient donc plus fréquent. Autre type d'effets : les dommages somatiques. Aux doses élevées, par exemple 600 roentgens, les radiations sont mortelles. Les premiers radiologistes ont souvent payé de leur vie l'exposition à des irradiations répétées, généralement localisées aux mains, et qui pouvaient atteindre plusieurs centaines de roentgens en quelques années. Les effets léthaux des fortes irradiations généralisées sont liés à la destruction de la moelle osseuse. Une même dose forte, mais suffisamment étalée serait pratiquement inoffensive : il existe d'importants phénomènes de réparation. Quant à l'effet cancérigène, il est extrêmement variable selon les tissus.

— Comment peut-on faire une estimation valable ?

— On ne peut le faire qu'à partir des doses plus élevées. Il faut toujours partir des évaluations les plus pessimistes. Mais même là, aux doses dites permissives, on obtient des résultats insignifiants. Il y a normalement 60 leucémiques par million d'habitants. Cela n'en ferait que quelques-uns de plus.

— Mais c'est déjà trop !

— On retombe sur un problème éthique. Par exemple, je suis inconditionnellement contre les essais nucléaires militaires. Pour des expériences inutiles et dangereuses, courir le risque de provoquer un seul leucémique de plus,

c'est inadmissible. Mais quand il s'agit d'élever le niveau de vie, de nourrir des populations, de faire sortir certains pays du sous-développement, il faut alors savoir si le leucémique supplémentaire peut être mis en balance avec des millions de gens qui meurent de faim. On laisse à chacun sa chance. On ne condamne pas à mort quelqu'un en particulier. Mais, par exemple, il n'existe pas un seul acte médical, si bénin soit-il, qui n'ait été un jour ou l'autre la cause de la mort de quelqu'un.

— Oui, mais il y a peut-être d'autres solutions pour régler les problèmes de l'énergie. Et ce que vous dites des risques en fonctionnement normal reste-t-il valable en cas d'accident ?

— Il y a un choix à faire. Si les techniciens me donnent des doses, je pourrai leur dire : voilà ce que vous risquez de faire. Je m'insurge contre une certaine propagande apocalyptique qui présente les centrales comme génératrices de monstres, etc. Quant aux accidents, en tant que biologiste, je n'ai pas d'éléments d'appréciation. Il y a actuellement une sorte de mystique de la pollution radioactive, sans doute parce que cette pollution est invisible et qu'on ne la perçoit pas directement. Mais le tabac et les autres mutagènes chimiques n'interviennent pas autrement. Ils ont le même effet définitif. Au nom de quoi fumez-vous devant quelqu'un qui ne veut pas fumer, par exemple, et lui faites-vous absorber votre fumée ? Nous absorbons infiniment plus de médicaments, de D.D.T., d'alcool ! Nous sommes extrêmement pollués. C'est le prix d'un progrès que nous ne pouvons remettre en cause.


KNIBIEHLY

Roland Carbiener : « Les tares héréditaires vont se multiplier. »

Roland CARBIENER, *quarante-deux ans, est docteur ès science en écologie végétale, maître de conférence à la faculté de pharmacie de Strasbourg. Il milite activement dans un groupe écologique alsacien. Il est marié et père de trois enfants.*

— Considérez-vous qu'il existe une différence qualitative entre les pollutions traditionnelles et la pollution par radioélément ?

— On déclare à l'E.D.F. et au C.E.A. que les centrales nucléaires sont moins polluantes que les centrales thermiques classiques. Ce genre d'argumentation revient à comparer des choses non comparables sur le plan scientifique. Pour les pollutions classiques on se réfère aux effluents gazeux (gaz sulfureux, oxyde d'azote...) et à la pollution particulaire. Ces polluants possèdent des effets directs, principalement somatiques, sur la santé humaine et sur la végétation (dégâts agricoles et forestiers).

Les centrales nucléaires polluent, elles aussi, directement, par des effluents gazeux et des aérosols, mais avec cette différence que les polluants sont des corps radioactifs. Or les dangers que présentent les radioéléments, si leur période est tant soit peu longue, sont infiniment plus préoccupants pour l'environnement et pour l'homme que tous ceux qu'entraînent les polluants classiques. Ceci parce qu'aux effets somatiques s'ajoute un risque génétique.

La diffusion de radioéléments dans l'environnement n'est d'ailleurs pas spécifique aux centrales de puissance. Tout au long du circuit industriel impliqué par l'industrie nucléaire, depuis l'extraction minière jusqu'aux centrales, en passant par l'enrichissement, le retraitement du combustible, le transport et le stockage des déchets, des éléments radioactifs sont libérés dans l'environnement, volontairement ou par accident. De ce point de vue, un accident survenant dans une centrale nucléaire comporte des dangers beaucoup plus considérables qu'un accident frappant une centrale thermique classique.



GAMMA

Pour justifier la libération volontaire de radioéléments, on invoque généralement leur radioactivité faible par rapport à la radioactivité naturelle du milieu où s'effectue cette libération. C'est négliger le comportement très différent sur le plan écologique des radioéléments naturels, qui ne s'accumulent pas dans les organismes vivants, et des radioéléments artificiels, totalement étrangers à la biosphère, qui sont susceptibles de s'accumuler dans certains milieux, comme le milieu marin, à des taux insoupçonnés.

Ces accumulations peuvent être à l'origine de contaminations graves des chaînes alimentaires. On est encore très peu renseigné sur ces problèmes. Pour ne parler que du strontium 90 aujourd'hui bien connu, on ne s'est aperçu de sa nocivité que dix ans après son apparition dans la biosphère.

— **Quels sont les risques qu'encourent les individus ?**

— Il faut distinguer entre les risques créés par l'irradiation externe, qui sont ceux sur lesquels insistent E.D.F. et C.E.A., en les considérant comme minimes étant donné les précautions prises, et, d'autre part, les risques créés par la diffusion dans l'environnement des éléments radioactifs s'incorporant dans les circuits biologiques. Ces radionuclides sont pour beaucoup d'entre eux très dangereux par l'irradiation interne qu'ils entraînent. Après ingestion, inhalation, contact cutané, ils peuvent léser des tissus parfois très vulnérables. C'est le cas du strontium 90 qui, par irradiation de la moëlle osseuse, induit des leucémies.

— **Quelles peuvent être les conséquences à long terme des irradiations ?**

— Ce sont essentiellement les risques génétiques. Ce qui rend le problème difficile à appréhender, c'est le temps de latence considérable nécessaire à l'apparition des symptômes. Par ailleurs, quand un processus de contamination est engagé, toute parade est pratiquement impossible.

— **Y a-t-il une dose au-dessous de laquelle il n'y aurait pas de danger ?**

— Dans l'état actuel de nos connaissances, il est extrêmement difficile de fixer une dose maximale. On a souvent argumenté à partir de l'exemple de la province indienne du Kerala, où la radioactivité naturelle est très forte et où les gens ne se porteraient pas plus mal. C'est oublier la différence énorme qui sépare une société humaine où la sélection naturelle joue à plein et où toute tare génétique aboutit à l'élimination de l'individu affaibli, et les pays industrialisés où la médecine permet la survie et la reproduction d'individus porteurs d'une telle tare.

Dans les études faites au Kerala, on s'est servi des statistiques de pathologie chez l'adulte. On n'a pas trouvé de différence significative avec d'autres régions non radioactives de l'Inde. En fait, il faudrait avoir des données sur les naissances anormales et surtout sur les fœtus avortant avant terme, l'avortement résultant dans la grande majorité des cas de tares génétiques importantes. Malheureusement, ce genre d'informations est extrêmement difficile à réunir.

— **Quels sont les risques immédiats ?**

— Ce qui, dans nos sociétés industrialisées, reste très préoccupant, c'est l'enfant arrivant à terme porteur d'une tare compatible avec la vie. En Europe, il existe 80 maladies héréditaires comme le diabète et la myopie qui exposaient autrefois les individus à des risques plus importants qu'aujourd'hui et conduisaient à la limitation par sélection naturelle du gène défavorable correspondant.

Nous allons donc au-devant d'une augmentation constante du taux des maladies d'origine héréditaire. Or la radioactivité est le moteur essentiel de la multiplication de ces tares. Toute augmentation du taux, aussi faible soit-elle, est nocive dès qu'elle touche des individus jeunes ou des adultes en âge de procréer.

Celui qui croyait à l'atome et celui qui n'y croyait pas.

Le 3 décembre 1972, le Journal du dimanche *a publié, sous le titre « Une peur qui n'est pas fondée », un article qui est avant tout une réfutation des thèses des divers groupes ou comités écologiques et une apologie des centrales nucléaires. Son auteur : Louis Leprince-Ringuet, célèbre physicien atomiste, membre de l'Académie française et de l'Académie des sciences, professeur au Collège de France et à l'Ecole polytechnique. Cet article a suscité quelques remous et a été diversement commenté. Nous lui avons opposé les commentaires que nous avons recueillis auprès de John T. Gofman, autre physicien atomiste à la carrière prestigieuse, un des pères de la bombe H, chef de laboratoire de l'A.E.C.*

LA PEUR DES CENTRALES

Louis Leprince-Ringuet. « Des gens qui sont hostiles au progrès peuvent affoler des populations avec la pollution radioactive et ses éventuels effets secondaires. On trouvera toujours quelques arrangements de citations d'hommes célèbres, en général floues, mais engageantes, qui permettront de remplir des affiches ou des tracts. On peut ainsi troubler le public et même risquer de provoquer un véritable affolement en annonçant des effets génétiques à long terme, par exemple. Que certains groupes soient contre le progrès, c'est bien normal : notre existence leur donne certains arguments, mais ce que je ne puis admettre, c'est la malhonnêteté qui consiste à dire des choses complètement fausses de façon à créer une psychose.

D'après certains tracts, anonymes bien entendu, la vie auprès des centrales nucléaires transformerait les enfants en véritables monstres (...) J'insiste sur le comportement criminel de ceux qui veulent à tout prix et pour des raisons souvent troubles, inquiéter tragiquement une population dont la vie est souvent déjà éprouvante. »

J. T. Gofman. « Nous nous sommes aperçus que l'industrie nucléaire était la plus gigantesque fraude dont l'humanité ait jamais été victime. Cette escroquerie — il n'y a pas d'autre mot — repose sur deux mensonges. Premier mensonge : les promoteurs de l'énergie nucléaire tentent de faire croire dans leurs déclarations et leurs publicités, que la dose de 0,17 rad est parfaitement inoffensive. Nous avons montré que c'était faux. Second mensonge : les centrales nucléaires seraient sûres. Même s'il y avait une chance sur dix mille pour qu'une centrale nucléaire ait un accident grave par an, ce serait déjà un risque parfaitement inacceptable. Or l'expérience de l'industrie nucléaire est si récente et si limitée que ses responsables ne peuvent même pas dire si cette probabilité est d'un sur cent, d'un sur dix mille ou d'un sur un million. »

LES NORMES DE SÉCURITÉ

L. L.-R. « En fonctionnement normal, rien ne traverse les murs (des centrales nucléaires). Par la cheminée, il ne sort à peu près rien de radioactif, à peine le centième de ce que nous recevons par le rayonnement naturel. Or, il y a des normes d'irradiation qui ont été établies par des commissions internationales, avec une grande sévérité. Elles sont dix fois plus élevées que le rayonnement naturel, donc environ mille fois plus que l'apport d'une centrale. Il n'y a donc aucun danger à

TERRE HUMAINE

La grande collection de confrontation et de témoignages sur le monde contemporain

dirigée par JEAN MALAURIE



Derniers titres parus :

Selin Abou
Immigrés de l'autre Amérique

James Agee et Walker Evans
Louons maintenant les grands hommes

Ronald Blythe
Mémoires d'un village anglais

Pierre Clastres
Chronique des Indiens Guayaki

William Hinton
Fanshen

Richard Lancaster
Piegan

Plon

vivre à proximité d'une centrale nucléaire, d'autant plus que le contrôle de la radioactivité est effectué partout grâce à de nombreux appareils. »

J. T. G. « Nos calculs ont fait apparaître qu'un rad augmente toutes les formes de cancer de 2 %. Accumuler cinq rads au cours de la première partie de la vie des individus conduit donc à une augmentation de $5 \times 2 = 10$ % de la probabilité d'apparition du cancer. Etant donné qu'environ 320 000 cancers se déclarent chaque année aux Etats-Unis, une augmentation de 10 % correspond donc à 32 000 cancers supplémentaires ! Ainsi, les normes de pollution radioactive, en interdisant à l'industrie nucléaire de dépasser le seuil de 0,17 rad par an et par personne, pourraient néanmoins être responsables de l'apparition de 32 000 cancers supplémentaires chaque année. Et dans tous les pays qui appliquent les mêmes normes il faut s'attendre à trouver cette même proportion de 10 % de cancers en plus chaque année.

Nous avons aussi calculé que cette pollution autorisée pouvait provoquer de 150 000 à 1 500 000 morts supplémentaires par an. Cette augmentation des décès est due à des causes génétiques. Car les déchets radioactifs répandus dans l'environnement ne sont pas seulement responsables d'une multiplication des cas de cancer et de leucémie. Ils agissent aussi sur les cellules reproductrices et particulièrement sur leurs chromosomes, dans lesquels ils provoquent des mutations. »

LA CONFIANCE EN LA TECHNOLOGIE

L. L.-R. : « Nous n'en sommes plus aux premiers tâtonnements d'une technique nouvelle. On progresse constamment dans la sécurité. Ainsi les centrales sont installées en dépression par rapport à l'atmosphère extérieure : si un accident se produit, il n'y a pas de projection de matière ou de gaz vers l'extérieur, grâce, précisément, à cette dépression : c'est l'air de l'atmosphère qui pénètre à l'intérieur. »

J. T. G. : « Les réacteurs sont bien construits et vous pouvez sans doute vous asseoir dessus sans recevoir une dose de radiations plus forte qu'en certains autres endroits. Mais ce n'est pas le problème. Ce que les propagandistes oublient de dire, c'est que le jour où il y aura un accident sérieux dans une centrale ou une usine de traitement, si des matériaux radioactifs se répandent alors dans l'atmosphère, il faudra évacuer les populations voisines. »

LE PROBLÈME DES DÉCHETS

L. L.-R. : « Il est réel, et deviendra plus sérieux en l'an 2000. Beaucoup de produits ont une vie très brève, de quelques secondes à quelques jours, mais il reste une faible proportion qui vivent des dizaines d'années. Il faut donc des récipients qui puissent durer sans s'abîmer pendant près d'un siècle. C'est uniquement une question de technologie et de prix. »

J. T. G. : « Il y a un chiffre facile à retenir : un réacteur nucléaire fournissant mille mégawatts de puissance électrique (c'est la puissance des réacteurs qu'on construit aujourd'hui couramment) produit chaque année autant de déchets radioactifs, contenant des produits à longue vie comme le strontium ou le césium, qu'en produiraient mille bombes d'Hiroshima. Pour mille réacteurs, vous aurez à éliminer chaque année la même quantité de déchets radioactifs que celle produite par un million de bombes d'Hiroshima. »

Propos recueillis par
Alain JAUBERT
et Pierre MATARASSO

A Saclay, les fûts contenant les déchets radioactifs sont fissurés.



23 QUESTIONS A NOS LECTEURS

1. Notre milieu de vie est détérioré. Plusieurs facteurs entrent en ligne de compte. Classez-les par ordre d'importance.

a) la destruction et l'épuisement des ressources naturelles ..... ☐
— *animales (espèces en voie de disparition)* ..... ☐
— *minérales (pétrole, réserves minières)* ..... ☐
— *végétales (déboisement, disparition des espaces verts)* ..... ☐
— *agricoles (cultures trop intensives, appauvrissement de l'humus)* .... ☐

b) l'encombrement et le surpeuplement des villes ..... ☐

c) les pollutions ..... ☐
— *pollution atmosphérique (ex. : automobiles)* ..... ☐
— *pollution des eaux (déversements industriels)* ..... ☐
— *pollution nucléaire (déchets des centrales)* ..... ☐
— *pollution sonore* ..... ☐

2. La crise de l'environnement touche tous les pays. Numérotez par ordre d'importance ceux où elle vous paraît la plus aiguë.

— les pays occidentaux ..... ☐
— les pays communistes ..... ☐
— les pays du tiers monde ..... ☐

3. Les facteurs de ces déséquilibres appartiennent à l'une des catégories suivantes. Classez-les du plus important au moins important.

— l'explosion démographique ..... ☐
— la technologie moderne ..... ☐
— l'économie de croissance ..... ☐
— la libre entreprise et la recherche du profit ..... ☐
— la centralisation industrielle et administrative ..... ☐
— le gaspillage au niveau national .. ☐
— les négligences ou l'indifférence des industriels ..... ☐
— le comportement individuel (manque d'autodiscipline) ..... ☐

4. Quel parti politique, quel syndicat vous paraissent les plus aptes à défendre la « qualité de la vie » ?

— UDR ..... ☐
— rép. ind. ..... ☐
— réformateurs ..... ☐
— parti socialiste ..... ☐
— parti communiste ..... ☐
— PSU ..... ☐
— groupes gauchistes (lequel ?) .... ☐
— CGT ..... ☐
— CFDT ..... ☐
— FO ..... ☐
— CFTC ..... ☐
— CGC ..... ☐
— autres syndicats (lequel ?) ..... ☐
.....

5. Quel journal, quotidien, hebdomadaire ou mensuel, vous informe le mieux de ces problèmes ?

— quotidien .....
— hebdomadaire .....
— mensuel .....

6. La crise écologique peut-elle être surmontée :

— dans le cadre d'une organisation économique et sociale centralisée (comme la nôtre) ..... ☐
— dans le cadre d'un système décentralisé et communal (comme celui des Chinois par exemple) ..... ☐

7. Les pays du tiers monde doivent-ils industrialiser leur agriculture ?

— oui ..... ☐
— modérément ..... ☐
— non ..... ☐

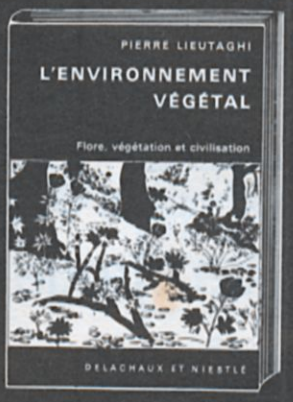
8. L'usage des pesticides et des engrais chimiques dans l'agriculture peut-il être remis en cause ?

— oui ..... ☐
— non ..... ☐

Les Beautés de la nature

Collection dirigée par

JEAN DORST



Avant que nature meure
L'environnement végétal
A la découverte de la nature
Ecologie et biocénotique
La vie sauvage en sursis

et la célèbre collection "Guides du Naturaliste"

Guide du Naturaliste dans les Alpes
Guide des grands Mammifères d'Afrique
Guide des Plantes à Fleurs
Guide des Oiseaux d'Europe
Guide du Naturaliste dans le Midi de la France
T1 - La mer, le littoral
T2 - La garrigue le maquis, les cultures
Guide des Champignons

CATALOGUE SUR DEMANDE

delachaux niestlé

32, rue de Grenelle Paris VII•

L'HOMME ET SON ENVIRONNEMENT

Dernières parutions

Emmanuel BERL:
Le Virage

Pierre DEFFONTAINES :
L'homme et sa maison

Pierre GASCAR :
Le Présage

A paraître prochainement :

Max NICHOLSON:
La Révolution de l'environnement
Guide à l'usage du nouveau maitre du monde

GALLIMARD

23 QUESTIONS A NOS LECTEURS

9. La culture biologique vous semble-t-elle offrir une solution de remplacement ?

— oui ..... ☐
— non ..... ☐

10. Considérez-vous l'urbanisation comme un phénomène irréversible ?

— oui ..... ☐
— non ..... ☐

11. La croissance de notre consommation d'énergie vous paraît-elle indispensable à notre bien-être ?

— oui ..... ☐
— modérément ..... ☐
— non ..... ☐

12. Pour répondre à nos besoins futurs en énergie, doit-on mettre au point :

— une filière nucléaire « propre » .... ☐
— des systèmes fondés sur l'énergie solaire et éolienne ..... ☐

13. Seriez-vous prêt à payer plus cher des produits industriels ayant une plus longue durée de vie ?

— oui ..... ☐
— non ..... ☐

14. Pour sortir de la crise écologique, quelle est votre solution prioritaire :

— la modification du comportement individuel ..... ☐
— la mise en vigueur d'une politique d'ensemble ..... ☐

15. On peut mesurer la « qualité de la vie » à l'aide des quatre critères suivants. Classez-les par ordre d'importance.

— conditions de travail ..... ☐
— répartition du temps travail/loisir ☐
— cadre de vie ..... ☐
— qualité des aliments ..... ☐

16. Concevez-vous un mode de vie plus « écologique » dans le cadre de la société urbanisée actuelle ?

— oui ..... ☐
— non ..... ☐

17. Si oui, classez par ordre d'importance les changements de comportement nécessaires :

— modifier son mode d'habitat (ex. : partir à la campagne) ..... ☐
— renoncer à l'automobile ..... ☐
— abandonner certaines formes de loisir (ex. : tourisme massif) ..... ☐
— devenir un consommateur très exigeant ..... ☐
— limiter ses besoins ..... ☐
— fonder des collectivités autogérées ☐

18. Le « nadérisme » et les mouvements de défense du consommateur relèvent-ils du militantisme écologique ?

— oui ..... ☐
— non ..... ☐

19. La France dispose d'un ministère de l'environnement depuis deux ans. Quelle a été son efficacité ?

— nulle ..... ☐
— modeste ..... ☐
— réelle ..... ☐

20. Pour généraliser la prise de conscience « écologique », l'action militante doit-elle :

— partir de faits précis et diffuser largement les informations correspondantes ..... ☐
— s'appuyer sur une idéologie et participer à l'action politique d'un parti ? ..... ☐

21. Trois facteurs peuvent accélérer cette prise de conscience. Classez-les par ordre d'importance.

— une meilleure éducation « écologique » dès l'enfance ..... ☐
— une information plus scientifique sur la nocivité des sociétés industrielles ..... ☐
— une aggravation des déséquilibres de l'environnement ..... ☐

22. Avez-vous déjà entendu parler des « technologies douces » (techniques s'appuyant sur notre acquis scientifique, mais dont la mise en œuvre n'entraine ni centralisation des moyens de production, ni destruction du milieu naturel).

— oui ..... ☐
— non ..... ☐

23. Ces technologies douces peuvent intervenir dans les domaines suivants. Classez-les par ordre de priorité.

— production d'énergie ..... ☐
— production industrielle ..... ☐
— agriculture ..... ☐
— utilisation des ressources minérales ☐

QUESTIONNAIRE A RETOURNER AU JOURNAL :
« LE SAUVAGE » 11, RUE D'ABOUKIR, 75002-PARIS.



ALAIN JAUBERT
JEAN-MARC LÉVY-LEBLOND

(Auto)critique de la science

La science est aujourd'hui mise en question de l'intérieur : la critique radicale, collective et interne débouche sur l'analyse de ses implications politiques et le dévoilement des conflits qui la traversent. Cette critique est ici l'œuvre des techniciens, chercheurs et étudiants, producteurs de la science et protagonistes directs des luttes dont elle est à la fois le lieu et l'enjeu.

"Science ouverte" dirigée par J.-M. Lévy-Leblond - 384 pages 29 F

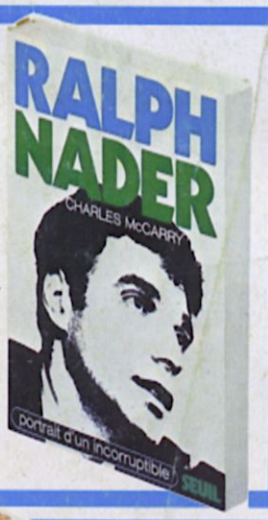
CHARLES McCARRY

Ralph Nader

Portrait d'un incorruptible

Voici racontée la personnalité la plus surprenante de l'Amérique actuelle : un **citoyen** décidé à substituer à l'action politique traditionnelle une action authentiquement populaire au-dessus de tout soupçon.

Un volume de 304 pages 25 F



BARRY COMMONER

L'encerclement

Problèmes de survie en milieu terrestre

La crise de l'environnement remet en cause les possibilités de survie et, si nous voulons échapper au drame que nous avons en quelque sorte mis en scène nous-mêmes, il nous faudra "apprendre à restituer à la nature une richesse que nous lui avons empruntée".

Un vol. 304 pages 29 F





CHRISTIAN DORÉMUS,
GILBERT SAUTRAY

Consommateurs ou consommés ?

Des affaires récentes ont mis en évidence la grande misère de la défense des consommateurs en France. Est-elle possible et efficace ? Qui doit s'en charger : l'Etat ou les consommateurs eux-mêmes ? C'est par nos achats que nous choisissons ou que nous subissons un type de société et même une manière d'être et de penser. Le pouvoir d'achat est un pouvoir : prenons-le !

Un volume de 208 pages 20 F

seuil